



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 21 DÉCEMBRE 1929

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21ST DECEMBER, 1929

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC"

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement.

6009—44—9

strictly payable in advance. Over payment, if any will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

6010—44—9

Proclamation

Canada,
Province de Québec.

H. G. CARROLL.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TRENTIÈME jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent vingt-neuf et de Notre règne le vingtième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie, Québec,
L.-P. GEOFFRION.

6071—44—10

Proclamation

Canada,
Province of Québec.

H. G. CARROLL.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SEVENTH day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this THIRTIETH day of the month of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty ninth and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

6072—44—10

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1929, et présentés avant le 28 janvier 1930, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 janvier 1930, et reçues avant le 22 janvier 1930, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 février 1930.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1929, and introduced before the 28th January, 1930, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th January, 1930, and received before the 22nd January, 1930; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 11th February, 1930.

Québec, ce 30 octobre 1929.

Quebec, 30th October, 1929.

6069—44—10

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

6070—44—10

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Lettres patentes

Letters patent

"A. F. Amiot, Limitée".

"A. F. Amiot, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1929, constituant en coporation: Armand-Frédéric Amiot, et Aimé Amiot, tous deux agents, de Outremont, Eugène Ménard, maître-barbier, de Montréal, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1929, incorporating: Armand Frederic Amiot, and Aimé Amiot, both agents, of Outremont, Eugène Menard, master-barber, of Montreal, for the following purposes:

Acquérir par achat, louage, échange ou autrement, du terrain, des bâtisses, de la propriété immobilière, d'aucune tenure ou description, et aucun droit ou intérêt afférant, aucuns droits attachés ou connexes à icelle et la faire valoir comme on le croira bon, et particulièrement en la disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, structures et commodités de toutes espèces, comprenant plus particulièrement des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banques, restaurants, fins industrielles ou autres; aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie, collecter les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres des rafraichissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services accessoires, selon leur profession ou occupation;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings and immovable property of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including more particularly buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes and by consolidating or connecting or subdividing properties, and by leasing, operating and disposing of the same; and to manage land, buildings and other property situate as faoresaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies and, according to their profession or business;

Faire affaires comme constructeurs de charpentes métalliques, inspecteurs, estimateurs de quantité et spécialistes en travaux de construction en béton armé, dans toutes leurs spécialités respectives;

To carry on business as metal framework constructors, inspectors, quantity estimators and specialists in all kinds of reinforced concrete construction work;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour construire et aménager des travaux et bâtiments publics et privés et comme entrepreneurs en électricité, et toutes autres affaires dans les-

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works and buildings and as electrical contractors and any other business in which the

quelles l'application de l'électricité ou de toute autre énergie est ou peut être utile ou appropriée;

Bâtir, faire exécuter, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler, les travaux publics et privés et commodités de toutes espèces, expression qui ne doit souffrir aucune restriction dans son sens général par ce qui suit, et qui comprend des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrigations, réclama-tions, améliorations, tuyaux d'égout, de drainage, usines à gaz, téléphone, télégraphe, usines d'énergie, hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics ainsi que tous travaux et commodités publics et privés;

Faire affaires comme entrepreneurs, construc-teurs, couvreurs, importateurs, commerçants et manufacturiers de béton, béton armé, ciment, as-phalte, feuilles en métal, armatures en acier, préparations de toutes sortes de toitures et autres matériaux qui peuvent être employés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, avec le pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corpo-rations faisant des affaires semblables et aussi exploiter toute autre industrie de nature sembla-ble ou connexe aux affaires susmentionnées;

Faire des avances au moyen de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux ache-teurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie et aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, égouts, une ou des usines génératrices de lumière ou autres améliora-tions jugées susceptibles de rendre plus faciles d'accès les propriétés de la compagnie ou d'aug-menter leur valeur;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toutes parties des propriétés de la compagnie vendues par la compagnie, ou de tou-tes sommes de deniers dues à la compagnie par les acheteurs ou avancées par la compagnie; donner une décharge partielle et finale, accorder main-levée d'hypothèque avec ou sans considé-ration;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie ou qui exploite toute industrie pouvant être con-duite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou partie du commerce, des propriétés ou du passif de tout individu ou compagnie exploitant toute industrie que la compagnie a l'autorisation d'exploiter et en faire le paiement avec des actions de la compa-gnie;

Acquérir par achat sur ventes privées, judiciai-res, publiques ou toute autre, échange, donation ou paiement, ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter, et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, et sans aucune ex-ception quelconque;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement et généralement aliéner, céder, transporter de quel-que manière et à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans le paragraphe précédent;

Emprunter des deniers sur le crédit de la Com-pagnie;

Hypothéquer, mortgager ou engager les biens réels ou personnels de la Compagnie, ou les

application of electricity or of any other power is or may be useful or appropriate;

To construct, make, execute, improve, exploit, develop, administer, manage and control public and private works and conveniences of every kind, expression which must not suffer any restric-tion in its general sense by the following, and which includes: docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, dams, irrigation and reclama-tion work, improvements, sewerage and drain pipés, gas works, telephone, telegraph, power houses, hotels, warehouses, markets and public structures and any public and private works and conveniences;

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, traders and manufacturers in and of concrete, cement, reinforced concrete, asphalt, sheet metal, steel bracing, any kind of roofing materials and other wares which may be employed directly or indirectly by contractors, builders or roofers, with power to act as agents for persons or corporations carrying on any simi-lar business, and also to exploit any other indus-try of a similar nature or relating to the afore-mentioned businesses;

To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the company's property, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, bridges, sidewalks, water-works, sewers, lighting plant or plants and other improvements calcu-lated to render the company's property more accessible or enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company or for any money due to the company by purchasers or advanced by the com-pany; to give partial and final discharge, grant *main-levée* of hypothec with or without consid-eration;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of the company, or carrying on any busi-ness capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To acquire or assume the whole or part of the business, assets or liabilities of any individual or company exploiting any industry which the com-pany is authorized to exploit and to make pay-ment therefor with shares of the company;

To acquire by purchase at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property, both corporeal and incorporeal, movable or immove-able, and without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, se-curity, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To borrow money on the credit of the company;

To hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both,

deux, pour garantir toutes obligations et tout fonds empruntés pour les objets de la Compagnie;

Acquérir généralement et détenir des immeubles dans la province de Québec, ainsi que les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "A. F. Amiot, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les Cité et District de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7081 C.-J. SIMARD.

"Belmont Garage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1929, constituant en incorporation: Adolphe Gardner, Jacob-Moses Helfield, et Moses-Abraham Fels, tous trois avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Garder, maintenir, exploiter et gérer des garages, magasins, hangars, entrepôts, et autres endroits semblables pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin en général d'automobiles et autocars de tous genres, descriptions et classes et tous les accessoires d'iceux et se rapportant à iceux, de chacune et toutes sortes de descriptions et donner à louage et louer et arrenter des autocars, camions et automobiles de toutes sortes, voiturier et transporter des passagers et du fret à tels termes et conditions que la compagnie croira convenables

Acquérir, louer ou acheter des garages, postes de service et ateliers de machines et louer ou posséder, réparer des automobiles et des camions-remorqueurs pour être utilisés en rapport avec ses opérations;

Assumer la location et tous les droits se rapportant au commerce susdit et ci-devant exercé sous le nom de "Belmont Garage", et acquérir comme industrie en exploitation ledit commerce, avec toutes les marchandises, l'outillage et la clientèle suivant les termes d'un contrat passé le 12 octobre 1929; et,

Faire généralement toutes choses nécessaires ou avantageuses à l'exécution des objets susdits, sous le nom de "Belmont Garage, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7083 C.-J. SIMARD.

"B. H. Beauvais Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1929, constituant en incorporation: Benoit Horace Beauvais, et Joseph-René Choquet, tous deux courtiers, et Joseph-Napoléon Vaillancourt, comptable, tous trois de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

pour

as guarantee for any bonds and any funds borrowed for the company's purposes;

Generally, to acquire and hold immovable property in the Province of Quebec, and also to sell or otherwise dispose thereof, under the name of "A. F. Amiot, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7082 Assistant Provincial Secretary.

"Belmont Garage, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: Adolphe Gardner, Jacob Moses Helfield and Moses Abraham Fels, all three advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To keep, maintain, operate and manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places, for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every kind, description and class, and of all the accessories thereof and the reto of any and every kind and description, and to rent and lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, carry and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the Company may consider advisable;

To acquire, lease or purchase garages, service stations and machine shops, and to rent, or own, repair cars and towing trucks for use in connection with its operations;

To take over the lease, and all the rights thereunder to the business known as, and heretofore carried on under the name of the "Belmont Garage" and to acquire as a going concern the said business with all the stock, fixtures and good will therein, in accordance with the terms of an agreement passed October 12th. 1929 and

To do generally all things necessary or incidental to the carrying out of the foregoing objects, under the name of "Belmont Garage, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7084 Assistant Provincial Secretary.

"B. H. Beauvais Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1929, incorporating: Benoit Horace Beauvais, and Joseph René Choquet, both of them brokers, and Joseph Napoléon Vaillancourt, accountant, all three of the city of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce généralement d'actions, obligations et débetures, et faire les affaires d'agents de change, courtiers et agents financiers, et négociants de valeurs inscrites et non-inscrites à la bourse;

Etre membres de toute bourse ou bourses, s'unir ou conclure des arrangements avec tout membre de toute bourse ou marché, ou avec toute autre personne ou personnes, compagnie ou compagnies, qui seront jugés avantageux à la compagnie;

Acheter, acquérir, vendre, assumer, acheter, vendre, et vendre et acheter et négocier toute émission d'obligations, débetures ou toutes sortes de valeurs de tout gouvernement, municipalité, corporation, commodités ou compagnies d'utilités publiques, suivant le cas, qui peuvent être jugés avantageux à la compagnie;

Exercer toutes autres transactions, contrats ou fusions ou arrangements qui peuvent être utilement exercés par des courtiers en obligations, courtiers en grains, courtiers en valeurs ou agents financiers et commerçants d'actions, ou faire tous autres arrangements, contrats, fusions ou autres choses semblables, jugés avantageux aux affaires de la compagnie;

Acquérir, acheter et vendre, louer ou prendre à location, administrer, ou faire les opérations de propriétés mobilières, ou immobilières ou minières, de toute description, jugées avantageuses à la compagnie;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris les employés de la compagnie qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "B. H. Beauvais Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7085 C.-J. SIMARD.

To trade generally in stocks, bonds and debentures, and carry on business as stock-brokers, brokers or financial agents, and dealers in listed and unlisted securities;

To be members of any stock exchange or stock exchanges, to unite or make any arrangements with any member of a stock exchange and market, or with any other person or persons, company or companies, which shall be deemed advantageous to the Company;

To purchase, acquire, sell, assume, purchase, sell, and sell and purchase and negotiate any issue of bonds, debentures or any kind of securities of any government, municipality, corporation, commodities or public utilities companies, as the case may be, which may be deemed advantageous to the Company;

To carry on any other transactions, contracts or amalgamations or arrangements which are usually carried on by stock brokers, grain brokers, bond brokers or financial agents and traders in share, or to make any other arrangements, contracts, amalgamations or otherwise, deemed advantageous to the business of the Company;

To acquire, purchase, and sell, lease or take on lease, operate or cause the operation of moveable or immovable or mining properties of any description deemed advantageous to the Company;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty, excluding the employees of the Company who may become shareholders of the Company;

No appeal to the public shall be made for the subscription of its shares, under the name of "B. H. Beauvais Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7086 Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Products Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre, 1929, constituant en corporation: Crammond-Oliver Baptist, vendeur d'automobile, Philippe Thibodeau, J.-E. Ernest Bouillé, gérants, tous de la cité des Trois-Rivières, pour les fins suivantes:

Exercer aucune ou toutes lignes de commerces, comme manufacturiers, producteurs, importateurs, exportateurs, en gros ou en détail, sans limite quant à la classe des produits et marchandises;

Exercer le commerce de marchands, soit en gros ou en détail ou les deux;

Etablir, maintenir et conduire un négoce, un commerce d'agence à commission, de courtage et général;

Acquérir comme industrie en exploitation le commerce actuellement exercé aux Trois-Rivières, par "C. O. Baptist et Philippe Thibodeau", sous le nom de "Canadian Products Company", assumer les responsabilités d'icelui et payer le dit commerce en tout ou en partie par l'émission d'actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie;

"Canadian Products Company Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1929, incorporating: Crammond Oliver Baptist, automobile dealer, Philippe Thibodeau, J. E. Ernest Bouillé, managers, all of the city of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on any or all lines of business as manufacturers, producers, importers, exporters, wholesale or retail, without limitation as to class of products or merchandise;

To carry on the business of merchants, either wholesale or retail or both;

To establish, maintain and conduct a jobbing, commission, brokerage and general agency business;

To acquire as a going concern the business actually carried on in Trois-Rivières by C. O. Baptist and Philippe Thibodeau, under the name of "Canadian Products Company", to assume the liabilities thereof and pay for the said business, in whole or in part, by the issue of fully paid up and non-assessable shares of the Company's capital stock;

Faire seul ou avec d'autres toutes choses nécessaires pour exercer le commerce susdit;

Faire seul ou avec d'autres toutes choses qui sont directement ou indirectement dans le meilleur intérêt de la compagnie;

Payer les services de toute personne en lui donnant des actions dans la compagnie, ou toute autre propriété de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange ou autrement, et détenir et jouir, louer, vendre et échanger ou autrement disposer des terrains, édifices et biens mobiliers ou tous droits, et ériger sur iceux et ailleurs des édifices, entrepôts et travaux de toute classe;

Demander, obtenir, acheter, louer ou autrement acquérir et vendre, louer et disposer, en tout ou d'une partie, de tous brevets d'invention, améliorations et procédés, marques de commerce, noms de commerce, droits d'auteur ou tous droits, titres et intérêts sur iceux;

S'unir avec toute autre compagnie exerçant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce similaire à icelui;

Emettre et répartir comme entièrement acquittée toute ou aucune partie du capital-actions de la compagnie, en paiement ou partie de paiement de toute propriété quelconque, soit réelle et personnelle, pour tout commerce, franchises, entreprises, terrains, édifices, usine, droits, pouvoirs, privilèges, locations, permis et brevets, inventions, actions, titres, débetures, valeurs, biens ou autres propriétés ou droits acquis par la compagnie;

Acquérir par achat, gage ou autrement et vendre, échanger ou autrement disposer des actions, titres, débetures ou valeurs de ou dans toute corporation, et durant la possession d'iceux exercer tous les droits, privilèges et pouvoirs de propriété et avantageux à iceux, y compris le droit de voter sur iceux et promouvoir toute telle compagnie;

Placer les deniers de la compagnie de toute manière comme il sera de temps à autre déterminé;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie tous frais et dépenses avantageux à l'incorporation et à l'organisation de la compagnie;

En résumé, et sans limiter la généralité des pouvoirs susdits, faire toutes choses et exercer tous commerces qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles à la réalisation des fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de "Canadian Products Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en douze cents (1200) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de six mille dollars (\$6,000.00);

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties à tel prix qui sera fixé par les directeurs.

To do alone or with others every thing necessary to carry on above said business;

To do alone or with others everything which is directly or indirectly in the best interest of the Company;

To pay the services of any one by giving shares in the Company or any other property of the Company;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold and enjoy, to lease, sell and exchange or otherwise dispose of lands and buildings and leaseholds, or any right therein, and to erect thereon and elsewhere buildings, warehouses and works of every class;

To apply for, obtain, purchase, lease or otherwise acquire, and to sell, lease, and dispose of in whole or in part any patents of invention, improvements or processes, trade-marks, trade-names, copyrights or any rights, title or interest therein;

To amalgamate with any other company carrying on business which this Company is authorized to carry on or any business similar thereto;

To issue and allot as fully paid up the whole or any portion of the capital stock of the Company in payment or part payment for any property whatsoever, whether real or personal, for any business, franchise, undertaking, lands, buildings, plant, right, power, privilege, lease, license, patent, invention, shares, stocks, debentures, securities, assets or other property or rights acquired by the Company;

To acquire by purchase, pledge or otherwise, and to sell, exchange or otherwise dispose of the shares, stocks, debentures or securities of or in any corporation, and while holding the same to exercise all the rights, privileges and powers of ownership thereof and incidental thereto, including the right to vote thereon and to promote any such Company;

To invest the moneys of the Company in such a manner as may from time to time be determined,

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To pay out of the funds of the Company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the Company;

In summary, and without limiting the generality of the above powers, to do all things and carry on any business which may be deemed necessary and useful for the attainment of the purposes for which the Company was incorporated, under the name of "Canadian Products Company, Limited".

The capital stock of the Company is divided into twelve hundred (1,200) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be six thousand dollars (\$6,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.
Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre, 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7087 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1929.

7088 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Copper Share & Lease Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Thomas-Henry Reeves, marchand, Douglas Brough de Pencier, financier, Hugh Moore, comptable, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, aqueducs, chemins, usines, (smelter), bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, les entreprises, les propriétés, privilèges, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exploitant toute entreprise ou industrie qu'une compagnie constituée en vertu de la Loi des Compagnies Minières de Québec, peut exploiter, et les payer en actions entièrement acquittées, en tout ou en partie, s'il est jugé à propos et se charger des dettes et charges y afférentes;

Emettre des certificats (certificats d'actions au porteur) en vertu des dispositions de l'article 45 de la Loi des Compagnies de Québec et de ses amendements;

La compagnie aura le droit de payer pour des services professionnels, dépenses de toutes sortes dans l'intérêt de la compagnie avec des actions entièrement acquittées, totalement ou partiellement, s'il en est ainsi convenu;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de

"Copper Share & Lease Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1929, incorporating: Thomas Henry Reeves, merchant, Douglas Brough de Pencier, financier, Hugh Moore, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes:

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, contracts or rights of person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Companies' Act may carry on, and pay for the same by paid-up shares, in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To issue certificates (share-warrants) in accordance with the regulations of Section 45 of the Quebec Companies' Act and amendments;

The company shall have the right to pay for professional services, expenses of any kind in the interest of the company by paid-up shares, in whole or in part, if so understood;

Do all such other acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Copper Share &

"Copper Share & Lease Corporation, Limited", avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7089 C.-J. SIMARD.

"Lease Corporation, Limited", with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7090 Assistant Provincial Secretary.

"Custom Cars, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Cora Racicot, comptable, Valentine Martinbault, et Georgette Sauvé, sténographes, toutes trois filles majeures, et usant de leurs droits, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce, sous toutes les formes, en gros et en détail, d'automobiles, auto-camions, tracteurs, motocyclettes, aéroplanes, hydroplanes et toutes sortes de véhicules, moteurs ou engins mûs ou actionnés par la gazoline, l'électricité ou autre force motrice;

Faire le commerce sous toutes les formes, en gros et en détail, d'outillages, outils, accessoires et pièces d'échange en rapport avec aucun des objets-ci-dessus mentionnés et aussi faire le négoce, en gros et en détail, d'essences ou gazoline, huile, produits chimiques et autres objets se rapportant au commerce susdit;

Manufacturer, importer, exporter tous ou chacun des objets ci-dessus mentionnés;

Construire, acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer ou autrement disposer des garages, usines, boutiques et entrepôts se rapportant au commerce et à la fabrication des articles ci-dessus mentionnés;

Exploiter tels divers genres de commerce ou industrie, soit comme agent, manufacturier, marchand ou négociant;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer;

Exercer toutes les industries et genres de commerce nécessaires, utiles ou connexes à l'accomplissement des fins ci-dessus;

Demander, enregistrer ou faire enregistrer au nom de la compagnie ou d'autres personnes pour elle, acquérir tous droits d'auteur, brevets d'invention, marques de commerce, patentes, licences, franchises et autres privilèges, en jouir et en disposer;

Employer en tout ou en partie les actions, fonds de débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, pour l'achat de débentures, d'actions ou valeurs d'autres compagnies ou d'intérêt dans toute association ou société;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie;

S'amalgamer ou s'associer avec toutes autres compagnies ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Pour les fins de la compagnie, exercer l'industrie de la construction et acquérir des immeubles;

Consentir et faire tous contrats jugés avantageux pour la poursuite des objets ci-dessus men-

"Custom Cars, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1929, incorporating: Cora Racicot, accountant, Valentine Martinbault, and Georgette Sauvé, stenographers, all three spinsters and in full use of their rights, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal, under all forms, wholesale or retail, in automobiles, motor-trucks, tractors, motor-cycles, aeroplanes, hydroplanes, and any other kind of vehicles and motors or engines moved or worked by gasolene, electricity or other motive power;

To deal under all forms, wholesale or retail, in implements, tools, accessories and exchange parts connected with any of the hereabove mentioned objects and also deal, wholesale or retail, in essences or gasolene, oil, chemical products and other objects relating to the aforesaid business;

To manufacture, import, export all and any of the objects hereabove mentioned;

To construct, acquire, own, exploit, sell, lease or otherwise dispose of the garages, factories, workshops and warehouses relating to the business and manufacture of the hereabove mentioned articles;

To exploit such various kinds of business or industry, either as agent, manufacturer, merchant, or trader;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on;

To exercise any industries and kinds of business necessary, useful or germane for the accomplishment of the hereabove purposes;

To apply for, register or cause to be registered in the name of the company or of other persons for the company, to acquire, enjoy and dispose thereof, any copy-rights, patents of invention, trade marks, patents, licenses, franchises and other privileges;

To employ in whole or in part the funds, stock, debentures, bonds or other securities of the company for the purchase of debentures, stock or other securities of other companies or interests in any association or partnership;

To enter into agreement with any municipal, local or other authorities, which may seem advantageous in attaining the objects of the company;

To amalgamate or unite with any other companies having similar objects in whole or in part to those of this company;

For the purpose of the company to carry on the building business and to acquire immovable property;

To enter into and make any contracts deemed advantageous for the accomplishment of the

tionnés, faire tous autres genres d'affaires que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus, et qui pourront, directement ou indirectement, protéger, mettre en valeur ou à profit les propriétés, les entreprises ou les droits de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou de toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation et à l'organisation de la compagnie ou à la conduite de ses affaires, sous le nom de "Custom Cars, Ltd", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre 1929.

7091

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Deschenes, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre, 1929, constituant en corporation: Joseph-Miville Deschenes, Joseph Labrecque, Alfred Deschenes, Joseph Deschenes, tous quatre plombiers, et Dame Albina Deschenes, née Villemaire, épouse séparée de biens, par contrat de mariage, de Joseph-Miville Deschenes, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme plombiers, manufacturiers, entrepreneurs d'accessoires et outillages sanitaires et de plomberie, outillage et accessoires pour la chaleur et la ventilation, tuyaux, fournitures, appareils, matériaux d'entretien pour la chaleur, la ventilation, la lumière, le gaz et l'eau;

Exercer le commerce comme entrepreneurs en général et conclure des contrats, construire, exécuter, posséder et exercer toute description de travaux et, pour les fins susdites, exercer le commerce de compagnies de construction en général et entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés;

Acquérir, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tous matériaux et articles en usage, dans la fabrication et réparation des systèmes de chauffage, de ventilation, plomberie, des engins, outils et accessoires pour machineries ou se rapportant de toute manière à ces systèmes, engins, machineries, outils et accessoires;

Bâtir, manufacturer des brûleurs à l'huile, des brûleurs électriques, des brûleurs à vapeur et toutes autres sortes de brûleurs et appareils de chauffage, fournaies, soufflets, engins, machines et machineries de toutes sortes;

Vendre, importer et exporter toutes sortes d'articles et marchandises et en faire le commerce;

Acquérir, vendre toutes sortes de brevets, marques de commerce, patentes, et spécialement de droits brevetés concernant des brevets et patentes pour des appareils de ventilation, appareils de chauffage ou appareils à l'électricité ou à l'huile;

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement

objects hereinabove mentioned, to carry on any other kind of business the company may deem fit to exercise suitably in connection with the above objects, which may directly or indirectly protect, turn to account or profit the property, undertakings or rights of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or in aiding to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation and promotion of the company or the conduct of its business, under the name of "Custom Cars, Ltd.", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1929.

7092

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Deschenes, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of November, 1929, incorporating: Joseph Miville Deschenes, Joseph Labrecque, Alfred Deschenes, Joseph Deschenes, all four plumbers and Dame Albina Deschenes, née Villemaire, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Miville Deschenes, all of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and sanitary fixtures and supplies, heating and ventilating plant and supplies, pipes, fittings, apparatus and repairs for heat, ventilation, light, gas or water supplies;

To carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of works and, for the purposes aforesaid, to carry on the businesses of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private;

To acquire, buy, sell, exchange and deal in all materials and articles used in the manufacture and repair of heating, ventilation, plumbing systems, engines, machinery, tools and implements or in any way connected with such systems, engines, machinery, tools and implements;

To build, manufacture oil burners, electric burners, steam burners and all kinds of burners, and heating apparatus, furnaces blowers, engines, machines, and machinery of all kinds;

To deal in, sell, import and export all kinds of goods and merchandise;

To acquire, sell, all kind of patents, trade marks, brevets and especially patents rights in ventilation and heating systems and electric or oil apparatus;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal

trafiquer et disposer de terrains, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possédera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour aucuns objets, installer et exploiter des boutiques, usines, machines et outillages de toute nature, nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la corporation;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi des entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, brevets, achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession et chose semblable, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Emettre des actions libérées, des obligations, débetures, stocks et—ou d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises, brevets, patentes, droits ou avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks et—ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures et—ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés réelles ou personnelles, ou de toutes affaires ou entreprises de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de telle vente, location ou disposition, en tout ou en partie, de l'argent ou toutes actions, débetures, actions-débetures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prendre ou détenir des obligations, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par des acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dites obligations, hypothèques, privilèges et charges;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie; ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Etablir des agences et succursales;

Distribuer en nature parmi ses actionnaires, tous les biens de la Compagnie, et, en particulier, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies, que la Compagnie peut posséder, si elle a pourvu au paiement et à la garantie de toutes ses dettes et obligations, et après que les formalités mentionnées à l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 223, auront été remplies;

Faire toutes les autres choses qui sont inciden-

in and with lands and buildings and rights therein and that of every kind and description;

To erect and construct upon any land owned by or leased by the company or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate workshops, plants, machinery and equipment of every kind necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchise, patents, goodwill, property and assets, including any option, concession and the like of any individual, firm association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures stock and—or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property real, or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises, brevets, patents, rights or advantages which the Company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and—or other securities of any other company;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, any shares, debentures, debenture-stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To take or hold bonds, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company or any money due to the Company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said bounds hypothecs, liens and charges;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

To establish agencies and branches;

To distribute in kind, among the shareholders all the assets of the company and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies which the company may own, if the company has provided for the payment and security of all its debts and obligations, and after the formalities mentioned in article 81 of the Quebec Companies' Act, R. S. Q., 1925, chapter 223, have been complied with;

To do all such other things as are incidental or

tes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs, plombiers et généraux, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Deschenes Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions ordinaires ou communes de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, province de Québec, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre, 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

7093

C.-J. SIMARD.

"European Jobbing Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre, 1929, constituant en corporation: Isidore Popliger, Harry Blanshay, David Miller, tous trois avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, commerçants et négociants en gros et en détail d'habits, marchandises sèches, garnitures d'habits, satin, lainages, tissus, tricots de toutes sortes, drap et cotonnades en général; exercer la totalité ou aucun des négoce de confectionneurs, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et négociants en gros et en détail de coton, tissus de toutes sortes, fourrures et garnitures de robes, passementerie, soutache, ornements, dentelle, boutons, nouveautés, articles en cuir, habillements et vêtements de toute description, agir comme agents, marchands à commission, marchands ou représentants;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des

conduire à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, general contractors and plumbers, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Deschenes, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) ordinary or common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, Province of Quebec, District of St. Francois.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of November, 1929.

C. J. SIMARD,

7094

Assistant Provincial Secretary.

"European Jobbing Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: Isidore Popliger, Harry Blanshay, David Miller, all three advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry-goods, tailors' trimmings, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally, to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, gloves, manufacturers, importers, and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description, to act as agents, commissions merchants or representatives;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any

actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir la totalité ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "European Jobbing Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre, 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7095 ALEXANDRE DESMEULES.

"Fair Dress Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Samuel-Edgar Schwisberg, avocat, Saul-William Decker, avocat, et Samuel-Léon Mendelsohn, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

1. Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturiers et négociants en gros et en détail de robes pour dames, manteaux, costumes, habillements et vêtements pour dames;

2. Importer et exporter, acheter et vendre, négocier et faire le commerce de marchandises à la pièce, y compris des soieries, lainages, coton et toutes autres sortes de tissus et produits textiles;

3. Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes d'endroits de commerce, ou le commerce de la compagnie pourra être exercé;

4. S'unir avec toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce en aucune manière se rapportant aux objets de la présente compagnie;

5. Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être exploitée en rapport avec son entreprise ou capable d'augmenter la valeur de ses propriétés ou rendre profitables toutes affaires ou droits de la compagnie;

6. Emettre des actions entièrement ou partiellement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété, actif ou droits;

7. Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des affaires de la compagnie à toute compagnie, société ou personne et accepter en considération d'icelles des actions, débetures, bons ou autres valeurs de toute autre compagnie;

8. Faire tous ou aucun des actes nécessaires à l'entreprise, l'exploitation et l'accomplissement

other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "European Jobbing Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7096 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Fair Dress Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: Samuel Edgar Schwisberg, advocate, Saul William Decker, advocate, and Samuel Leon Mendelsohn, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on in all its branches the business of wholesale and retail manufacturers of and dealers in ladies' dresses, cloaks, suits and all kinds of women's clothing and wearing apparel;

2. To import and export, buy and sell, deal in and deal with piece goods including silks, woollens cottons and all other kinds of textile fabrics and yarns;

3. To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the Company may be carried on;

4. To amalgamate with any company, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present Company's objects;

5. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or capable of enhancing its property or rendering profitable any of the Company's business or rights;

6. To issue fully or partly paid up shares of the capital stock of the company in payment or in part payment of any property, assets or rights;

7. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the company's business to any company, partnership or person and accept in consideration therefor shares, debentures, bonds or securities of any other company;

8. To do any and all acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of

des affaires que la compagnie est autorisée d'exercer et d'exploiter, sous le nom de "Fair Dress Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7097 ALEXANDRE DESMEULES.

any of the business which the Company is authorized to engage in and carry on, under the name of "Fair Dress Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7098 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Fermes Françaises de Fourrures de Québec, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre, 1929, constituant en corporation: Léon-Georges Dubuc, pelletier, 9bis, route de Rueil, Versailles, Ladislas Boivin, cultivateur, et Révérend Léonce Boivin, prêtre, ces deux derniers de Baie-St-Paul, dans les buts suivants:

S'occuper de l'exploitation générale d'une ferme pour l'élevage de renards ou autres animaux en captivité, et acheter, vendre, échanger, et acquérir ou autrement faire le commerce de renards et autres animaux à fourrure pour le marché et pour les usages et objets commerciaux;

Faire, exécuter et passer des contrats et conventions avec toute personne ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, pour loger, nourrir, garder, élever tels animaux à fourrure en captivité, et pour capturer et prendre en captivité des animaux pour fins de propagation et d'élevage et pour la fourrure;

Acheter, vendre et acquérir et faire le commerce de peaux et pelleteries, vertes et préparées, tanner, sécher et préparer des peaux de toutes sortes;

Eriger et établir sur des terrains de la compagnie toutes les maisons, parcs, granges et autres édifices, murs, tours, clôtures et enclos et entrepôts frigorifiques et toutes autres constructions requises pour les fins de cette industrie;

Faire le commerce en gros et en détail de tous les matériaux de construction et accessoires en rapport aux fins de l'industrie susmentionnée, faire le commerce en gros et en détail de tous produits alimentaires ou sous-produits alimentaires se rapportant aux animaux en fourrure en captivité;

Acheter, acquérir, vendre, transporter, louer et faire le commerce d'immeubles et de tous intérêts ou droits en iceux, et aussi acquérir des propriétés personnelles de toutes sortes pour les fins industrielles autorisées par les présentes, et les vendre et se disposer et payer en tout ou en partie, pour toutes propriétés foncières ou personnelles, par l'émission d'actions libérées du capital de la compagnie;

Acquérir la clientèle, les biens, options, droits et l'actif et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie exploitant une industrie ou transigeant toute affaire semblable à celles que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter ou de transiger; et les payer en argent ou en actions ou obligations ou valeurs de la compagnie ou autrement, et échanger des actions de la compagnie pour aucune des fins ou aucun des objets de la compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner tout ou partie de l'actif, des propriétés, droits et entreprises de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable;

"Fermes Françaises de Fourrures de Québec, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1929, incorporating: Léon Georges Dubuc, furrier, 9 bis, Route de Rueil, Versailles, Ladislas Boivin, farmer, and Reverend Léonce Boivin, priest, the two latter of Baie Saint Paul, for the following purposes:

To engage in a general ranching business for the breeding and rearing of silver foxes and other fur-bearing animals in captivity, and to buy, sell, exchange and acquire and otherwise deal in foxes and other fur-bearing animals for market and commercial uses and purposes;

To make, execute and enter into contracts and agreements with any person or company having objects similar in whole or in part to this company for the housing, feeding, keeping, rearing and breeding of any such captive fur-bearing animals and for the capture and taking into captivity of animals for propagation and breeding purposes and for furs;

To buy, sell, acquire and deal in raw and manufactured pelts and hides and to tan, cure and preserve hides of all kinds;

To erect or provide upon the lands of the company all houses, barns, pens and other buildings, walls, yards, fences and enclosures, refrigerators and any other erections requisite and incidental to the purposes of this business;

To deal wholesale and retail in all building materials and accessories connected with the purposes of the hereabove mentioned business; to deal wholesale and retail in all foodstuffs or by-products thereof connected with captive fur-bearing animals;

To purchase, acquire, sell, convey, lease and deal in real estate and any interest or term therein, and also to acquire personal property of all kinds for the purposes of the businesses hereby authorized, and to sell and dispose of the same and to pay in whole or in part for any real or personal property by the issue of paid up shares of the stock of the company;

To acquire the goodwill, property, options, rights and assets and to assume the liabilities of any person, firm or company carrying on or transacting any business similar to that authorized to be conducted by the company, and to pay for the same in cash or in stock or bonds or securities of the company, or otherwise, and to exchange shares in the company for any of the purposes or objects of the company;

To sell, lease, exchange or otherwise alienate in whole or in part the assets, property, rights and undertakings of the company for such consideration as the company may deem fit;

Acquérir par tous moyens légaux, en totalité ou partie, l'entreprise, le commerce, les propriétés, l'actif et assumer le passif de toute personne ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, que ces actions soient souscrites ou non, des obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, droits, baux, concessions ou franchises, services rendus à la compagnie, ainsi que le salaire de tous employés, gardiens et officiers de la compagnie, le tout dans la proportion et selon que les actionnaires ou les directeurs le jugeront à propos;

Exercer l'industrie du bâtiment et faire le commerce de matériaux de construction pour les fins industrielles autorisées par les présentes;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'instruments, provisoires, accessoires et matériaux de toute nature et description;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce semblable ou similaire;

Acheter ou autrement acquérir et détenir et disposer de tous brevets d'invention, marque de commerce, dessins, patentes ou franchises;

S'associer ou conclure des conventions au sujet des avances faites au moyen de prêt aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie, ou à ses clients, prendre et tenir des hypothèques ou garanties quelconques pour garantir le prix d'achat de toute propriété, de tout argent dû à la compagnie à un titre quelconque;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transférables;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie, et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, sous le nom de "Fermes Françaises de Fourrures de Québec, Incorporée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en vingt mille actions privilégiées 6% d'une valeur au pair du prix de dix dollars (\$10.00) classe "A", et quinze mille actions sans valeur au pair classe "B". Les actions privilégiées seront rachetables au pair par la compagnie en tout temps, après deux années d'opération;

Le montant avec lequel la compagnie commencera pour exploiter son industrie sera de deux cent mille dollars (\$200,000.00);

Les dites actions classe "A" et classe "B" seront émises aux conditions suivantes et elles porteront et seront sujettes aux droits et limitations ci-après énoncés et les bénéfices, déduction faite des frais d'exploitation, seront distribués comme suit, savoir:

Avant le paiement d'aucun dividende aux actions ordinaires de la compagnie, il sera versé 5% des bénéfices nets au fonds de réserve et d'amortissement dont les actionnaires disposeront pour la considération qui sera fixée par eux à une assemblée générale ou spéciale convoquée pour cette fin;

Advenant toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les détenteurs des actions de la classe "A" auront droit, avant qu'aucune partie de la compagnie soit distribuée ou payée aux détenteurs des actions de la classe "B", de recevoir le plein paiement du montant versé sur les actions de la classe "A". Si lors de telle dissolution, liquidation ou ventilation, l'actif de la compagnie distribuable comme susdit entre les détenteurs des actions de la classe "A"

To acquire by any legal title in whole or in part the undertaking, business, property, assets and to assume the liabilities of any persons or company carrying on a similar business to that which the company is authorized to carry on;

To issue paid up and non-assessable shares, whether subscribed for or not, bonds and other securities of the company in part or full payment for any property, rights, leases, concessions or franchises, services rendered to the company and also the salary of any employees, guardians and officers of the company, the whole in the proportion and as the directors or shareholders may deem expedient;

To carry on the construction business and deal in bulding materials for commercial purposes authorized by these presents;

To manufacture, purchase, sell and deal in implements, provisions, accessories and materials of any nature and description;

To act as agents for any company, partnership or person carrying on a similar or allied business;

To purchase or otherwise acquire and hold and dispose of any patents of invention, trademarks, designs, patents or franchises;

To amalgamate or enter into agreements respecting advances made by means of loans to the purchasers or tenants of any part of the immovable property of the company, or to its customers, to take and hold hypothees or any securities whatever as guarantee for the purchase price of any property, for any money due to the company under any title whatever;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money on the credit of the company, and to issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge and sell the same for such sums and at such price as may be deemed fit, under the name of "Fermes Françaises de Fourrures de Québec, Incorporée".

The capital stock of the company shall be divided into twenty thousand 6% preferred shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each, class "A", and fifteen thousand shares without par value class "B". The preferred shares shall be redeemable at par by the company at any time after two years in operation;

The amount with which the company will commence its operations shall be two hundred thousand dollars (\$200,000.00);

The said class "A" and class "B" shares shall be issued on the following conditions and shall bear and be subject to the rights and limitations hereafter set forth, and the profits, deduction made of the costs of operation, shall be distributed as follows, to wit:

Before the payment of any dividend be made on the common shares of the company, 5% per cent of the net profits shall be paid into the reserve and sinking fund which the shareholder shall dispose of for the consideration to be fixed by them at a general or special meeting called for such purpose;

In the event of the liquidation, dissolution or winding up of the company, the holders of Class "A" shares shall be entitled, before any of the assets of the company be distributed or paid to the holders of Class "B" shares, to receive full payment of the amount paid up on Class "A" shares. If upon such dissolution, liquidation or winding up, the assets of the company distributable as aforesaid among the holders of Class "A" shares shall be insufficient to pay them the said

n'est pas suffisant pour leur payer les dits montants, alors l'actif total de la compagnie ainsi distribuable sera distribué proportionnellement entre les détenteurs enregistrés des actions de la classe "A";

La totalité ou aucun des droits, conditions et limitations attachés aux actions de la classe "A" et aux actions de la classe "B" ou à l'une ou l'autre de ces actions peuvent être modifiés, amendés, commués, abrogés, affectés ou autrement chargés par un règlement ou des règlements de la compagnie, mais nul de ces règlements n'aura force et effet à moins que et avant qu'il ne soit approuvé par le vote des porteurs d'au moins les trois-quarts de toutes les actions en cours de la classe ou des classes affectées par tel règlement, présents en personne ou représentés par procuration à une assemblée spéciale dûment convoquée et tenue dans le but de prendre tel règlement en considération et sanctionné par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec;

Quant aux actions de la classe "A", la compagnie aura le droit de racheter ces actions au pair, en aucun temps, après avis de trois mois, après deux années d'opération;

Le bureau des directeurs de la compagnie est autorisé à émettre et à répartir les actions de la classe "B" ou sans valeur au pair pour la considération qui sera fixée par eux à une assemblée spéciale convoquée à cette fin;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne sont pas limités ou restreints par référence aux termes de tout autre paragraphe des présentes;

Le nombre des directeurs est fixé à six (6);

Le bureau principal de la compagnie sera à la Baie Saint-Paul, dans le district de Charlevoix-Saguenay.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre, 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7099 ALEXANDRE DESMEULES.

amounts, then the entire distributable assets of the company shall be distributed rateably among the holders of record of Class "A" shares;

All or any of the rights, conditions and limitations attached to the Class "A" and Class "B" shares, or either of them, may be modified, amended, commuted, abrogated, affected or otherwise dealt with by a by-law or by-laws of the company, but no such by-law or by-laws shall have any force or effect unless and until approved by the vote of at least the three quarters of all outstanding shares of the Class or Classes affected thereby, present in person or represented by proxy at a special meeting duly called and held for the purpose of considering the same, and sanctioned by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec;

As to Class "A" shares, the Company shall be entitled to redeem same at par, at any time, after two years of operations, upon three months notice;

The board of directors of the company shall be authorized to issue and allot Class "B" shares or shares having no par value for the consideration they may determine at a special meeting called for such purpose;

The powers of any paragraph shall not be limited or restricted by reference to the terms of any other paragraph hereof;

The number of Directors shall be six (6);

The head office of the company will be at Baie Saint Paul, in the district of Charlevoix-Saguenay.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7100 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Cie de la Pipe Brevetée P-F-T".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du troisième jour de décembre, 1929, constituant en corporation: Derila Harvey, commerçant, Dame Marie-Louise Bérubé, épouse séparée de biens du dit Derila Harvey, ce dernier partie aux présentes aux fins d'autoriser sa dite épouse, Mary-Ann Harvey, et Eva Harvey, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, tous de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapsal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie, le commerce et le négoce de tabacconistes; fabriquer des pipes et autres articles servant aux fumeurs de tabac, fabriquer des cigares et cigarettes;

Acquérir ou posséder, à titre de propriétaire ou autrement, toutes installations de machines, bâtisses ou propriétés mobilières et immobilières pour les fins que se propose la compagnie, exploiter et utiliser telles installations, machines ou propriétés, les vendre, céder, louer ou autrement en disposer pour le tout ou pour partie, comme la compagnie l'entendra;

Acheter, louer ou autrement occuper ou posséder toutes propriétés et bâtisses, et tous terrains, comme bureau, manufacture, boutiques ou entrepôts, généralement nécessaires et utiles à la conduite des affaires et opérations; louer, revendre

"La Cie de la Pipe Brevetée P-F-T".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the third day of December, 1929, incorporating: Derila Harvey, trader, Dame Marie-Louise Berubé, wife separate as to property of the said Derila Harvey, the latter a party hereto for the purpose of authorizing his said wife, Mary Ann Harvey, and Eva Harvey, both spinsters and in the use of their rights, all of the parish of St. Jacques le Majeur de Causapsal, for the following purposes:

To carry on the industry, business and trade of tobacconists; to manufacture pipes and other smokers' requisites; to manufacture cigars and cigarettes;

To acquire or own as proprietors or otherwise any machinery, installation, buildings or movable or immovable property for the purposes intended by the company; to exploit and utilize such installations, machines or property for the purposes of the company, to sell, cede, lease or otherwise dispose thereof, in whole or in part, as the company may deem expedient;

To purchase, lease or otherwise occupy and own any property or buildings and any lands as office, factory, workshops or warehouses and any property or buildings in general necessary and useful for the carrying out of its business and

ou échanger telles propriétés et bâtisses, pour le tout ou pour partie ou autrement en disposer;

Acquérir ou posséder à titre de propriétaire, locataire, ou autrement, toutes machines, tout outillage, toutes marchandises ou matériel et généralement toutes choses pouvant être nécessaires et utiles dans le genre d'opérations que la compagnie est autorisée de faire, les vendre, louer, céder ou autrement en disposer;

Acheter et vendre en gros et en détail et manufacturer, raffiner, manipuler, exporter et importer et faire le commerce de toutes les substances, appareils et choses fabriqués par la compagnie ou qui peuvent servir à l'industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou qui sont demandés par toutes personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de matériels, machineries, instruments, commodités et choses qui peuvent servir dans les opérations de cette compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toute marque de commerce, permis, concessions et autres privilèges semblables, conférant tout droit exclusif ou non, qui pourront profiter à la compagnie;

Développer et mettre en valeur tous terrains acquis par la compagnie ou dans lesquels elle est intéressée, et particulièrement en les disposant et préparant pour fins de constructions;

Exploiter toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, qui est semblable ou se rapproche de celle de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, et hypothéquer, grever ou engager toutes propriétés mobilières ou immobilières appartenant à la compagnie;

Se fusionner, s'unir, se joindre à toute autre compagnie;

Conclure des arrangements avec les gouvernements ou autorités municipales, locales ou autres, qui pourraient favoriser les objets de la compagnie, en tout ou en partie, et obtenir d'iceux tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira nécessaires;

Placer les argents de la compagnie dont elle n'a pas un besoin immédiat, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Émettre des actions entièrement libérées, obligations, actions-débetures, ou d'autres valeurs, en paiement de services rendus à la compagnie et des travaux faits pour elle;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa construction en corporation;

Les affaires de la compagnie seront gérées par un bureau de trois (3) directeurs, sous le nom de La Cie de la Pipe Brevetée P-F-T", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en dix-neuf mille (19,000) actions ordinaires de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Causapsal, comté de Matapédia, district de Rimouski, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de décembre, 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

operations; to lease, resell, or exchange such property and buildings, in whole or in part, or otherwise dispose thereof;

To acquire or own as proprietor, tenant or otherwise, all machines, equipment, any merchandise or material and generally anything which may be necessary or useful in the kind of operations which the company is authorized to carry on, to sell, lease, cede or otherwise dispose thereof;

To buy and sell, wholesale and retail, and manufacture, refine, manipulate, export and import and deal in all substances, apparatus and things manufactured by the company, or capable of being used in the business that the company is authorized to carry on, or required by any persons having dealings with the company;

To buy, sell, manufacture and deal in plant, machinery, implements, conveniences and things which may be used in the operations of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade mark, licenses, concessions and other similar privileges conferring any exclusive or non-exclusive right which may benefit the company;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes;

To exploit any other business, whether manufacturing or otherwise, which is similar to or in any way like that of the company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; and to hypothecate, mortgage or pledge any movable or immovable property belonging to the company;

To amalgamate, unite and consolidate with any other company;

To enter into any arrangements with any governments or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may deem necessary;

To invest the moneys of the company, not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture-stock and or other securities for the payment of services rendered to or work performed for the company;

To do any acts and operations which are accessory to those hereabove enumerated or which may facilitate the realization of the purposes of its incorporation;

The affairs of the company shall be managed by a board of three (3) directors, under the name of "La Cie de la Pipe Brevetée P-F-T", with a total capital stock of nineteen thousand dollars, (\$19,000.00), divided into nineteen thousand (19,000) common shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Causapsal, county of Matapedia, district of Rimouski.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"La Cie de Publication de St-Jérôme, Limitée". "La Cie de Publication de St-Jérôme, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Joseph Edouard Parent, notaire, Jean Parent, comptable, Lucien Parent, journaliste, tous de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, P. Q., dans les buts suivants:

Acquérir, imprimer, publier, conduire et faire le commerce de tout journal ou journaux ou publications de papiers-nouvelles, magazines, revues périodiques, livres et autres œuvres et entreprises littéraires, les mettre en circulation, éditer, diriger et vendre et inclure dans ses opérations le commerce d'imprimeurs, relieurs, lithographes, électrotypistes, graveurs en relief, graveurs en creux, libraires, dessinateurs, illustrateurs, manufacturiers de papier et accessoires du présent commerce;

Bâtir, construire, acquérir ou louer tout immeuble, constructions, bureaux, boutiques, machineries, industries ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins des objets de la Compagnie. Faire affaires comme courtiers en assurance ou agent d'assurance, agir comme agents ou procureurs pour la gestion des immeubles, la vente et les échanges de propriétés, le placement d'argent, la perception de deniers ou créances et la location d'immeubles;

Sans restriction à la généralité de ce qui précède, acquérir des droits, franchises, entreprises et achalandage de toutes personnes, compagnies ou corporations exerçant toute industrie que la Compagnie est autorisée à exercer, de même que des actions dans d'autres Compagnies et promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute compagnie, syndicat, entreprises ou exploitations ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie ou se fusionner avec eux;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province de Québec ou ailleurs, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des hypothèques, acheter des prêts hypothécaires ou balance de prix de vente en placement de ses argent; émettre des débetures, actions libérées ou obligations-débetures et de plus de telles actions ou actions-débetures ou débetures en paiement partiel ou intégral d'aucune propriété foncière ou mobilière, de réclamations, privilèges, permis, franchises ou autres avantages que la Compagnie pourra légalement acquérir, des services rendus ou de travail fait;

Établir des succursales ou agences. Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées et toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets; sous le nom de "La Cie de Publication de Saint-Jérôme, Limitée".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de quarante-neuf mille dollars divisé en mille actions préférentielles de vingt-cinq dollars chacune et deux mille quatre cents actions communes de dix dollars chacune.

Les actions préférentielles ne seront que pour ce qui concerne leur capital et dividende au taux de sept pour cent cumulatif; mais les porteurs d'actions préférentielles auront le droit d'être représentés dans le bureau de direction de la

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: Joseph Edouard Parent, notary, Jean Parent, accountant, Lucien Parent, Journalist, all of St. Jérôme, county of Terrebonne, P. Q., for the following purposes:

To acquire, print, publish, manage and deal in any journal or journals or newspaper publications, magazines, periodical reviews, books and other literary works and undertakings, to distribute, edit, direct and sell same and include in its operations the business of printers, binders, lithographers, electrotypers, embossers, diesinkers, stationers, designers, illustrators, manufacturers of paper and accessories of the present business;

To build, construct, acquire or lease any immovables, structures, offices, shops, machinery, industries or other things necessary or useful for the purposes of the objects of the company. To carry on business as insurance brokers or agents, to act as agents or attorneys for the management of immovables, the sale and exchange of property, the investment of money, the collection of money or claims, and the leasing of immovables;

Without restriction as to the generality of the foregoing, to acquire the rights, franchises, undertakings and goodwill of any persons, companies or corporations carrying on any business which the company is authorized to carry on and also any shares in other companies and to promote, organize, develop, manage and assist in the promotion, or ganization, development and management of any company, syndicate, undertakings or operations having similar objects in whole or in part to those of the present company or to amalgamate therewith;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province of Quebec or elsewhere, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture-stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold hypothecs, purchase hypothecary loans or balance of sale prices for investment of its money; to issue debentures, paid up shares or debenture stock and moreover such shares or debenture stock or debentures in whole or part payment for any real or personal property, claims, privileges, permits, franchises or other advantages which the company may legally acquire and for services rendered or work performed;

To establish branches or agencies. To do all or any of the above mentioned things and any other things which are incidental or conducive to the attainment of the aforesaid objects or any of same, under the name of "La Cie de Publication de St. Jérôme, Limitée".

The amount of the capital stock of the company shall be forty nine thousand dollars, divided into one thousand preferred shares of twenty five dollars each and two thousand four hundred common shares of ten dollars each.

The preferred shares shall only be as regards their capital and dividends at the rate of seven per cent cumulative; but the holders of preferred shares shall be entitled to be represented on the board of directors of the company by one director.

Compagnie par un directeur. Ces actions préférentielles n'auront pas le droit de vote, les porteurs d'actions communes ayant seuls le droit de voter.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7103 C.-J. SIMARD.

The said preferred shares shall not be entitled to vote, the holders of common shares having alone the right to vote.

The head office of the company will be at St. Jerome, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7104 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Publicité de Hull, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Edgar Boutet, journaliste, et Wilfrid J. Lavigne, imprimeur, d'Aylmer-Est, Samuel A. Clairmont, solliciteur d'annonces, de Hull, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie sous toutes formes, en gros et en détail, d'imprimeurs, régleurs, relieurs, lithographes, graveurs, éditeurs, distributeurs, libraires, ainsi que tout commerce faissant partie de ces genres d'affaires;

Editer, publier, imprimer, manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter toutes sortes de livres, cartes, revues, publications périodiques, journaux, papeterie, meubles et accessoires de bureau;

Exercer toute autre industrie que la compagnie pourrait exercer convenablement dans le cours de ses opérations, ou de nature à accroître la valeur des biens et des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Construire, acheter, louer, opérer des édifices, bureaux, usines, ateliers, machines ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins de réaliser les objets de la compagnie;

Agir comme gérants ou agents, agents à commission de toute compagnie, société ou personne exploitant toute industrie semblable ou similaire;

Acheter, ou acquérir des agences, détenir des marques de commerce, permis ou franchises, monopoles, en faire l'exploitation industrielle, en faire le commerce et en disposer;

Acquérir par voie d'achat, échange, fusion, bail ou autrement, la totalité ou aucune partie du commerce et de la propriété d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de cette dernière; assumer tout ou partie du passif de tel commerce ou propriété, et les payer entièrement ou partiellement en parts ou actions acquittées de la présente compagnie ou autrement, à un prix à être déterminé par cette dernière;

Acheter ou autrement acquérir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être nécessaires ou avantageuses aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, payer telle acquisition ou détention en argent, en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter, bâtir, louer tous terrains selon que la compagnie le jugera à propos, et en disposer de toute façon et pour toutes fins;

Conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions, avec les actionnaires de la compagnie, toute personne ou autres compagnies;

Emettre des actions, parts, obligations ou débetures entièrement ou partiellement acquit-

"La Compagnie de Publicité de Hull, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1929, incorporating: Edgar Boutet, journalist, and Wilfrid J. Lavigne, printer, of Aylmer-East, Samuel A. Clairmont, publicity agent, of Hull, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business under all forms, wholesale and retail, of printers, rulers, binders, lithographers, engravers, editors, distributors, stationers and any business forming part of such kinds of businesses;

To edit, publish, print, produce, manufacture, purchase and sell, import and export any kind of books, cards, reviews, publications, periodicals, newspapers, stationery, office supplies and accessories;

To carry on any other business which the company may carry on suitably in the course of its operations, or of a nature to increase the value of or render profitable the property and rights of the company;

To construct, purchase, lease, operate buildings, offices, workshops, workrooms, machinery or other things necessary or useful for the purposes of realizing the objects of the company;

To act as managers or agents, commission agents for any company, firm or person carrying on any similar or like business;

To purchase or otherwise acquire agencies, to hold trade marks, permits or franchises, monopolies, deal therewith for industrial purposes, carry on business in and dispose thereof;

To acquire by way of purchase, exchange, amalgamation, lease or otherwise, the whole or any part of the business and property of any person, partnership or company carrying on any business which the present corporation is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company; to take over the whole or part of the liabilities of such business or property and to pay therefor in whole or in part with paid up shares or stock of the present company or otherwise, at a price to be fixed upon by the company;

To buy or otherwise acquire and hold any movable or immovable property which may be necessary or suitable for the objects for which this company is incorporated and to pay for such acquisition or holding, in cash, bonds or paid up shares of the company;

To buy, build, lease any lands as the company may think proper, and to dispose of the same in any manner and for any purposes;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, concession with the shareholders of the company, or any other person or company;

To issue stock, shares, bonds or debentures wholly or partly paid up of the company to any

tées de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer, soit en deniers comptants ou en actions, obligations ou débetures comme celles mentionnées ci-dessus, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation ou en rapport avec la conduite de l'industrie de la compagnie;

Distribuer en espèces ou en nature, de temps à autre, entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toute propriété, actif ou droits de la compagnie;

Emprunter de l'argent sur hypothèques ou autrement, tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, des mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Garantir, donner des garanties et se porter garant du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations, de toute nature quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie peut avoir des relations;

Faire toutes les autres choses qui, dans l'opinion des directeurs, se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et d'aucun d'eux;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents à commission ou entrepreneurs, par entremetteurs ou autrement et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Vendre, louer, transporter la totalité ou toute partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et accepter en considération de telle vente, location ou transport, du comptant ou des actions, titres, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée, sous le nom de "La Compagnie de Publicité de Hull, Limitée", avec un capital total de Dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 193 Principale, en les cité et district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7105 ALEXANDRE DESMEULES.

person, firm or corporation for any property, rights acquired by the company, and to remunerate, either in cash or in shares, bonds or debentures as those above mentioned, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion, organisation or in the conduct of the industry of the company;

To distribute in specie or in kind, from time to time, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in conformity with Sec. 81 of the Companies' Act, among the shareholders of the company, any property, rights or assets of the company;

To borrow money on hypothec or otherwise, to draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

To do all such other things as are, in the opinion of the directors, incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To do all the aforesaid things or any, of same as principals, commission agents or contractors, through sub-agents or otherwise, either alone or in conjunction with others;

To sell, lease, transfer the whole or any part of the industry and undertaking of the company, or otherwise dispose of same to any other person, firm, company or corporation and to accept, in consideration of such sale, lease or transfer, cash, shares, titles, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To invest the moneys not immediately required of the company and to dispose of same in the manner which may be determined, under the name of "La Compagnie de Publicité de Hull, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 193 Principale, in the city and district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7106 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie des Eleveurs de Visons de Beauce & Dorchester"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Albert Rodrigue, Lorenzo Rodrigue, vendeurs d'automobiles, de Saint-Georges de Beauce, Léopold Dumais, vendeur d'automobiles, de Saint-Côme, Beauce, dans les buts suivants:

Exploiter et exercer le commerce ou les commerces de vendeurs et acheteurs et producteurs et éleveurs de visons, et acheter, troquer, produire, exposer, vendre, enregistrer et échanger leur pro-

"La Compagnie des Eleveurs de Visons de Beauce & Dorchester"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1929, incorporating: Albert Rodrigue, Lorenzo Rodrigue, automobile salesmen, of Saint Georges de Beauce, Leopold Dumas, automobile salesman, of Saint Come, Beauce, for the following purposes:

To exploit and carry on the business or businesses of sellers, purchasers, producers and breeders of mink and to purchase, deal in, produce, expose, sell, register and exchange their progeni-

généture, peaux et produits et transiger toutes sortes d'affaires de même nature;

Cependant la compagnie pourra, sur résolution des directeurs approuvée par les deux tiers des actionnaires de la compagnie, étendre les activités de la compagnie à tout commerce de fourrures et d'animaux à fourrure quelconque autre que celui des visons;

Faire un commerce de fourrure de visons et la fabrication de tous articles qui se rapportent à ce commerce et généralement toutes les opérations commerciales qui se rapportent directement ou indirectement à tel commerce;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou autres produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité, d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux pour le paiement de leur prix d'achat;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, manufacturer ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi requis;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle personne, société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de

ture, skins and products and transact any kind of business of a like nature;

The company may however, upon resolution of the directors, approved by the two thirds of the shareholders of the company, extend the activities of the company to any fur business and fur bearing animals whatever other than that of mink;

To deal in the fur of mink, and to manufacture any articles relating to such business and generally to carry on any commercial operations connected directly or indirectly with such business;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights and other products;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, assets and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which the present Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, copyrights, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, manufacture, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal, of any dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits and expense, union of interests, co-operation, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm, corporation or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts or otherwise assist such said person, partnership, association or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or

toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie, pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui de temps en temps, sera déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de toute propriété, comprenant les entreprises de la compagnie, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Faire toutes les choses qui se rapportent ou favorisent la réalisation des objets ci-dessus et faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Payer en tout ou en partie les services rendus à la compagnie et le prix de toute acquisition faite par elle en argent, en actions libérées ou en parties libérées de la compagnie, ou en bons, obligations et débetures de la compagnie, ou partie l'un ou partie l'autre;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune façon limités ou restreints par référence aux termes d'un autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie des Eleveurs de Visons de Beauce & Dorchester", avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$40,000.00, divisée en 800 actions de \$50.00 chacune.

a. Les actions privilégiées donneront droit à leurs détenteurs de recevoir, à même le surplus ou les bénéfices de la compagnie, un dividende

in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the present company, and to sell or otherwise dispose thereof;

To apply for, secure, acquire by the assignment transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and to assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other individual, firm, company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, in the manner which may be from time to time determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of any property, including the undertakings of the company, for such price as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To pay in whole or in part for services rendered to the company and the price of such acquisition made by the company, with paid up or partly paid up shares of the company or in bonds, obligations and debentures of the company or partly one or partly the other;

The powers contained in each of the hereabove paragraphs shall in nowise be limited or restricted by reference to the terms of any other paragraph, under the name of "La Compagnie des Eleveurs de Visons de Beauce & Dorchester", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares shall be \$40,000.00, divided into 800 shares of \$50.00 each.

a. The preferred shares shall entitle the holders thereof to receive, out of the surplus or profits of the company, a fixed cumulative dividend at the

fixe et cumulatif au taux de 8% par an, payable aux époques que déterminera le Bureau de direction et avant que tout dividende ne soit déclaré sur les actions ordinaires et partageront en outre "pari passu" avec les actions ordinaires dans toute distribution de profits additionnels, sous forme de dividende.

b. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de voter pour l'élection des directeurs de la compagnie, ni pour aucune autre fin et n'auront pas le droit d'exiger un avis d'aucune assemblée des actionnaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Georges-Est, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7107 C.-J. SIMARD.

rate of 8% per annum, payable when and as determined by the board of directors and before any dividend be declared on the common shares and shall participate moreover "pari passu" with the common shares in any distribution of additional profits under the form of dividend.

b. The holders of the said preferred shares shall not be entitled to vote for the election of the directors of the company or for any other purpose and shall not be entitled to receive notice of any meeting of the shareholders.

The head office of the company will be at Saint George East, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7108 Assistant Provincial Secretary.

"La Laiterie des Producteurs de Lait de la Province de Québec, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Joseph Durand, Antonio Léonard, et Ernest Chartrand, tous cultivateurs, les deux premiers de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, et le dernier demeurant dans le rang de Saint-Léonard, de la ville de Montréal-Est, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Vendre et acheter du lait, de la crème, du beurre, de la crème glacée, des œufs et autres produits de la ferme en général, pasteuriser le lait, le distribuer, en fabriquer du beurre ou autres dérivés, faire le commerce de tous les produits ci-haut mentionnés;

Acheter, louer, vendre des moulins, du grain ou autres substances, exploiter des moulins où l'on moule du grain ou autres substances, acheter, vendre du grain ou autres substances, acheter, vendre les résidus provenant du grain ou autres substances, vendre, acheter tous les produits provenant des diverses transformations données au grain ou autres substances, et en général faire le commerce du grain et autres substances, y compris fruits, légumes, viandes, sucre et tout autre produit qui sont dans le commerce;

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal, aussi posséder, détenir, améliorer, exploiter, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement négocier, ou disposer de terrains, bâtiments, laiteries, crèmeries, usines de pasteurisation, moulins, droits dans iceux, de toute catégorie et description;

Eriger et construire, sur aucun terrain possédé ou loué par la compagnie, ou dans lequel la compagnie a des intérêts, bêtises pour aucunes fins, installer et activer des moulins, installations, machines et outillages de toutes sortes nécessaires ou convenant au parfait exercice de l'industrie de la corporation;

Sans restriction aucune à la généralité de ce qui précède, acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, de l'achalandage, de la propriété, de l'actif, y compris aucune option, concession et chose semblable, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucun commerce et industrie que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en actions de la compagnie, entièrement libérées et non sujettes à appel;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage

"La Laiterie des Producteurs de Lait de la Province de Québec, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1929, incorporating: Joseph Durand, Antonio Léonard, and Ernest Chartrand, all farmers, the two former of St. Léonard de Port Maurice, and the latter residing in the St. Leonard range of the town of Montreal East, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To sell and purchase milk, cream, butter, ice-cream, eggs, and other farm-products in general, to pasteurize and distribute milk, use the same for the manufacturing of butter and other by-products, to deal in all the above mentioned products;

To purchase, lease, sell mills, grain or other substances, to operate mills where grain and other substances are ground, to purchase, sell grain or other substances, to purchase, sell the residues derived from grain or other substances, to sell, purchase all the products derived from the divers transformations undergone by grain or other substances and generally to deal in grain and other substances including fruit, vegetables, meat, sugar and any other commercial product;

To acquire by purchase, exchange, lease, or by any other legal title, and to own, hold, improve operate, lease, sublet, sell, exchange or otherwise deal in and with lands and buildings, dairies, creameries, pasteurizing plants, mills, and rights therein, and that of every kind and description;

To erect and construct, upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes and to install and operate mills, plants, machinery and equipment of every kind necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, goodwill, property and assets, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business and industry which the company is authorized to carry on, and to pay for the same in fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking or good-will of the company, and to accept pay-

de la compagnie, accepter en paiement intégral ou partiel de l'argent, des obligations, actions ou autres titres d'aucune corporation ou compagnie;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la corporation, transférer ses entreprises ou valeurs à, ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce ou industrie que la présente corporation est autorisée à exercer, ou qui est susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, vendre ou échanger tous lots de terre ou terrains vacants;

Eriger sur tels terrains toute construction, maison, moulin ou autres que la compagnie jugera à propos;

Acheter, revendre ou échanger toute propriété bâtie;

Passer tout contrat d'engagement général ou spécial nécessaire aux dites constructions;

Emprunter toutes sommes d'argent nécessaires aux dits achats, ventes ou constructions, et hypothéquer en garantie desdits emprunts tous terrains ou toutes propriétés de la compagnie;

Faire généralement tout contrat, tout arrangement quelconque nécessaires pour l'achat, la vente, l'échange de lots et de bâtisses, pour la construction, et pour l'emprunt des deniers requis à cette fin;

Exercer ou assumer aucun autre commerce que la compagnie estimera, de temps à autre, propre à être convenablement exercé en rapport avec les objets et pouvoirs susdits, directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des privilèges, droits ou biens de la compagnie ou de les rendre profitables;

Tirer, souscrire, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, et autres instruments négociables ou transférables;

Émettre des obligations et donner en garantie tous les biens meubles et immeubles de la Compagnie en suivant les formalités requises par la loi, sous le nom de "La Laiterie des Producteurs de Lait de la Province de Québec, Incorporée", avec un capital total de cent quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$149,900.00), divisé en quatorze cents quatre-vingt-dix-neuf (1,499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les Cité et District de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7109 C.-J. SIMARD.

"La Maison Dussault, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1929, constituant en corporation: John-Jacob Spector, et Harry Cohen, avocats, Eileen Gibbons, et Margaret McMartin, toutes deux commis, filles majeures, et

ment for the same wholly or in part in cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company;

To acquire and hold, sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for any of its objects the carrying on of any of the powers of the corporation, to convey its undertakings or securities to or amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on, or intending to carry on any business or trade which this company is authorized to carry on, or is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To buy, sell or exchange any vacant lots or parcels or land;

To erect upon such parcels of land any construction, house, mill or other structures which the company may think suitable;

To buy, re-sell or exchange any property built;

To enter into any general or special working contracts necessary for the said construction;

To borrow all sums of money necessary for the said purchases, sales or constructions and to hypothecate, to secure such loans, any lands of any property of the company;

Generally to enter into any contract or arrangement necessary for the purchase, sale, exchange of lots and buildings, for the construction and for the borrowing of the money required to that end;

To carry on or take over any other business which the company may from time to time think capable of being conveniently carried on in connection with the above objects and powers, and directly or indirectly calculated to enhance the value of or render profitable any of the privileges, rights or property of the company;

To draw, underwrite, make, accept, endorse, pay out and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To issue bonds and give all the company's movable and immovable property as guarantee, complying with the formalities required by law, under the name of "La Laiterie des Producteurs de Lait de la Province de Québec, Incorporée", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand nine hundred dollars (\$149,900.00), divided into fourteen hundred and ninety nine (1,499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7110 Assistant Provincial Secretary.

"La Maison Dussault, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. R. S., 1925, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: John Jacob Spector and Harry Cohen, advocates, Eileen Gibbons, and Margaret McMartin, both clerks, spinsters, and James Johnston, accountant, all of

James Johnston, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer et négocier le commerce d'importateurs exportateurs, fabricants, négociants en gros et en détail et commerçants dans les vêtements pour hommes, dames, garçons et filles, marchandises sèches, fournitures pour tailleur, soies, satins, lainages, tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général; exercer tous ou aucun des négoce de drapiers, pelletiers, tailleurs, confectionneurs, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et commerçants en gros et en détail de coton et tissus de toutes sortes, fourrures et garnitures d'habits, soutaches, cordes, ornements, boutons, dentelles, nouveautés, articles en cuir, habits et vêtements de toutes descriptions; agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

Faire, manufacturer, acheter, vendre, négocier et autrement faire le commerce de bottines, souliers, et toutes choses se rapportant à la chaussure;

Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement, et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir et gérer toutes constructions, travaux, usines, magasins, boutiques, dépôts, fonderies, ateliers de machines, remises pour engins et autres structures et érections nécessaires et convenables à l'exercice de son commerce, et toute autre propriété réelle et personnelle, nécessaire ou utile à aucune des fins de la compagnie, et les louer, vendre ou autrement en disposer;

Généralement acheter, prendre à bail, échanger, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder vendre, transporter et négocier toute propriété, réelle ou personnelle, ou tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables en rapport avec ses objets, et capables d'être profitablement négociés en rapport avec aucune des propriétés ou droits de la compagnie dans le temps;

Emprunter de l'argent, faire et émettre les billets à ordre, lettres de change, obligations, débetures, et titres de créances de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, nantissement ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par mortgage, nantissement ou autrement;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou arrenter, importer ou exporter et négocier toutes sortes d'articles ou choses qui peuvent être requis pour les fins des dits commerces, ou communément utilisés ou négociés par des personnes engagées dans tous tels commerces ou qui semblent susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec iceux;

Exercer tout autre commerce que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement, d'augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des droits ou propriétés de la compagnie;

Entreprendre, gérer, contrôler ou autrement faire le commerce et négocier des entreprises de toute corporation, firme ou individu, lorsqu'il sera nécessaire, dans le but de protéger les intérêts de la compagnie, dans le but de protéger les valeurs, de réaliser des réclamations ou d'exécuter aucune transaction ou obligation que la compagnie pourra avoir contractées;

Prendre part à la gestion, surveillance et contrôle du commerce ou des opérations de toute entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans lesquelles la compagnie est autrement intéressée, et pour cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

the City and district of Montreal, for the following purposes:

To exercise and carry on the business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail, and dealers in men's, women's and boys' and girls' clothing, dry goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods, generally; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, gloves, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission merchants or representatives;

To make, manufacture, purchase, sell, job in and otherwise deal in boots, shoes and all things incidental to footwear;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to construct, erect, operate, hold, maintain and manage all buildings, works, factories, stores, shops, depots, foundries, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary, convenient for the carrying on of its business and all other property, real or personal, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell, or otherwise dispose of the same;

Generally to purchase, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire and to hold, own, sell, convey, and deal in any real or personal property, or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient with reference to any of these objects, and capable of being profitably dealt with in connection with any of the company's property or rights for the time being;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said businesses, or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertakings of any corporation, firm or individual, when it may be necessary for the purpose of protecting the interests of the Company, for the purpose of protecting securities, realizing upon claims or carrying out any transaction or obligation which the Company have entered upon;

To take part in the management, supervision and control of the business or operation of any undertaking, shares or securities of which are held by the Company, or in which the Company is otherwise interested, and, for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

Acheter et acquérir toute ou aucune partie des achats de toute compagnie exerçant un commerce ou une industrie similaire à celui que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie ou avec les bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Louer, vendre et autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels ou personnels et du commerce ou de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme et corporation, et accepter comme considération de telle vente, transport ou aliénation, des actions, débetures, actions-débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, en disposer, mettre en valeur ou autrement attribuer la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Exercer toutes ou aucune de ces opérations et commerces, sans restriction ou limite quant au montant, en aucune partie de la province de Québec";

Pour les fins susdites, acquérir et assumer comme industrie en exploitation, le commerce et la clientèle et toute ou aucune partie de l'actif et du passif de la firme "La Maison Dussault, Enreg.", exerçant un commerce à Lauzon, dans la province de Québec, et les payer par l'émission et la répartition d'actions acquittées dans le capital-actions de la compagnie, ou autrement, la dite firme "La Maison Dussault, Enreg.", étant composée de Léon H. Fischel, marchand, de la cité et du district de Montréal, et Arthur Dussault, de Lauzon, dans la province de Québec;

Faire toutes telles autres choses qui sont avantageuses ou nécessaires à la réalisation des objets susdits, ou aucun d'eux;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que:

a. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), à l'exception des employés actuels et anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi;

b. Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la compagnie, sous le nom de "La Maison Dussault, Ltée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1929.

7111 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Lloyds' Lodgings, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Morris Goodman, et Bernard Goodman, Albert Freedman, tous trois comptables, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires de tenanciers de logis et restaurants, marchands, pourvoyeurs, propriétaires d'automobiles et de fiacres, louageurs, et tenanciers de garages, voituriers et entrepreneurs, et;

Construire, louer, garnir et administrer des appartements, maisons de rapport, boutiques, résidences et maisons de pension, sous le nom

To purchase and acquire the whole or any part of the shares of any company carrying on a business or industry similar to that which the Company is authorized to carry on and to pay therefor in fully paid up or partly paid up shares of the Company, or in the bonds, debentures or other securities of the Company or otherwise;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the Company to any person, firm or corporation, and to accept, by way of consideration for any such sale, transfer or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of the Company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To carry on all or any of its operations and businesses without restriction or limit as to amount in any part of the Province of Quebec;

For the purposes aforesaid to acquire and take over as a going concern the business and goodwill, and all or any of the assets and liabilities of the firm of "La Maison Dussault, Enreg.", carrying on business at Lauzon; in the Province of Quebec, and to pay for the same by the issue and allotment of paid up shares in the Capital stock of the Company or otherwise, the said firm of "La Maison Dussault, Enreg.", being composed of Leon H. Fischel, merchant, of the city and district of Montreal, and Arthur Dussault, of Lauzon, in the Province of Quebec;

To do all such other things as are incidental to or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

And it is hereby ordained and declared that:

a. The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ;

b. No appeal shall be made to the public to subscribe for shares in the Company, under the name of "La Maison Dussault, Ltée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

7112 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Lloyds' Lodgings, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1929, incorporating: Morris Goodman, and Bernard Goodman, Albert Freedman, all three accountants, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lodging house and restaurant keepers, merchants, caterers, automobile and cab proprietors, livery stable and garage keepers, carriers and warehousemen, and;

To construct, lease, equip and operate apartments, dwelling houses, shops, residences and boarding houses, under the name of "Lloyds'

de "Lloyds' Lodgings, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1929.

7113 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Maison Bernard, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Harry Blanshaw, Isidore Popliger, et David Miller, tous trois avocats, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'un magasin de gros et de détail, et à rayons, et exercer généralement le commerce de marchands; exercer tous ou aucun des commerces de marchands de marchandises sèches, manufacturiers de marchandises sèches, pelletiers, drapiers, merciers, bonnetiers, manufacturiers, exportateurs et importateurs, négociants en gros et en détail de toutes sortes de tissus, cuir, robes, fabricants de bottines et de chaussures; manufacturiers et importateurs et négociants en gros et en détail de marchandises en cuir, fournitures de maison, ferronnerie, porcelaine et verrerie, faïence et autres accessoires et ustensiles de maison, ornements, bric-à-brac, papeterie, articles de nouveauté et de fantaisie, négociants de viande et provisions, produits chimiques et autres articles et commodités pour l'usage et la consommation personnels et domestiques; et généralement toutes marchandises manufacturées, matériaux, provisions et produits et propriétés personnelles;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier, échanger, louer ou arrenter, importer ou exporter et négocier toutes sortes d'articles et choses qui sont requis pour les fins d'aucun des dits commerces et communément utilisés ou négociés par des personnes engagées dans aucun tels commerces ou qui semblent pouvoir être profitablement négociés en rapport avec aucun des dits commerces;

Recevoir de ses clients ou prétendus clients des dépôts d'argent pour être attribués au compte de telles personnes en vue d'achats futurs, et payer intérêt sur tels dépôts au taux et aux conditions jugés convenables;

Accorder aux autres personnes et corporations le droit de privilège d'exercer toutes sortes de commerces dans les établissements de la compagnie, à tels termes que la compagnie jugera convenables ou appropriés;

Acquérir et détenir et vendre ou autrement aliéner les titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transporter son entreprise ou son actif à telle compagnie ou se fusionner à icelle;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dument convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

1. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;
2. Emettre des obligations ou toutes valeurs

Lodgings, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1929.

7114 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Maison Bernard, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1929, incorporating: Harry Blanshaw, Isidore Popliger, and David Miller, all three advocates, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a wholesale, retail, and departmental store, and to carry on generally the business of a merchant; to carry on all or any of the businesses of dry goods merchants, dry goods manufacturers, furriers, clothiers, haberdashers, hosiers, manufacturers, exporters and importers, wholesale and retail dealers of and in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boot and shoe makers; manufacturers and importers and wholesale and retail dealers of and in leather goods household furniture, ironmongery, china and glassware, crockery and other household fittings and utensils, ornaments, bric-à-brac, stationery, notions and fancy goods, dealers in meats and provisions, chemicals and other articles and commodities of personal and household use and consumption; and generally of and in all manufactured goods, materials, provisions and produce and personal property;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export, and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of the said businesses or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business, or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with any of the said businesses;

To receive from its customers or intended customers deposits of money to be applied to the account of such persons in view of future purchase and to pay interest on such deposits at the rate and on the conditions found advisable;

To grant to other persons or corporations the right of privilege to carry on any kind of business on the premises of the Company, on such terms as the Company shall deem expedient or proper;

To acquire and hold and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this Company, or to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such Company;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the directors may from time to time:

1. Borrow money upon the credit of the company;
2. To issue debentures or any securities of the

de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

3. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;

4. Hypothéquer ou nantir les biens mobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission de débetures, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliqueront pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "Maison Bernard, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,

7115

C.-J. SIMARD.

"McGregor Tile & Marble, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1929, constituant en corporation: Howard-Salter Ross, avocat, John William McGregor, comptable, Colin-Campbell McGregor, Henry Boudreau, et William-Charles Morris, tous trois experts en tuile, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires comme entrepreneurs de travaux de toutes sortes, en tuile et en marbre, et acheter, vendre et faire des travaux de toutes sortes en tuile et en marbre;

Entreprendre comme industrie en exploitation, les affaires actuellement exploitées par "C. C. McGregor", et faire toutes autres choses que la compagnie jugera incidentes ou convenables pour la réalisation des objets de la compagnie;

Acquérir la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens, entreprises et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens ou droits convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir ou devenir actionnaire de toute compagnie, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des

company and pledge or sell the same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

3. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act;

4. Hypothecate or mortgage the movable of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Maison Bernard, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided up into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,

7116

Assistant Provincial Secretary.

"McGregor Tile & Marble, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1929, incorporating: Howard Salter Ross, barrister, John William McGregor, accountant, Colin Campbell McGregor, Henry Boudreau and William Charles Morris, all three tile experts, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors for tile and marble work of all kinds and for the buying, selling and manufacturing of tile and marble work of all kinds;

To take over as a going concern the business now carried on by C. C. McGregor, and to do such other things as the Company may consider incidental or helpful in carrying out the objects of the Company;

To acquire the whole or any part of the business property, undertaking and liabilities or assets of any individual, partnership or company, carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property or rights suitable for the purposes of the Company and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote or become the shareholder in any company for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem to this Company directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal, dividends and interest on the shares, debentures, stocks, bonds, and other securities of and for the performance of contracts by any such company;

To inter into partnership or into any arrangement for sharing profits or expenses, union

intérêts, la coopération, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions du capital-actions ou autres valeurs de ou dans toute compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie, ou exploitant toute industrie capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et vendre ou autrement en disposer;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débiteures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, conformément à l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débiteures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Nommer dans tout pays ou tous pays étrangers des représentants, fiduciaires, agents, procureurs, registrateurs et agents de transfert;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Les actionnaires de la compagnie ne devront pas excéder 20 en nombre, sous le nom de "McGregor Tile & Marble, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1929.

7117 Le sous-secrétaire de la province, C.-J. SIMARD.

"Mill Creek Development Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro,

of interests, co-operation, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transactions, which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take or otherwise acquire and hold shares of stock or other securities of or in any Company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted as as directly or indirectly to benefit the Company and to sell or otherwise dispose of the same;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, corporation or company with whom the Company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in compliance with article 81 of the Quebec Company's Act, in specie or otherwise, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To appoint in a foreign country or countries representatives, trustees, agents, attorneys, registrars and transfer agents;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar or in whole or in part to those of this Company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

The shareholders of the Company shall not exceed 20 in number, under the name of "McGregor Tile & Marble, Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of the par value of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of November, 1929.

7118 C. J. SIMARD, Assistant Provincial Secretary.

"Mill Creek Development Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, and Sol Sydney Fels,

et Sol-Sidney Fels, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire les opérations d'une compagnie de placements et faire des placements, les acheter, vendre et négocier, dans des titres, obligations, débetures, actions, contrats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, autorité souveraine ou suprême, municipale, locale ou autrement, bons, débetures, parts, titres, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou des titres ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

all advocates, of the city and district of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to invest, buy, sell and deal in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Faire enquête, examen, audition et rapport concernant les livres, état financier, perspectives, affaires commerciales et les conditions de toute personne, firme ou corporation ou sur les circonstances de toute exploitation ou entreprise commerciale, et généralement sur tout actif, propriétés ou droits;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toutes affaires, l'administration et la perception de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, comptes, billets et autres valeurs;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie, ou à ceux dont ils sont les soutiens, ou à leurs parents, et à cet effet leur accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité, d'éducation ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale; et établir et sustenter ou aider à établir et sustenter toute association, institution, fonds ou fiducie pour la réalisation d'aucun de ces objets;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, manufacturer ou accorder des permis en ce qui les concerne, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux pour le paiement de leur prix d'achat, ou dans toute entreprise dans laquelle la compagnie pour elle-même s'engager, ou qui pourra être entreprise par d'autres, ainsi que des biens mobiliers et immobiliers quelconques, et placer et prêter de l'argent, à intérêt, avec ou sans garantie, et changer, varier ou réaliser aucun de ces placements et placer de nouveau de la manière susdite tous argents en aucun temps en la possession de la compagnie;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To investigate, examine, audit and report on the books, standing prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation or on the circumstances of any business concern or undertaking and generally on any assets, property or right;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to such persons and to make payments towards their insurance, and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent object of any public, general or useful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any such objects;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition or which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof; or in any undertaking upon which the Company may itself enter into or which may be entered into by others, as well as in any moveable or immovable property whatsoever, and to invest and lend money at interest, with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to re-invest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the Company;

Faire le commerce de placement de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales, immobilières, mercantiles et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire, garantir, acheter, prendre ou acquérir autrement et détenir, soit comme principal ou comme agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale et vendre, échanger, en jouir, voter pour ou autrement faire le commerce de titres, obligations, débetures et autres valeurs de tout gouvernement, corporation municipale, scolaire, industrielle ou financière ou autre corporation quelconque, et émettre des actions libérées en paiement ou paiement partiel du prix d'achat de tout titre, obligations, débetures, ou autres valeurs acquis par la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, ou aider à la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise dans lesquelles la compagnie peut être intéressée ou dans les valeurs desquelles elle peut avoir placé ses fonds;

Acheter, ou autrement acquérir, détenir ou autrement trafiquer de propriétés foncières et personnelles, des droits et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, maisons et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, titres, polices, dettes actives, d'aucun intérêt dans la propriété foncière ou personnelle, de réclamations à l'encontre de cette propriété ou contre aucune personne ou compagnie, de privilèges et choses en litige de toutes espèces;

Émettre des débetures, actions-débetures, bons, obligations et titres de toutes sortes, les rédiger, constituer et garantir, comme on le jugera à propos, avec plein pouvoir de les faire transférables par remise, instrument de cession ou autrement, à perpétuité ou à terme, rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fidéicommis ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, sur aucuns biens et droits spécifiques, présents ou futurs, de la compagnie, ou d'aucune autre manière quelconque;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour placer, manipuler, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent pour aucune personne, corporation, firme ou cour judiciaire, aussi recevoir, prendre, détenir, transférer et céder toute propriété foncière ou personnelle qu'on pourra octroyer, céder ou confier à la présente compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, real estate, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in stock, bonds, debentures and other securities of any government, municipal, school, industrial or financial or other corporation or company, and to issue paid up shares in payment or part payment of the purchase price of any stock, bonds, debentures or other securities acquired by the company;

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise in the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, or otherwise howsoever;

To act as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company;

To distribute in specie or otherwise, by way of dividend legally declared out of the net profits of the Company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities, received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other

compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls ou soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Mill Creek Development Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7119 ALEXANDRE DESMEULES.

"Mira Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre 1929, constituant en corporation, sans capital-actions: Jacques Casgrain, étudiant en droit, Charles-A. Dionne, et Noël Dorion, tous deux avocats, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Établir et opérer un club social et d'amusement;

Obtenir par achat ou autrement, louer, recevoir, détenir et posséder des biens meubles et immeubles, qui pourront être requis de temps à autre pour les objets du club, la valeur des effets et des immeubles ne devant pas excéder la somme de cinquante mille dollars (\$50,000.00), vendre ou autrement aliéner, mettre en gage, hypothéquer, louer ou autrement disposer des biens meubles ou immeubles du club ou de partie d'iceux;

Fournir aux membres du Club et à leurs hôtes, ainsi qu'aux serviteurs et employés, l'opportunité de se réunir en un endroit déterminé, de s'y amuser, de tenir ouverte, à des heures déterminées, une salle de danse ou un lieu d'amusement;

D'avoir des salles de rafraîchissements et des

company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all of any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Mill Creek Development Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7120 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Mira Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part 111 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1929, incorporating, without share capital: Jacques Casgrain, law student, Charles A. Dionne and Noël Dorion, both advocates, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To establish and operate a social and amusement club;

To obtain by purchase or otherwise, lease, receive, hold and own any moveable and immoveable property which may be required from time to time for the objects of the club, the value of the moveable and immoveable property not to exceed the sum of fifty thousand dollars (\$50,000.00), to sell or otherwise alienate, pledge, hypothecate, lease or otherwise dispose of the moveable or immoveable property of the club or any part thereof;

To afford the members of the Club and their guests as also the servants and employees the opportunity of meeting at a fixed place, to be there amused, keep open at fixed hours a dance hall or place of amusement;

To have refreshment rooms and dining rooms

salles à manger et autres accommodations pour le bénéfice des membres et de leurs hôtes;

Obtenir et exploiter un permis autorisant le Club à garder dans ses établissements des liqueurs alcooliques appartenant aux membres du Club ou autre permis, conformément aux dispositions de la Loi des Liqueurs Alcooliques de Québec;

Employer en tout ou en partie les fonds du Club pour l'achat d'actions d'autres Clubs ou sociétés, si la chose était jugée utile et profitable aux intérêts du club;

Obtenir de l'argent au moyen de contributions annuelles ou autres, de ses membres ou au moyen de souscriptions parmi ses membres ou dans le public;

Emprunter de l'argent sur le crédit du club;

Coopérer et se fusionner avec tout autre club ou association ayant un objet semblable en tout ou en partie à celui du club;

Conclure avec toute autorité, fédérale, provinciale ou municipale, ou toute corporation, toute convention ou tout arrangement apparemment avantageux pour les fins du club et obtenir de telle autorité ou corporation tous droits, privilèges, concessions, subventions, franchises ou autres bénéfices que le club croira avantageux d'obtenir;

Procurer à ses membres et à leurs invités les avantages et privilèges usuels d'un club social, sous le nom de "Mira Club, Inc.", sans capital-actions.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province.
7121 ALEXANDRE DESMEULES.

and other accommodation for the benefit of the members and their guests;

To obtain and operate a license authorizing the Club to keep in its premises alcoholic liquor belonging to the members of the Club or other license, pursuant to the provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act;

To employ in whole or in part the funds of the Club for the purchase of shares of other clubs or partnerships, if the matter be deemed useful and profitable to the interests of the club;

To obtain money by way of annual contributions or otherwise from its members, or by way of subscriptions from its members or the public;

To borrow money on the credit of the club;

To co-operate and amalgamate with any other club or association having an object similar in whole or in part to that of the club;

To enter into any agreement or arrangement apparently advantageous for the purposes of the club, with any federal, provincial or municipal authority or with any corporation, and obtain from such authority or corporation any rights, privileges, concessions, subsidies, franchises or other benefits which the club may deem advantageous to obtain;

To procure for its members and their invited guests the usual advantages and privileges of a social club, under the name of "Mira Club, Inc.", without share-capital.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7122 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Mortgage and Discount Corporation of Canada"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Aimé Sydney Bruneau et John Kerry, tous deux avocats, Henry Rieder, comptable, Jules Dupré, étudiant en droit, Mesdemoiselles Lillian-Margaret Galagher, Gladys Mabel Wright, Louisa Laramée, Gertrude-L. Monty et Ethel Hartley, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Prêter de l'argent sur la garantie de biens immeubles ou sur la garantie de tout intérêt ou droit immobilier;

Acheter, vendre, transporter, échanger, accepter des cessions, et en faire le commerce et négocier des contrats, conventions, hypothèques sur des immeubles et sur des biens personnels, garanties, privilèges, billets et autres obligations de toutes sortes et percevoir et disposer des intérêts, revenus et paiements provenant ou qui se rapportent à tels contrats, conventions, hypothèques, privilèges, billets, garanties et autres obligations et contrats et faire observer tous les droits, remèdes et pouvoirs qui s'y rapportent;

Convenir d'acheter, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement et vendre, échanger, transporter, céder, ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations ou débetures, titres, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale, scolaire ou autre corporation publique ou privée d'aucune sorte quelconque;

Acheter, louer, prendre en échange ou par

"Mortgage and Discount Corporation of Canada"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: Aime Sydney Bruneau and John Kerry, both advocates, Henry Rieder, accountant, Jules Dupré, student at law, Misses Lillian Margaret Galagher, Gladys Mabel Wright, Louisa Laramée, Gertrude L. Monty and Ethel Hartley, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To loan money on the security of immoveable property or on the security of any interest or right therein;

To buy, sell, transfer, exchange, take assignments of, deal in and with contracts, agreements, hypothecs on real estates and on personal property securities, liens, notes and other obligations of all kinds and to collect and dispose of interest, income and payments upon or from or in respect to such contracts, agreements, mortgages, liens, notes, securities and other obligations and contracts and to enforce all rights, remedies and powers connected therewith;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares or other securities of any government or of any municipal, scholastic or other public corporation or of any private corporation of any sort whatsoever;

To purchase, lease, take in exchange or by

cession ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers avec tous les édifice sou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun d'iceux, et louer, en faire le commerce ou autrement en disposer et échanger, céder, la totalité ou toute portion des terrains, ou tous droits ou intérêts en iceux, et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions qui sont actuellement ou qui seront à l'avenir érigées sur tels terrains et prendre toutes les garanties jugées nécessaires;

Eriger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction;

Prendre ou détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices ou constructions ainsi vendus et vendre les dites hypothèques ou autrement en disposer;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats, entreprises et hypothèques de toute personne, firme ou corporation ayant des relations d'affaires avec la compagnie et assumer et se charger de telles hypothèques, entreprises ou contrats en défaut;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune action du capital de la compagnie, ou des débetures, actions-obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie; et se fusionner avec aucune telle compagnie et les payer par l'émission et la répartition d'actions entièrement libérées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aura le pouvoir de disposer, pourvu que nulle distribution qui pourrait entamer le capital de la compagnie ne soit faite, que suivant les dispositions des sections 48 et 49 ou aussi suivant les dispositions de l'article 81 de la dite loi;

Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses connexes et incidentes à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats

assignment or otherwise acquire land or interests therein, together with any buildings or structure that may be on the said lands, or any of them, and to deal in, lease, exchange, assign or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and of any right or interest therein and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in building material;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts, undertakings or mortgages of any person, firm or corporation having business relations with the company, and to assume and take over such mortgages, undertakings or contracts on default;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company; and to amalgamate with any such company and to pay for the same by the issue and allotment of fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the company or which the company may have power to dispose of, provided that no such distribution which will impair the capital of the company shall be made except upon compliance with the requirements of Sections 48 and 49 or under and in accordance with the provisions of Section 81 of the said Act;

To pay out of the capital of the company all expenses in connection with and incidental to the incorporation and organization of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or

ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement; garantir aussi l'exécution de contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son bénéfice, comme détentrice ou intéressée dans toutes actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs ou tous biens, droits, industries ou entreprises; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, amalgamation ou fusion d'aucune sorte, affectant toute compagnie dont cette compagnie pourra détenir des actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs, et acquérir, détenir, vendre, ou autrement disposer, pour les fins de la compagnie, et soit seule ou conjointement avec d'autres, de tous biens, droits, industries ou entreprises dans lesquels cette compagnie pourrait être intéressée comme détentrice d'aucun de ces actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs et promouvoir ou prendre part à la promotion de toute compagnie ou entreprise;

Placer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Agir comme évaluateurs d'immeubles, courtiers en immeubles, agents d'immeubles, courtiers

and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangement, with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies, for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do any act or thing which the company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business or undertaking; to take part in any re-organization, reconstruction, amalgamation or merger of any kind affecting any company or which the company may hold shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of, for the purpose of the company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, and to promote or take part in promoting any company or undertaking;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To act as real estate valuers, real estate brokers, real estate agents, insurance brokers, finan-

tiers en assurance, agents financiers et agent fiscal, ou pour la liquidation de compagnies, régistres et agents de transport;

Garantir le remboursement des emprunts et les titres de toute propriété immobilière;

Agir comme dépositaires pour des argents, obligations, actions et valeurs en général aux conditions que les directeurs pourront déterminer;

Faire toutes ou chacune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Mortgage and Discount Corporation of Canada";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux cents (200) actions ordinaires, sans valeur au pair ou nominale, lesquelles actions seront émises et réparties de temps à autre, pour la considération qui sera fixée par les directeurs de la compagnie, et six cent cinquante (650) actions privilégiées d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune; les dites actions privilégiées ayant droit aux droits et limitations suivants, y attachés;

Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, cumulatif, fixe, payable le deuxième jour de janvier et juillet de chaque année au taux de six et demi (6½%) pour cent par année à compter de la date de leur émission, avec priorité à tout paiement de dividende sur les actions ordinaires, et elles ne donneront aucun droit additionnel ou intérêt dans les bénéfices de la corporation;

Dans le cas de liquidation, dissolution ou ventilation de la corporation, les détenteurs des dites actions auront droit, avant qu'aucune partie de l'actif de la corporation ne soit distribuée ou payée aux détenteurs des actions ordinaires, au remboursement intégral, en argent, de la valeur au pair de leurs actions, avec tous les dividendes courus et impayés et une part proportionnelle de tout dividende courant jusqu'au paiement final, et si telle liquidation, dissolution ou ventilation de la corporation est volontaire, une somme additionnelle égale à \$2.50 pour chaque action, mais les dits actionnaires privilégiés n'auront pas droit à un droit ou intérêt additionnel dans l'actif de la corporation;

Les dites actions privilégiées pourront être achetées ou rachetées par la compagnie, en tout ou en partie, à toute date de dividende au taux de \$27.50 l'action, avec tous les dividendes courus, sur pré-avis, par écrit, de trente jours adressé à chaque actionnaire ou à l'actionnaire intéressé, à sa dernière adresse connue, telle qu'inscrite dans les livres de la compagnie;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille six cent vingt-cinq dollars (\$2,625.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7123 ALEXANDRE DESMEULES.

"Northern Mica Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Henry-John Hague, avocat et conseil en loi du roi, Harry-McLeod Hague, avocat,

cial and fiscal agents or for the winding up of corporations, registrars and transfer agents;

To guarantee the re-payment of loans on and the title to immoveable property;

To act as depository for monies, bonds, shares and securities generally, upon such conditions as the directors may determine;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Mortgage and Discount Corporation of Canada".

The capital stock of the company is to be divided into two hundred (200) common shares having no nominal or par value, the issue and allotment of which shares shall be made from time to time for such consideration as may be fixed by the Directors of the company, and six hundred and fifty (650) shares of preferred stock of the par value of twenty five dollars (\$25.00) each; the said preferred shares to have the following rights and limitations attached thereto;

The said preferred stock shall be entitled to a fixed cumulative preferential dividend payable on the second days of January and July in each year, at the rate of six and one-half (6½%) per centum per annum from the date of the issue thereof in priority to any payment of dividends on the Common Stock, and shall not be entitled to any further right to or interest in the profits of the corporation;

In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the corporation, the holders of the said stock shall be entitled, before any of the assets of the corporation shall be distributed among or paid over to the holders of the common stock, to be paid in full in cash the par amount of their shares, together with all unpaid accrued dividends and a proportionate part of any accruing dividend until final payment, and if such liquidation, dissolution or winding-up of the corporation be voluntary, a further amount equal to \$2.50 for each share, but the said Preferred shareholders shall not be entitled to any further right to or interest in the assets of the corporation;

The said Preferred Stock may be purchased or redeemed by the company in whole or in part at any dividend date, at the rate of \$27.50 for each share, together with all accrued dividends, upon thirty days prior written notice addressed to each shareholder or to the shareholder interested, at his last known address as entered on the books of the company;

The amount with which the company will commence its business will be two thousand six hundred and twenty five dollars (\$2,625.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7124 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Northern Mica Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1929, incorporating: Henry John Hague, advocate and King's Counsel, Harry McLeod Hague, advocate, and Annette Pater-

et Annette-Paterson Macdonald, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

1. Acheter et vendre et autrement faire le commerce de mica et produits du mica, de toutes sortes et descriptions et d'articles faits ou composés de mica, en tout ou en partie;

2. Acheter et vendre et autrement faire le commerce de toutes choses et articles dans la fabrication ou l'usage desquels le mica ou les produits du mica sont employés ou utilisés, et les manufacturer;

3. Acheter et vendre et autrement faire le commerce et manufacturer des dispositifs et accessoires électriques de toutes sortes et descriptions, et leurs dérivatifs;

4. Faire des contrats avec des compagnies minières, ou compagnies ou individus pour l'achat et la vente de mica ou produits du mica ou pour aucun des objets mentionnés dans les paragraphes 1, 2 et 3;

5. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

7. Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage sous permis ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

8. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement, ces dites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

9. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les objets de la compagnie ou aucun de ses objets et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions

son Macdonald, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To buy and sell and otherwise deal in mica and mica products of all kinds and descriptions and of articles made or composed of mica in whole or in part;

2. To buy and sell and otherwise deal in all things and articles in the manufacture or use whereof mica or mica products are needed or used, and to manufacture the same;

3. To buy and sell or otherwise deal in and to manufacture electrical fixtures and supplies of all kinds or descriptions and all accessories;

4. To enter into contracts with mines or companies or individuals for the purchase or sale of mica or mica products or of any of the objects mentioned in the foregoing paragraphs 1, 2 and 3;

5. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

6. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

8. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

9. To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

10. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects, or any of them, and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which

que la présente compagnie jugera désirable, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

11. Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

12. Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

14. Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement; contribuer, subventionner ou autrement les aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

15. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

16. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

17. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou une partie quelconque de ladite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, si elle est autorisée à ce faire par le vote de la majorité en nombre des actionnaires présents ou représentés par procuration, à une assemblée générale convoquée pour prendre cette affaire en considération et détenant pas moins des deux tiers du capital émis de la compagnie;

18. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou toute corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

19. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de

the Company may think it desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

11. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

13. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

14. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences, which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

15. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

16. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

17. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized so to do by the vote of the majority in number of the shareholders, present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering this matter, and holding not less than two thirds of the issued capital stock of the company;

18. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

19. To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent the Com-

la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

20. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

21. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne;

22. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

23. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

24. Faire tous au aucun des objets susdits de la compagnie, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

25. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Northern Mica Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1929.

7125 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

pany, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

20. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

21. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

22. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

23. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

24. To carry out all or any of the above objects of the Company, as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

25. To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "Northern Mica Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1929.

7126 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"People's Fur Store, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1929, constituant en corporation: Max Schmerler, Barnard Silverman et Maurice Silverman, tous marchands, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce comme manufacturiers et marchands de fourrure brute et préparée, soit comme grossistes et détaillants, importer et exporter des fourrures brutes et repassées, ainsi que des marchandises en fourrure, faire le commerce comme marchands en gros et en détail, dans toutes les lignes de drap, modes, merceries pour hommes et généralement toutes lignes de marchandises sèches;

Acquérir par location, achat ou autrement tous tels immeubles et biens mobiliers qui seront nécessaires pour les besoins du dit commerce, si jugé convenable;

Acquérir par achat ou autrement tout négoce, brevets, franchises ou autres biens qui seront jugés convenables à la dite compagnie;

Passer tout contrat, convention et transaction avec toute personne, ou personnes, corporation, ou corporations qui seront jugés convenables pour mener à bonne fin le dit commerce;

"People's Fur Store, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1929, incorporating: Max Schmerler, Barnard Silverman, and Maurice Silverman, all merchants, of the City of Montreal, for the following purposes:

To deal as raw and dressed fur manufacturers and merchants, both as wholesaler and retailer, to import and export both raw and dressed fur as well as manufactured fur goods, to deal as merchant, both wholesaler and retailer, in all lines of clothing, millinery, gents' furnishing, and generally all lines of dry goods;

To acquire by lease, purchase or otherwise all such premises and real estate as may be necessary for the requirements of the said business, if deemed advisable;

To acquire by purchase or otherwise all trade, patent, franchise or other assets that may be deemed advisable for the said Company;

Pass with any person or persons, corporation or corporations, any contract, agreement and transaction that may be deemed advisable for the due carrying on of the said business;

Et généralement faire tous tels actes et prendre tous tels moyens qui peuvent être jugés nécessaires pour mener à bonne fin le dit commerce, ou appropriés-aux fins de la compagnie, sous le nom de "People's Fur Store, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7127 ALEXANDRE DESMEULES.

"Poirier, Bessette Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Léandre-T. Lefort, comptable, André Demers, avocat, et Marie-Jacques Turcotte, sténographe, tous de la cité de Saint-Lambert, district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le négoce ou le commerce d'imprimeurs éditeurs, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères et publicistes en général; et le commerce d'imprimeurs en relief, électrotypers, photograpeurs, fabricants et commerçants de boîtes en papier, papeterie, cartes d'envois et étiquettes;

Acquérir par achat la société d'imprimerie Poirier, Bessette & Compagnie et de payer pour l'achat soit en argent comptant, en parts, en obligations ou autrement la dite société;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, lier ou en permettre l'usage, moyennant un droit régalien ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, introduire et vendre, céder ou autrement disposer de tous droits d'auteurs de toute œuvre littéraire ou autres dont les droits peuvent être réservés;

Payer pour tous biens réels ou personnels, clientèle, actif, droits, privilèges, baux, crédits ou effets qui peuvent être acquis par la compagnie par la répartition, l'émission d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital de la compagnie;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec tout gouvernement, utilité municipale ou locale, ou avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou négoce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et garantir les contrats, soit avec ou sans garantie, et faire des prêts d'argent ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie se chargeant de bâtir ou d'améliorer toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement à telle personne, firme et compagnie, et aux termes et conditions que la compagnie croira à propos;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal et posséder et détenir des terrains et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins industrielles de la compagnie, et vendre, louer, arrêter, céder, échanger, aliéner ou autrement disposer de tels terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Acquérir par achat, location ou autrement la totalité ou toute partie du commerce, des fran-

And generally do all such acts and take all such steps that may be deemed advisable for the due carrying on of the said business, pertinent to same, under the name of "People's Fur Store, Incorporated", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7128 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Poirier, Bessette Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: Léandre T. Lefort, accountant, André Demers, advocate, and Marie Jacques Turcotte, stenographer, all of the city of St. Lambert, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade or business as printers, editors, lithographers, engravers, binders, stationers, type founders and publishers in general; and to carry on business as embossers, electrotypers, photoengravers, manufacturers and merchants of paper boxes, stationery, greeting cards and labels;

To acquire by purchase the printing firm of Poirier, Bessette & Compagnie and to pay therefor either in cash or in stock or bonds of the said company or otherwise;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or allow the use of, on payment of a royalty, or otherwise acquire and hold, utilize, own, introduce and sell, cede or otherwise dispose of any copyrights, any literary or other work, the rights of which may be reserved;

To pay for any real or personal property, goodwill, assets, rights, privileges, leases, credits or effects which may be acquired by the Company, by the allotment and issue of the Company's capital stock fully paid and non-assessable;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authorities, or with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to guarantee contracts of either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any such person, firm or company undertaking to build or to improve any property in which the Company is interested, and generally to such persons, firm or companies and upon such terms and conditions as the Company may think fit;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title and to hold and own lands and immovables of every description necessary or useful for the purposes of the Company's business and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables, on such terms and conditions as the Company may think fit;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, franchises,

chises, biens, droits et obligations de toute personne, firme et compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens qui conviennent aux fins de cette compagnie;

Acheter, détenir, acquérir, transporter, vendre et aliéner les actions, titres, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, ou exercer tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans la valeur et de la manière que la compagnie pourra déterminer de temps à autre;

S'unir avec d'autres individus, firme, ou corporation, exercer en commun dans les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions jugés concevables;

Distribuer entre les actionnaires, en nature, comme dividende déclaré légalement à même les bénéfices nets de la Compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec toute propriété ou actif de la Compagnie et particulièrement toute action, débeture ou valeur de toute autre compagnie appartenant à la Compagnie ou détenue par elle ou dont la Compagnie pourra avoir le pouvoir de disposer;

Conclure des arrangements avec des autorités municipales, locales ou autres, qui pourront favoriser les objets de la compagnie ou aucun des dits objets, et obtenir de telles autorités tous les droits, privilèges et concessions que cette compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

Tirer, faire accepter, endosser et exécuter des billets à ordre, lettres de change, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Payer des commissions à d'autres personnes, firmes, et compagnies comme considération d'avoir obtenu ou convenu d'obtenir des souscriptions, soit absolues ou conditionnelles, pour toute action de cette compagnie ou de toute compagnie mentionnée ci-dessus, sous le nom de "Poirier, Bessette Compagnie, Limitée", avec un capital total de trois cents mille dollars (\$300,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7129 ALEXANDRE DESMEULES.

**"Quebec Office Furniture Company, Limited—
Compagnie de Meubles de Québec, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1929, constituant en corporation: Melle Alice Amyot, sténographe, Peter-William Holford, gérant, et Charles-A. Cannon, avocat, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre et autrement disposer de garnitures, objets et accessoires de chemins de fer, nattes, tapis, carpettes et machi-

property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To invest and deal with the moneys of the Company, not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To unite with any individual, firm or corporation, with them to carry on business with objects altogether or in part similar to those of this Company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To distribute among the shareholders of the Company, in kind, by way of dividend legally declared out of the net profits of the Company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the Company, and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the Company or held by it or which the Company may have power to dispose of;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To pay commissions to any person, firm or company in consideration of his or their procuring or agreeing to procure subscriptions, whether absolute or conditional, for any shares in this company or in any such company aforesaid, under the name of "Poirier, Bessette Compagnie, Limitée", with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montréal, Province of Québec, district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7130 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Quebec Office Furniture Company, Limited—
Compagnie de Meubles de Québec, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty seventh day of November, 1929, incorporating: Miss Alice Amyot, stenographer, Peter William Holford, manager, and Charles A. Cannon, advocate, all of the City of Québec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and otherwise dispose of furniture, railway fixtures and appliances, mats, rugs, carpets and machinery, and any and

neries et aucune et toutes choses semblables, et vendre, manufacturer aucune et toutes marchandises et matériaux utilisés en rapport avec ceux ou aucun d'eux; faire le commerce de rotin et tous produits d'icelui, acheter, vendre et contrôler des brevets et acquérir et posséder des permis, brevets ou droits brevetés, et accorder des permis à d'autres personne ou personnes, corporation ou corporations, manufacturer et vendre les dits articles, accessoires ou machineries patentés, sous aucun ou tous brevets ou permis qu'elle pourra posséder ou dans lesquels elle pourrait être intéressée ou qu'elle pourrait acquérir dans la suite; et aussi, acheter et vendre des brevets ou droits brevetés de toute espèce ou nature et émettre des permis à ce sujet;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personne exerçant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, et les payer en argent et partie en actions ou valeurs, ou pour toute autre considération, et exploiter l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

Recevoir, posséder et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie, en paiement pour des marchandises ou du travail;

Faire tous tels actes et opérations nécessaires à ceux ci-dessus mentionnés ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est incorporée;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne; et aussi prêter de l'argent à toutes autres personnes ou corporations et accepter des obligations, débetures, actions, notes, lettres de change ou tout autre titre de créance, en garantie pour tel prêt;

Donner en gage, hypothéquer, nantir, engager ou affecter toutes propriétés ou édifices appartenant à la compagnie pour fins d'emprunt d'argent et émission de bons, débetures, billets pro-

all kinds of the same, and to sell, and manufacture any and all goods or materials used therein, or any of them; to deal in rattans and all products thereof; to purchase, sell or control patents, and to acquire and own licenses under patents or patent rights, and to grant license or licenses to other person or persons, corporation or corporations, to manufacture and sell said patented articles or appliances or machinery under any or all patents or licenses which it may own or have any interest in or may hereafter acquire; and also, to buy and sell patents or patent rights of any nature or kind, and to grant licenses thereunder;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company or of any company in which this Company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash and partly in shares or securities or any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any company, in payment for merchandise or works;

Do all such acts and operations necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

Carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

Enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company or for any purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business;

Lend money to customers and others having dealings with the company and guarantee the performance of contracts of any such persons, and also to lend money to any other persons or corporations and accept bonds, debentures, stocks, notes, bills of exchange or any other evidence of indebtedness as security for such loans;

To mortgage, hypothecate, pledge, engage or affect any property or building belonging to the Company for the purpose of borrowing money and issue bonds, debentures, promissory notes,

missoires, lettres de change et titres de créance de toutes sortes, pour garantir tous tels prêts ou emprunts;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, si autorisé d'agir ainsi par le vote de la majorité en nombre des actionnaires présents ou représentés par procuration, à une assemblée générale dûment convoquée pour considérer la chose et détenant pas moins que les deux-tiers du capital-actions émis de la compagnie;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour obtenir la publicité désirable pour la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Acquérir par achat, location ou autre titre et détenir tous immeubles nécessaires à l'exercice de son entreprise et, lorsqu'ils ne seront pas davantage requis, les vendre, aliéner et transporter;

Garantir les obligations qui peuvent être émises par d'autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et pour cette fin, hypothéquer, donner en gage ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie;

Payer à même ses fonds, tous les frais et dépenses de la compagnie qui sont avantageux à l'organisation et à l'incorporation de la compagnie;

Donner des actions pour les services rendus et payer avec les actions de la compagnie les propriétés mobilières ou immobilières que les directeurs et actionnaires jugeront convenable d'acheter, sous le nom de "Quebec Office Furniture Company, Limited—Compagnie de Meubles de Québec, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

7131

"Richmond Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1929, constituant en corporation: Archie-Emery Dyson, vendeur d'automobiles, James-Bell Kerr, gérant de bureau, tous deux de la cité et du comté de Richmond, et Eric Jules Lemoine, vendeur d'automobiles, de Melbourne, tous de la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acquérir comme industrie et exploitation la société enregistrée connue sous le nom de "Dyson Motor Sales", faisant actuellement affaires dans

bills of exchange and evidences of indebtedness of all kinds, to secure any such loans or borrowings;

Draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, if authorized so to do by the vote of a majority in number of the shareholders present or represented by proxy, at a General Meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two-thirds of the issued capital stock of the Company;

Adopt such means of getting desirable publicity for the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

Sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To acquire by purchase, lease or other title and to hold any real estate necessary for the carrying on of its undertaking, and, when no longer required, to sell, alienate and convey same;

Guarantee the bonds that may be issued by other companies having objects altogether or in part similar to those of the Company, and, for that purpose, hypothecate, mortgage or pledge the property of the Company, moveable or immoveable;

Pay out of its funds, all costs and expenses of or incidental to the incorporation and organization of the Company;

Give shares for services rendered, and pay with shares of the Company for moveable or immoveable property which the directors and shareholders may deem fit to buy, under the name of "Quebec Office Furniture Company, Limited—Compagnie de Meubles de Québec, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.00) par value each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1929.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

7132

"Richmond Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty seventh day of November, 1929, incorporating: Archie Emery Dyson, automobile dealer, James Bell Kerr, office manager, both of the city and county of Richmond, and Eric Jules Lemoine, automobile salesman, of Melbourne, all of the province of Québec, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the registered partnership known as "Dyson Motor Sales", now doing business in the Town of Rich-

la ville de Richmond et ailleurs, et assumer toutes ou aucune des obligations et responsabilités et bénéfices et acquérir tous les biens de telle société enregistrée;

Les payer par et avec des actions acquittées de la dite nouvelle compagnie proposée;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder et importer, exporter, assembler, acheter, vendre, louer et nantir et autrement disposer des automobiles, auto-camions, motocyclettes, bateaux-automobiles, tracteurs-automobiles, aéroplanes, vaisseaux aériens, hydroplanes, chasse-neige, neufs et utilisés, et tous autres genres de véhicules, moteurs, ou dispositifs actionnés ou opérés par la gazoline, vapeur, l'électricité ou autres pouvoirs moteurs et aussi des batteries électriques, carrosseries, châssis, moteurs, pneus pneumatiques, tubes, pneus solides ou toutes machineries de ferme, outillages, ustensiles, pièces, appareils, lubrifiants, huile, graisse, gazoline, huile à lampe, pétrole, huile combustible, solution, ciment, émaux, peinture, duco, lacque, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec la dite industrie, réfrigérateurs et accessoires, gazoline, engins, radios, appareils de télévision et tous accessoires d'iceux, fournaies à l'huile, brûleurs à l'huile, carrosseries de camions de commerce, remorques pour camions, tracteurs ou automobiles, pièces et accessoires de toutes sortes, appareils pour aucune ou toutes machines ci-dessus mentionnées;

Négocier, louer, réparer, inspecter, remiser, nettoyer et entreposer aucune et toutes les machines ci-dessus mentionnées qui sont susceptibles à tel traitement ou opérations;

Construire et maintenir des garages ou édifices pour recevoir, emmagasiner, réparer et inspecter toutes ou aucune des machines ou articles susdits qui sont susceptibles à tel traitement ou opération;

Maintenir des garages pour recevoir et remiser des automobiles privées ou publiques ou des automobiles de louage, les réparer ou les louer;

Eriger et établir des usines ou ateliers, ou boutiques avec les aménagements et machineries convenables pour fabriquer, acheter, nantir, vendre, échanger, exporter ou autrement faire le commerce de toutes ou d'aucune des machines ou articles ci-dessus mentionnés qui sont susceptibles à tel traitement ou action;

Posséder et exploiter des postes de services pour l'approvisionnement de combustibles et lubrifiants pour toutes sortes d'engins à combustion interne;

Exploiter des boutiques de peinture et de vernis pour l'emploi d'émail ou duco ordinaire pour toutes machines ou articles susceptibles à tel traitement ou opération;

Etablir, aménager, maintenir, exploiter des postes de réparation et d'approvisionnement, agences, succursales, magasins, manufactures, entrepôts, comptoirs dans des magasins à rayons ou en aucun endroit où la compagnie peut exercer son commerce;

Acquérir en tout ou en partie la clientèle de tout commerce dans les objets de la compagnie et tous terrains, droits, contrats, propriétés ou effets détenus ou utilisés en rapport avec icelui et, en conséquence de telle acquisition, assumer les responsabilités de toute compagnie, association, société ou personne desquelles elle les a acquis et les payer totalement ou partiellement en actions acquittées ou en argent;

Demander et acquérir, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés d'invention, marques de commerce ou marques, noms ou nom de commerce, droits d'auteur ou procéd-

mond and elsewhere, and to assume all or any of the obligations and liabilities and benefit by and acquire all the assets of said registered partnership;

To pay for the same by and with paid up stock in and of the said new proposed company;

To purchase or otherwise acquire, hold, own, import, export, assemble, buy, sell, rent and pledge, or otherwise dispose of new and used automobiles, motor-trucks, motor-cycles, motor-boats, motor-tractors, aeroplanes, airships, hydroplanes, snow-mobiles and every other kind of vehicles, motors or devices driven or operated by gasolene, steam or electricity or other motive power and also electric batteries, bodies, chassis, motors, pneumatic tires, tubes, solid tires, all farm machinery, implements, utensils, parts, apparatus, lubricants, oils, greases, gasolene, kerosene, crude oils, fuel oils, solutions, cements, enamels, paints, duco, lacquers and all things capable of being used therewith, refrigerators and accessories, gasolene, engines, radios, television apparatus and all accessories thereof, oil-furnaces and oil-burners, commercial truck bodies, trailers for trucks, tractors or automobiles, parts and accessories and all sorts of supplies for any or all of the above mentioned machines or articles;

To deal in, hire, repair, overhaul, store, clean and warehouse any and all of the above mentioned machines or articles which are susceptible to such treatment or action;

To construct and maintain garages or buildings for the receiving and storing, repairing and overhauling of any and all of the above mentioned machines or articles which are susceptible to such treatment or action;

To maintain garages for receiving and storing private or public automobiles or automobiles for hire, to repair or lease same;

To erect and establish factories or workshops or machineries with suitable equipment and machinery to manufacture, purchase, pledge, sell, exchange, export or otherwise deal in any and all the above mentioned machines or articles which are susceptible to such treatment or action;

To own and operate service stations for the supply of fuel and lubricants for all kinds of internal combustion engines;

To operate paint and varnish shops for regular or enamel or duco service for all machines or articles susceptible of such treatment or action;

To establish, equip, maintain and operate service, repair and supply stations, agencies, branches, stores, manufactories, warehouses, counters in department stores or at any place where the company may carry on its business;

To acquire in whole or in part the good-will of any business within the objects of the company, and any lands, privileges, rights, contracts, property or effects held or used in connection therewith and upon such acquisition to undertake the liabilities of any company, association, partnership or person from whom it has been acquired, and to pay for same wholly or partly in paid up shares or cash;

To apply for, and take out, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights of invention, trade-marks, or mark, trade-names or name, copy-rights, or secret processes which may be

dés secrets qui peuvent être utilisés en rapport avec les objets de la compagnie et accorder des permis pour leur usage;

Acquérir les propriétés immobilières, soit par location, achat ou autrement, les détenir, les hypothéquer, et dans la suite en disposer pour partie en argent et la balance sur hypothèque ou en argent seulement. Détenir des hypothèques pour la balance du prix de vente de tels immeubles qu'ils ne trouveront pas nécessaires pour l'usage total ou partiel de la compagnie proposée, incorporée par les présentes;

Émettre des actions acquittées de cette compagnie à toute personne, firme ou corporation en paiement total ou partiel pour toute propriété, droits, concessions, acquis par la compagnie et rémunérer, soit en argent ou avec l'approbation des directeurs, en actions acquittées comme susdit, toute personne, firme, ou corporation pour tous services rendus à la compagnie en rapport avec la conduite du commerce de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, négocier, exécuter et émettre des billets promissaires, chèques, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats et autres effets négociables et transférables;

Acquérir, posséder, vendre, hypothéquer ou transporter tout immeuble indispensable à l'exploitation des fins de la compagnie et établir, construire ou modifier toute machinerie, équipement, usine, entrepôts, salles de vente, salles de démonstration, agence ou bureau que la compagnie jugera nécessaire ou convenable à l'exploitation de son industrie;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de cette compagnie, comme il sera jugé convenable et particulièrement par des publications dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition de travaux, par la publication de livres, pamphlets et périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Prêter de l'argent aux clients et autres faisant affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Par acte authentique, hypothéquer, nantir ou garantir toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, que la compagnie peut posséder dans la province aux fins de garantir tous bons débetures ou actions-débetures qu'elle pourra avoir droit d'émettre dans l'avenir;

Faire toutes telles autres choses qui sont avantageuses ou nécessaires à la réalisation des objets susdits et des objets énoncés dans les lettres patentes de la dite compagnie;

Transiger avec les départements, services ou bureaux des douanes ou des postes de Sa Majesté, sous le nom de "Richmond Motors, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Richmond, comté de Richmond, district de Saint-François, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7133 ALEXANDRE DESMEULES.

"Rickert & Roberts, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1929, constituant en corporation: William-Gordon Rickert, et

used for the company's objects and to grant licenses for the use of same;

To acquire immoveable property, whether by lease, purchase or otherwise; to hold same; to hypothecate same and afterwards dispose of same for part cash and the balance on mortgage or for all cash. To hold mortgage for balance of price of sale of such immoveable that they may not find necessary for the use or partial use of the proposed company hereby incorporated;

To issue paid up shares of this company to any person, firm or corporation in payment or in part payment for any property, rights, concessions acquired by the company and to remunerate either in cash or, with the approval of the directors, in paid up stock as aforesaid any person, firm or corporation for any services rendered to the company in connection with the conduct of the company's business;

To draw, make, accept, endorse, discount, negotiate, execute and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To acquire, hold, sell, mortgage or convey any real estate indispensable for the carrying on of the company's business, and to establish, construct or alter any machinery, equipment, plant, ware-house, sales-rooms, show-room, agency or office as the company may consider necessary or suitable in the carrying on of its business;

To adopt such means of making known the products of this company as may seem expedient, and in particular for advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works, by publication of books, booklets and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

By authentic deed to hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in the province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it may be in future entitled to issue;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and of the objects set out in the letters patent of said company;

To deal with His Majesty's Customs or Post Office Departments or branches or offices, under the name of "Richmond Motors, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the town of Richmond, county of Richmond, district of St. Francis, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7134 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Rickert & Roberts, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1929, incorporating: William Gordon Rickert, and Percy Ernest Roberts, manu-

Percy-Ernest Roberts, agents manufacturiers, tous deux de la cité de Montréal, Sidney-Clark Simpson, imprimeur et publiciste, de la cité de Westmount, pour les fins suivantes:

Exercer un commerce d'agents manufacturiers et vendre et manufacturer toutes sortes de marchandises;

Assumer comme industrie en exploitation le commerce actuellement exercé par "Rickert & Company", et faire toutes autres choses que la compagnie considèrera avantageuses ou nécessaires à l'exercice des objets de la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, entreprises et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens ou droits convenant aux fins de la compagnie;

Promouvoir et devenir actionnaire dans toute compagnie, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, débetures, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou autres valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, conformément à l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Nommer dans des pays étrangers des représentants, fiduciaires, agents, procureurs, régistres ou agents de transfert;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre

facturers' agents, both of the City of Montreal, Sidney Clark Simpson, printer and publisher, of the City of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers' agents and to sell and manufacture all kinds of merchandise;

To take over as a going concern the business now carried on by "Rickert & Company", and to do such other things as the Company may consider incidental or helpful in carrying out the objects of the Company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property undertaking and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property or rights suitable for the purposes of the company;

To promote and become the shareholder in any company for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem to this company directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal, dividends and interests on shares, debenture stocks, bonds and other securities of and for the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits or expenses, union of interests, co-operation, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold or re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take or otherwise acquire and hold shares of stock or other securities of or in any company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other person, firm, corporation or company with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in compliance with Article 81 of the Quebec Companies' Act, in specie or otherwise, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To appoint in foreign countries representatives, trustees, agents, attorneys, registrars and transfer agents;

To consolidate or amalgamate with any other

compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera pas vingt, sous le nom de "Rickert & Roberts, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7135 C.-J. SIMARD.

"Schwaebisch-Deutscher Verein, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de novembre 1929, constituant en corporation, sans capital-actions: Anton Schlachter, poseur de tuyaux à vapeur, Josef Schneider, rembourreur, Michael Schneider, tailleur, George Straub, ébéniste, Karl Gerl, briqueteur, Josef Beck, pelletier, Adam Pless, ébéniste, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Former une association ou club pour la récréation et l'amusement du corps et de l'esprit, et ayant le pouvoir de détenir des patentes ou permis pour la vente de bière ou vin, d'après la Loi de Québec, et tous amendements qui peuvent être faits en aucun temps à la dite loi;

Acquérir par achat, location ou autrement et maintenir une maison de club en la cité et le district de Montréal, pour fins de récréation, instruction, amusement et pour le logement des membres du club; le garnir et maintenir et en permettre l'usage aux membres du dit club, et maintenir et conduire un club et promouvoir des relations sociales et amicales entre ses membres et généralement faire tout ce qui semble le plus avantageux pour promouvoir l'intérêt du club;

Assumer comme industrie en exploitation tout club ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette corporation, et s'unir avec aucun tel club;

Détenir des actions dans toute autre compagnie ou club ayant des objets similaires, en tout ou en partie, à ceux de ce club;

Acheter, louer, hypothéquer ou aliéner des immeubles qui peuvent être requis pour les fins du club; les propriétés immobilières que la compagnie peut posséder étant limitées au montant de vingt mille dollars (\$20,000.00);

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter des billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables;

Charger des honoraires d'initiation, des souscriptions mensuelles ou autrement, aux membres et aussi avoir le pouvoir d'emprunter de l'argent de toute personne sur tel crédit et aux termes qui pourront être déterminés, de temps à autre;

Acquérir toute propriété personnelle que le dit club peut croire désirable de posséder, et revendre

company having objects similar or in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

The shareholders of the Company shall not exceed twenty (20) in number, under the name of "Rickert & Roberts, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1929.

C. J. SIMARD,
7136 Assistant Provincial Secretary.

"Schwaebisch-Deutscher Verein, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1929, to incorporate as a corporation without share capital: Anton Schlachter, steamfitter, Josef Schneider, upholsterer, Michael Schneider, tailor, George Straub, cabinet maker, Karl Gerl, brick-layer, Josef Beck, furrier, Adam Pless, cabinet maker, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To form an association or club for recreation and amusement of both body and mind, and having power to hold license or permits for the sale of beer and wines, under the Quebec Act and any amendments that may be made at any time to the said Act;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to maintain a club-house in the City and District of Montreal, for the purpose of recreation, instruction, amusement and provision of lodging therein for the members of the Club; to furnish and maintain the same and permit the same to be used for members of the said Club, and to maintain and conduct a Club and promote social and friendly intercourse among its members and generally to do whatever may seem to be best calculated to promote the interest of the Club;

To take over as a going concern any Club having objects altogether or in part similar to those of this Corporation, or to amalgamate with any such Club;

To hold shares in any other company or club having objects similar altogether or in part to those of this Club;

To purchase, lease, hypothecate or alienate real estate that may be required for the purposes of the Club; the immoveables which the Corporation may possess being limited to the amount of twenty thousand dollars (\$20,000.00).

To draw, make, accept, endorse, discount promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To charge initiation fees, monthly subscriptions or otherwise to members and also to have power to borrow money from any person on such credit and under such terms as may from time to time be arranged;

To acquire any personal property which the said Club may find it desirable to own, and to

toute propriété personnelle qui peut n'être pas requise pour les fins de cette corporation, aussi faire des négociations et arrangements avec des conseils municipaux et des autorités ou pour les fins d'obtenir tous privilèges ou contrats qui pourraient promouvoir les intérêts du club;

Maintenir et conduire un restaurant, salles à manger et endroits pour servir des rafraîchissements, pour le bénéfice du club;

Avoir de plus le pouvoir de construire, promouvoir et conduire des allées de quilles, billards, salles de danse, bassins de natation, exhibitions de lutte et de boxe, pour le bénéfice du club et de ses membres, et généralement faire tout ce qui peut sembler avantageux pour promouvoir les intérêts du club, et pourvoir une maison de club et autres accommodations et généralement offrir aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations usuels du club;

Promouvoir l'étude de toutes questions d'importance politique et sociale et autres questions d'actualité.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1929.

7137 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

“Silver Foxes, Inc.”

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1929, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, et Harry Batshaw, tous deux avocats, Jack Klineberg, notaire, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'exportateurs, importateurs et expéditeurs et négociants de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux; apprêter et préparer pour le marché aucune ou toutes telles fourrures et peaux; manufacturer, exporter, importer, expédier et négocier aucun ou tous articles de vêtements ou autrement qui sont susceptibles d'être faits en tout ou en partie de fourrures ou peaux d'animaux;

Exercer tous ou aucun des objets susdits, comme principaux ou agents ou en société ou conjointement avec toute autre personne, firme, association ou compagnie;

Aacquérir ou assumer toute ou aucune partie du commerce, propriétés mobilières ou immobilières, et responsabilités de toute personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés convenables aux fins de la compagnie, et émettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou débetures, en paiement d'iceux;

Conclure toute convention ou arrangement, pour le partage des profits, l'union des intérêts, concessions réciproques ou coopération, avec toute personne, compagnie ou association formée ou à être formée, exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou tout commerce ou transaction nécessaires ou avantageux à l'exécution des fins de cette compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui sont avantageuses ou connexes à la réalisation des objets susdits, sous le nom de “Silver Foxes, Inc.”, avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,-

re-sell such personal property that may not be required for the purposes of that corporation; also to enter into negotiation and arrangements with municipal councils and authorities or for the purpose of securing any privileges or contracts that may promote the interests of the Club;

To maintain and conduct a restaurant, dining-room, eating-rooms and refreshments for the benefit of the Club;

To further have the power to build, promote and conduct bowling alleys, billiards, dancing halls, swimming pools, wrestling and boxing exhibitions for the benefit of the Club and its members, and generally to do what may seem best calculated to promote the interests of the Club, and to provide a club-house and other conveniences and generally afford the members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of the Club;

To carry on the promotion of the study of all important political, social and other questions of the day.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1929.

7138 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

“Silver Foxes, Inc.”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1929, incorporating: Philip Meyerovitch, and Harry Batshaw, both advocates, Jack Klineberg, notary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as exporters, importers and shippers of and dealers in all kinds of furs and animal skins; to treat and prepare for the market any or all such furs and skins; to manufacture, export, import, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animal skins;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals or agents or in partnership or in conjunction with any other person, firm, association or company;

To acquire or undertake the whole or part of the business, property either moveable or immovable, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Company and to issue paid up and non-assessable shares, bonds or debentures in payment therefor;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association formed or to be formed, carrying on or about to carry on any business which this Company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this Company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of “Silver Foxes, Inc.”, with a total capital stock of twenty thousand

000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7139 ALEXANDRE DESMEULES.

"Simplex Oil Heating Company of Canada, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1929, constituant en corporation: Thomas McMaster, agent manufacturier, et George-C. Dérome, comptable, tous deux de Montréal, Lucien Lemieux, comptable, de Outremont, pour les fins suivantes:

Acheter et acquérir le commerce actuellement exercé par "Thomas McMaster", sous la raison sociale de "Simplex Oil Heating Company, Registered", y compris le fonds de commerce, boutique, usine, machineries, clientèle et tous droits dans des brevets, contrats, à être exécutés ou en cours d'exécution, sujets aux responsabilités et obligations les affectant et les payer en actions acquittées de la compagnie;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre toutes sortes d'effets et marchandises et sans restrictions, quant à ces pouvoirs généraux, manufacturer, acheter et vendre toutes sortes d'appareils de chauffage, machineries et tous accessoires;

Agir comme agents à commission, représentants, importateurs, ou fondés de pouvoirs pour toute personne ou compagnie ou association fabriquant aucun des articles susmentionnés de toute nature quelconque;

Acheter, louer, posséder et exploiter tous brevets, permis, locations, octrois, procédés, recettes secrètes et renseignements se rapportant aux articles ci-dessus énumérés ou aucun d'eux et les vendre, transférer ou les louer;

Acheter ou autrement acquérir des actions, titres ou obligations dans toutes industries, manufactures ou négoce se rapportant à aucun des articles ci-dessus énoncés, et exercer le droit de vote et autres droits et privilèges en rapport avec ces valeurs;

Acheter, louer ou autrement acquérir, en bloc ou en partie, le commerce ou les marchandises en magasin, comptes, clients, franchises, droits et privilèges de toute association, corporation ou personne exerçant un commerce ou une industrie se rapportant à aucun des articles susmentionnés;

Vendre ou autrement disposer de tous ces biens ou aucune partie d'iceux, pour toute compensation quelconque, considérée acceptable, suivant l'avis des trois-quarts des actionnaires détenant les deux-tiers du capital-actions;

S'unir ou se fusionner avec toute autre société ou corporation, avec pouvoirs similaires;

Etre partie à des conventions, avec toute autre société ou corporation concernant le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions mutuelles;

Payer avec des titres ou actions acquittées le prix d'achat des biens de toute autre personne, société ou corporation pour les droits, titres et intérêts qui peuvent être acquis;

Etre partie à des conventions, contrats, arrangements avec toutes autorités gouvernementales,

dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7140 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Simplex Oil Heating Company of Canada, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1929, incorporating: Thomas McMaster, manufacturer's agent, and George C. Derome, accountant, both of Montreal, Lucien Lemieux, accountant, of Outremont, for the following purposes:

To purchase and acquire the business now carried on by Thomas McMaster, under the firm name of "Simplex Oil Heating Company, Registered", including stock in trade, shops, plant, machinery, goodwill and all rights in patents, contracts to be executed or in process, subject to liabilities and obligations affecting them and to pay for same in paid-up shares of the Company;

To manufacture, import, export, buy and sell all kinds of wares and merchandise and without restrictions to these general powers, to manufacture, buy and sell all sorts of heating apparatus and machinery and all accessories;

To act as commission agent, representative, importer or proxy for any person, company or partnership manufacturing any one of the above mentioned articles, whatever its nature may be;

To buy, lease, possess and operate any patent, permit, lease, grant, process, private recipes and informations relating to articles stated above or any one of them and to sell, transfer or lease them;

To buy or otherwise acquire shares, stocks or bonds in all industries, manufactures or trade pertaining to any one of the articles referred to above and to exert the voting and other rights and privileges in connection with those values;

To buy, lease or otherwise acquire in bulk or in part, the trade or goods in stock, accounts, customers, franchises, rights and privileges from any partnership, corporation or person running a trade or industry related to any of the above mentioned articles;

To sell or otherwise dispose of all its assets or any part of them for whatever compensation considered acceptable, following the advice of three-fourths of the shareholders holding two-thirds of the capital stock;

To consolidate or merge with any other partnership or corporation with similar powers;

To be party to agreements with any other partnership or corporation as to sharing of profits, uniting of interests, cooperation, common risks and mutual grants;

To pay with paid-up stock or shares the purchase price of the assets of any other person, partnership or corporation for rights, titles or interests which it may acquire;

To be party to agreements, contracts, arrangements with any governmental authorities in

en vue de recevoir des dites autorités des octrois, franchises, droits, privilèges, qui peuvent être de quelque utilité pour les opérations de la compagnie;

Établir ou être partie à l'établissement et au maintien des associations, pensions ou autres organisations pour le bien-être des employés actuels et anciens employés ou ceux qui en dépendent;

Faire des prêts aux clients et agents de la compagnie, ou autres personnes étant en relation d'affaires avec la compagnie, et garantir l'accomplissement des contrats dont ils sont parties contractantes;

Généralement faire toutes choses nécessaires ou utiles aux objets susdits, sous le nom de "Simplex Oil Heating Company of Canada, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

7141

"St. Andrews Artificial Ice Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre 1929, constituant en corporation: Ephraim Lebœuf, André Séguin, et Edouard Bernard, tous trois avocats, et Marie-Antoinette Durand, sténographe, et Jeanne Roy, comptable, toutes deux filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, couper, récolter ou autrement acquérir ou manifester de la glace naturelle ou artificielle et exercer le commerce en gros et en détail de marchands de glace;

Exploiter, construire des entrepôts pour la glace naturelle et des industries pour la fabrication de la glace;

Exercer le commerce d'entrepreneurs pour hangarage frigorifique et entrepreneurs généraux, et acheter, vendre et généralement négocier tous effets, articles et marchandises susceptibles d'être hangarés dans les entrepôts de la compagnie;

Exercer un commerce général de transport et livraison au moyen de véhicules à traction animale, véhicules-moteurs, au moyen de remorqueurs ou chalands ou autres vaisseaux;

Manufacturer et négocier des réfrigérateurs et machines réfrigérantes et tous outils ou outillages nécessaires à la production et la manutention des produits de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Louer, construire, améliorer, maintenir, travailler, gérer ou contrôler tous routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, glaciers, entrepôts, boutiques, magasins et autres travaux et dépendances qui semblent susceptibles directement ou indirectement d'aider les intérêts de la compagnie et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, le maintien, le travail et la gestion, l'exécution ou contrôle d'iceux;

view of receiving from such authorities, grants, franchises, rights, privileges that could be of some use to the operations of the Company;

To establish or be a party to the establishment and maintenance of associations, pensions and other organization for the welfare of present or former employees or their dependants;

To make loans to customers and agents of the Company or other persons in business relation with the Company and warrant the fulfilment of contracts where they are party;

Generally, do-all things necessary or useful to the aims cited above, under the name of "Simplex Oil Heating Company of Canada, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1929.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

7142

"St. Andrews Artificial Ice Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1929, incorporating: Ephraim Lebœuf, Andre Seguin and Edouard Bernard, all three advocates, and Marie-Antoinette Durand, stenographer, and Jeanne Roy, accountant, both spinsters, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, cut, harvest or otherwise acquire or manufacture natural or artificial ice, and carry on the business of wholesale and retail dealers in ice;

To operate and build natural ice storage and ice manufacturing plants;

To carry on the business of cold storage warehousemen and general warehousemen and to buy and sell and generally deal in any goods, wares and merchandise suitable to be stored in the Company's warehouses;

To carry on a general cartage and delivery business by horse drawn vehicles, motor vehicles, by tugs, or scows, or other vessels;

To manufacture and deal in refrigerators and refrigerating machinery and all tools and implements suitable for the production or handling of the Company's products;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To lease, construct, improve, maintain, work, manage, or control any roadways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactures, ice houses, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to assist Company's interests, and contribute, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvements, maintenance, working and management, carrying out or control thereof;

Acquérir, détenir, posséder et exploiter des remorqueurs, barges, vaisseaux et autres moyens de transport pour les fins du commerce de la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens ou engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, et détenir ou autrement négocier des propriétés mobilières et immobilières et droits de toutes sortes, et en particulier des terrains, édifices, héritages, commerces ou industries et entreprises, mortgages, charges, contrats, conventions de vente conditionnelle, concessions, franchises, annuités, brevets, valeurs, polices, dettes de livre et tout intérêt sur les propriétés réelles ou personnelles et toute réclamation contre telles propriétés ou contre toute personne ou compagnie et privilèges, droits éventuels de toutes sortes et les payer en tout ou en partie en argent, en nature ou actions acquittées de la compagnie;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne avec lesquelles la compagnie aurait des relations d'affaires;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "St. Andrews Artificial Ice Co., Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7143 ALEXANDRE DESMEULES.

"The Premier Dress Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Adolphe Gardner, et Jacob-Moses Helfield, tous deux avocats, et Max Schachner, percepteur, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer tous ou aucune des commerces de manufacturiers d'habits et vêtements pour dames et jeunes filles, tailleurs, drapiers, costumiers, marchands et merciers de soie, coton, drap et dentelle et manufacturiers ou négociants de tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins susdites de la compa-

To acquire, hold, own and operate tugs, barges, vessels and other means of transportation for the purposes of the business of the Company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To purchase, take on lease or otherwise acquire and hold or otherwise deal in moveable and immoveable property and rights of all kinds, and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, conditional sale agreements, concessions, franchises, annuities, patents, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property and any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds, and pay for same in whole or in part with cash, in kind or paid-up shares of the Company;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promises, endorsement, guarantee of bonds, debenture or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons with whom the company may have business relations;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "St. Andrews Artificial Ice Co., Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of November, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7144 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Premier Dress Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1929, incorporating: Adolphe Gardner, and Jacob-Moses Helfield, both advocates, and Max Schachner, collector, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of dresses and wearing apparel for women and girls, tailors, drapers, costumers, silk, cotton, cloth and lace merchants and haberdashers, and manufacturers or dealers in any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the aforesaid purposes of the

gnie, avec le droit d'importer, exporter tels habits et vêtements;

Employer des agents, voyageurs et marchands à commission dans toute la province de Québec pour prendre des commandes et vendre la marchandise de la compagnie;

Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins et agences privées;

S'unir avec toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce similaire ou se rapportant en aucune manière aux objets de la présente compagnie;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires de la compagnie, pour services rendus à la compagnie ou pour tous autres bénéfices acquis, des actions entièrement acquittées du capital-actions, et,

Faire généralement toutes choses nécessaires ou avantageuses à l'exécution des objets susdits;

Assumer comme industrie en exploitation le commerce actuellement exercé dans la cité de Montréal, sous les nom et raison sociale de "Premier Dress Company", sous le nom de "The Premier Dress Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

7145

Company, with the right to import and export such dresses and wearing apparel;

To employ agents, travellers and commission merchants throughout the Province of Quebec to take orders and sell the Company's merchandise;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores and private agencies;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar to, or in any line connected with the present Company's objects;

To issue, sell and allot, with the approval of the Company's shareholders, for services rendered to the Company or for other benefits acquired, fully paid up shares in the capital stock of the Company; and

To do generally all things necessary or incidental to the carrying out of the foregoing objects;

To take over as a going concern, the business at present being carried on in the City and District of Montreal, under the firm name and style of "Premier Dress Company, under the name of "The Premier Dress Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1929.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

7146

"The Province of Québec Badminton Association, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1929, constituant en corporation, sans capital-actions: Keith Mercer, gérant, Robert-Neil McLeod, ingénieur, et Harry-McLeod Hague, avocat, tous de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, pour les fins suivantes:

Promouvoir et encourager le jeu de badminton, dans la province de Québec;

Se conformer aux lois du jeu de badminton, telles que présentement adoptées par la "Canadian Badminton Association", avec telle modification et conditions, comme il sera de temps à autre fait et approuvé;

Décider tous points douteux ou discutables, en rapport avec le jeu de badminton et leurs lois et règlements;

Faire et publier des règlements pour la gestion de concours, tournois, joutes entre clubs;

Organiser, gérer des tournois pour le championnat du jeu de badminton dans la province de Québec; et tout concours ouvert ou international tenu dans la province de Québec, sous les auspices de cette association, et faire et publier des règlements pour iceux;

Généralement faire toutes telles autres choses dans l'intérêt du jeu de badminton, en toute la province de Québec, comme il sera de temps à autre jugé nécessaire ou convenable, sous le nom de "The Province of Quebec Badminton Association, Incorporated";

Le montant auquel est limité le revenu annuel des propriétés immobilières que la corporation peut détenir est de cent mille dollars (\$100,000.00).

"The Province of Quebec Badminton Association, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of November, 1929, incorporating as a corporation without share capital: Keith Mercer, manager, Robert Neil McLeod, engineer, and Harry McLeod Hague, advocate, all of the City of Westmount, in the District of Montreal, for the following purposes:

To promote and encourage the playing of the game of badminton in the Province of Quebec;

To uphold the laws of the game of badminton as at present adopted by the Canadian Badminton Association, with such alterations and additions thereto as may from time to time be made and approved of;

To decide all doubtful or disputed points in connection with the game of Badminton and the laws and regulations thereof;

To make and publish regulations for the management of competitions, tournaments and inter-club matches;

To arrange and manage the Province of Quebec Badminton Championship tournaments and any open or international meeting held in the Province of Quebec under the auspices of this Association and to make and publish regulations therefor;

Generally to do all such other things in the interest of the game of badminton throughout the Province of Quebec, as may from time to time be deemed necessary or expedient, under the name of "The Province of Quebec Badminton Association, Incorporated";

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is one hundred thousand dollars (\$100,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7147 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of November, 1929.

C. J. SIMARD,
7148 Assistant Provincial Secretary,

"The Superlite Sign and Letter Syndicate Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre 1929, constituant en corporation: John Gilmore, comptable, Robert-Thomas Mullin, avocat, et Charlotte Leclerc, commis, fille majeure, et usant de ses droits, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

a. Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de lettres et dispositifs en verre concave qui peuvent servir pour des enseignes à être illuminées par l'électricité, soit des enseignes éclairées par lampes électriques ou par le gaz incandescent; b. Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'enseignes transparentes employant des lettres et dispositifs concaves à être remplis de gaz tel que le gaz neon ou pourvu d'illumination de lampes à filament; c. Manufacturer, acheter, vendre, faire le commerce d'enseignes de toutes sortes et descriptions; d. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables; e. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens ou engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie; f. demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière; et les payer soit en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie; g. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou a utrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; h. Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou autrement en disposer; i. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et

"The Superlite Sign and Letter Syndicate, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1929, incorporating: John Gilmore, accountant, Robert Thomas Mullin, advocate, and Charlotte Leclerc, clerk, *fille majeure et usant de ses droits*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

a. To manufacture, buy, sell and deal in Letters and Devices of hollow glass suitable for Signs to be illuminated by electricity, either bulb-lighted signs or incandescent gas signs; b. To manufacture, buy, sell and deal in Transparent Signs using hollow letters and devices to be filled with gas such as neon gas or provided with the filament illumination; c. To manufacture, buy, sell and deal in Signs of every kind and description; d. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights; e. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company; f. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired, and to pay for the same either in cash or fully paid shares of the company; g. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; h. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company; i. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company; j. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others; k. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects; l. To pay out of the funds of company the costs and expenses incidental to the incorporation and organization of

droits de la compagnie; j. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres; k. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière; l. Payer à même les fonds de la compagnie les frais et dépenses se rapportant à l'organisation et l'incorporation de la compagnie, sous le nom de "The Superlite Sign and Letter Syndicate, Incorporated", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7149 ALEXANDRE DESMEULES.

"Town Planned Sites, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Gordon-Mathew Pender, Alfred-Melrose West, avocats, Oliver-Amos Ferrier, comptable, Anna-Marie Walsh, et Mary Hanley, sténographes, filles majeures, usant de leurs droits, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location, échange ou autrement des lots de ville, terrains à ferme, sites de ville, terrains à pâturage, terrains à bois, pouvoirs hydrauliques et autres, toutes sortes d'édifices et aucune description d'immeubles et propriétés réelles, et tous intérêts ou droits en iceux, légaux ou équitables ou autres quelconques;

Prendre, construire, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement négocier et disposer de tels lots, terrains, sites, immeubles et propriétés réelles et tout intérêt en iceux, et faire le commerce de toute portion des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdivisant en lots à bâtir et généralement en les disposant en lots, rues, et emplacements pour fins résidentielles ou autres, et avec pouvoir de construire des rues sur iceux, des systèmes d'égout et de drainage, nécessaires;

Les bâtir pour fins résidentielles ou autrement;

Pourvoir les édifices ainsi érigés d'appareils de lumière électrique, chaleur, gaz, eau ou autres nécessités;

Agir comme agents d'assurance, courtiers et agents généraux pour la vente et l'achat d'immeubles et tous intérêts sur iceux, et pour rémunération; et comme agents généraux pour emploi;

Procurer des placements d'immeubles pour toute personne, agir comme agents de vente pour les propriétaires de tous immeubles, subdivisions, lots à bâtir, sites de ville ou terrains de toutes sortes, ou tout intérêt en iceux et assumer et acquérir de toute personne, corporation, toute agence exclusive ou autre, pour la vente de tous terrains, sites ou intérêts en iceux, et accepter comme cession, et réaliser tous contrats faits par toute telle personne ou corporation, pour la vente de tous tels emplacements ou intérêts en iceux, comme agents ou principaux ou les deux, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de propriétés mobilières, et agents pour la perception de rentes, et exercer le commerce d'agents d'assurance en général;

the company, under the name of "The Superlite Sign and Letter Syndicate, Incorporated", with a total capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1929.

ALEXANDRE DESMEULES,
7150 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Town Planned Sites, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1929, incorporating: Gordon Mathew Pender, Alfred Melrose West, advocates, Oliver Amos Ferrier, accountant, Anna Marie Walsh, and Mary Hanley, stenographers, *filles majeures, usant de leurs droits*, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, city lots, farm lands, town sites, grazing lands and timber lands, water and other powers, all kinds of buildings, and any description of real estate and real property, or any interest or rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever;

To take, build upon, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, and to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into lots, and generally laying the same out into lots, streets, and buildings sites, for residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage systems;

To build upon same for residential purposes or otherwise;

To supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites;

To act as Insurance Agents and Brokers and General Agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein, and for remuneration; and as General Agents for Employment;

To procure real estate investments for any person, to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind, or any interest therein, and to take over and acquire from any person, corporation, any agency, exclusive or otherwise, for the sale of any lands, sites or interests therein, and to accept as assignment of, and perform any contracts made by any such person or corporation for the sale of any such land sites or interest therein, as agents or principals or both, and generally to act as real estate, house and rental agents, and to carry on the business of general insurance agents;

Exercer le commerce comme agents et courtiers, financiers et de placements, et acheter, vendre et négocier, soit comme principaux ou agents, toutes sortes de mortgages ou hypothèques, sur des immeubles, valeurs, balances de prix de vente, billets et obligations de toutes sortes et de toute description;

Prendre et détenir des hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie impayée ou balance de l'achat de toute partie des propriétés de la compagnie, de toutes sortes quelconques, vendues par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie, provenant des achats, et vendre ou autrement disposer les dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges, et généralement faire des emprunts et prêts de deniers sur toutes sortes de mortgages, valeurs et tout autre genre d'autres biens, et négocier toutes sortes de garanties financières secondaires ou junior;

Construire, posséder, louer, maintenir et exploiter toutes sortes d'édifices et structures à être utilisés pour toute fin avec ensemble toutes formes de commodités, usuelles ou nécessaires ou qui peuvent être avantageusement fournies ou utilisées en rapport avec ceux;

Agir comme agents ou procureurs pour la gestion d'immeubles, la vente ou la gestion de propriétés, le placement, la manutention, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, obligations, débetures et autres valeurs et l'entreprise de recherches, évaluations de toutes sortes, ventes, échanges, locations, subdivisions et leurs semblables;

Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, garantir le paiement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, par l'émission d'obligations, débetures ou autrement;

Faire des prêts et des opérations de placements de toutes sortes, excepté le commerce de banques;

Exercer tout autre commerce ou entreprise que la compagnie croira devoir être convenablement ou avantageusement exercé en rapport avec le commerce et les objets de la compagnie, et acquérir, acheter, louer et exploiter le commerce, les propriétés ou entreprises, en tout ou en partie, de toute compagnie, firme ou individu exerçant aucun commerce similaire ou se rapportant au commerce de cette compagnie, ou pouvant être exploité en rapport avec icelui, et qui peut être propre à bénéficier ou profiter à la compagnie;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder toute propriété mobilière et immobilière, que la compagnie jugera nécessaire ou utile pour son commerce et ses opérations, y compris les marques de commerce, dessins d'industrie, brevets, droits brevetés, permis, franchises et droits et privilèges de toutes sortes quelconques;

Se fusionner ou conclure toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce ou transaction susceptible de bénéficier à cette compagnie;

Souscrire, recevoir ou de toute manière acheter ou acquérir des actions et valeurs de toute compa-

To carry on business as financial and investment agents and brokers, and to buy, sell and deal in, either as principals or agents, every type of mortgages and hypothecs on real estate, securities, balance of price of sale, notes and obligations of all kinds and every description;

To take and to hold hypothecs, liens, and charges to secure payment of the purchase price of any part unpaid, or balance of the purchase of any part of the Company's property of whatever kind sold by the Company or any money due to the Company from purchases, and to sell or otherwise to dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges and generally to engage in the borrowing and lending of moneys on all kinds of mortgages, securities and every other type of other assets, and to deal in all kinds of secondary or junior mortgage finance;

To build, own, lease, maintain, and operate, all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences, usual or necessary, or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith;

To act as agents or attorneys for the management of Estates, the sale or management of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interest, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking of investigations, valuations of any kind, sale, exchange, leases, subdivision, and the like;

To hypothecate, pledge, or otherwise affect the moveable or immoveable property or the Company, to secure the payment of loans of the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the Company;

To borrow money on the credit of the Company, by the issue of bonds, debentures or otherwise;

To carry on loan and investment operations of every kind, excepting the business of Banking;

To carry on any other business or enterprise which may seem to the Company capable of being conveniently or advantageously carried on in connection with the business and objects of the Company, and to acquire, purchase, lease and operate the business, property or undertaking in whole or in part of any Company, firm, or individual carrying on any business similar or incidental to the business of this Company, or being capable of being operated in connection therewith, or which may be deemed beneficial or profitable to the Company

To purchase, lease, exchange, or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable properties which the Company may deem necessary or useful for its business or operation, including trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises, and rights and privileges of any kind whatsoever;

To amalgamate or enter into any agreement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this Company is authorized to carry on or any business or transaction capable of being conducted so as to benefit this Company;

To subscribe for, receive, or in any way to purchase or acquire the shares and securities of

gnie ou les accepter, en paiement total ou partiel du prix d'achat ou considération d'une vente, location, concession, ou autre disposition de toute propriété, droits ou obligations qui peuvent être détenus ou possédés par ou dûs à cette compagnie, et telles actions et valeurs, détenir, voter, nantir, vendre, revendre ou autrement négocier comme cette compagnie le jugera convenable;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement acquittées toutes actions, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement total ou partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu d'iceux, ou autrement;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que la compagnie est par la Loi autorisée à émettre;

Vendre, nantir, donner en gage, hypothéquer, aliéner, transférer, louer ou autrement disposer à toute compagnie, société ou personne aucune ou toutes les propriétés mobilières ou immobilières présentes ou futures, et droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, et accepter en considération d'iceux, des actions, débetures, bons ou valeurs de toutes sortes, et à tels termes et conditions que cette compagnie croira profitable d'accepter en aucun temps;

Prêter ou avancer des deniers ou garantir les contrats ou indemniser ou se porter garants ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu, et placer aucun des deniers de cette compagnie dans ou sur toutes propriétés mobilières ou immobilières et telles autres entreprises ou valeurs comme cette compagnie le jugera, de temps à autre, convenable;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou à être rendus, soit professionnels ou autrement, pour ou concernant la formation ou promotion de cette compagnie, la conduite de son commerce;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, sur telles valeurs et de telle manière qui seront de temps à autre déterminées;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, de temps à autre, au moyen de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toutes espèces, actions, obligations, débetures, valeurs et autres propriétés appartenant à la compagnie;

Faire toutes les choses susdites et toutes autres choses qui seront avantageuses ou connexes aux objets susdits, soit comme principaux ou agents;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, à l'exception des employés actuels et anciens employés, qui sont actionnaires de la compagnie, et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi, et de plus, aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Town Planned Sites, Limited";

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en trois mille (3,000) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce est de quinze mille dollars (\$15,000.00).

Il est, par les présentes, ordonné et déclaré que, si autorisés par règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assem-

any Company, or to accept the same in whole or in part payment of the price or consideration of a sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or obligations which may be held or enjoyed by, or due to this Company, and such shares and securities, to hold, vote upon, pledge, sell, or otherwise deal with as this Company may see fit;

To issue, hand over, and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof, or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property movable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate transfer, lease or otherwise dispose of, to any company, partnership or person, of any or all of the property moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, and to accept in consideration thereof, shares, debentures, bonds, or securities of any kind, or upon such terms and conditions as this Company may see fit at any time to accept;

To lend or advance moneys to, or guarantee the contracts of, or indemnify, or become security for, or otherwise assist any Company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this Company in or upon any property moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this Company may from time to time deem expedient;

To remunerate any person or Company for services rendered or to be rendered, either professional or otherwise, in or about the formation or promotion of this Company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the Company, from time to time, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any specie, shares, bonds, debentures, securities, and other property belonging to the Company;

To do all the above things, and all other things as are incidental or conducive to the above objects, whether as Principals or Agents;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty, exclusive of any present or past employees who may be shareholders of the Company, and who may continue so to be after leaving its employ, and moreover, no appeal shall be made to the public to subscribe to its shares, under the name of "Town Planned Sites, Limited";

The capital of the Company will be divided into three thousand (3,000) shares having no par value and the amount with which the Company will carry on its business is fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the Company, represented at a general

blée générale dûment convoquée pour considérer le dit règlement, les directeurs peuvent de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres valeurs de la compagnie, et les nantir ou les vendre pour telles sommes et à tels prix, de la manière qui sera jugée convenable;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, donner en gage ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins et constituer l'hypothèque, le mortgage, ou gage mentionnés dans ce sous-paragraphé par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs spéciaux de certaines corporations (ch. 227, S. R. Q., 1925), ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou donner en gage les propriétés immobilières de la compagnie, ou nantir ou autrement affecter les propriétés immobilières, ou donner toute telle garantie pour garantir le paiement des prêts faits autrement que par l'émission de débetures, ainsi que le paiement ou la réalisation de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Rien de ce qui est contenu dans cette clause ne pourra limiter ou restreindre l'emprunt de deniers par la compagnie, sur lettres de change ou billets à ordre, faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7151 C.-J. SIMARD.

meeting duly called for considering the by-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Issue debentures or other securities of the Company, and pledge or sell same for such sums, and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the Company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this subparagraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, (ch. 227, R. S. Q., 1925), or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the Company, or pledge, or otherwise affect the immoveable properties, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract, or obligation of the Company;

Nothing in this Clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the Company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7152 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Barry and Finlay, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du troisième jour de décembre 1929, changeant le nom de la compagnie "Barry and Conrad, Limited", en celui de "Barry and Finlay, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7155 C.-J. SIMARD.

"Brown Investments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de décembre 1929, à la compagnie "Brown Investments, Limited," réduisant son capital comme suit, savoir:

Que le capital-actions de la compagnie soit réduit de la somme de dix mille (10,000) actions à la somme de sept mille (7,000) actions par la cancellation de trois mille (3,000) actions entière-

Supplementary Letters Patent

"Barry and Finlay, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing the date third day of December, 1929, changing the name of the company "Barry and Conrad, Limited", to that of "Barry and Finlay, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7156 Assistant Provincial Secretary.

"Brown Investments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1929, to the Company "Brown Investments, Limited", reducing its capital as follows, to wit:

That the share capital of the Company be reduced from ten thousand (10,000) shares to seven thousand (7,000) shares by the cancellation of three thousand (3,000) fully paid shares inasmuch

ment acquittées parce que les trois mille (3,000) actions ainsi annulées ne sont plus représentées par un actif disponible.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7157 C.-J. SIMARD.

as the three thousand (3,000) shares so cancelled are no longer represented by available assets.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7158 Assistant Provincial Secretary.

"Dufresne Construction Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sixième jour de novembre 1929, à la compagnie "Dufresne Construction Company, Limited", ratifiant un règlement de la compagnie comme suit, à savoir:

Changer toutes les actions antérieurement autorisées avec une valeur au pair, à savoir: cinq mille actions d'une valeur au pair de \$100.00, chacune en quarante mille actions sans valeur nominale ou au pair;

Que lors de la demande pour l'émission des lettres patentes supplémentaires susdites, le Président et le Secrétaire soient et sont, par les présentes, autorisés à demander d'insérer dans les dites lettres patentes supplémentaires d'une clause à l'effet que le montant avec lequel la compagnie exercera ses opérations, après l'émission des dites lettres patentes supplémentaires, ne soit pas moins que \$200,000.00;

Que lors de l'émission des lettres patentes supplémentaires, comme susdit, il soit émis à chaque détenteur enregistré d'actions entièrement libérées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune du capital-actions de la compagnie, tel qu'actuellement constitué, huit actions entièrement acquittées, sans valeur nominale pour chaque dite action enregistrée au nom de tel détenteur; que chaque détenteur enregistré d'actions entièrement acquittées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, à et après la date fixée par les directeurs, livre le certificat ou les certificats, représentant telles actions entièrement acquittées de \$100.00 chacune au Secrétaire de la compagnie, à son bureau principal et sur telle livraison il aura le droit de recevoir un certificat ou des certificats pour huit actions entièrement acquittées dans la valeur nominale ou au pair pour chaque action entièrement acquittée d'une valeur au pair de \$100.00 représentée par le certificat ou les certificats pour les dites actions ainsi livrées.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7159 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Rousseau, Limitée—The Rousseau Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du cinquième jour de décembre 1929, à "La Compagnie Rousseau Limitée—The Rousseau Company, Limited", augmentant ses pouvoirs comme suit, savoir:

Garantir, donner des garanties et se porter garants pour le paiement de billets à ordre, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu, avec lesquels la compagnie a des relations d'affaires.

"Dufresne Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1929, to the Company: "Dufresne Construction Company, Limited", ratifying a By-law of the Company as follows, to wit:

Changing all the previously authorized shares with par value, namely, five thousand shares of the par value of \$100.00 each, into forty thousand shares without nominal or par value;

That upon the application for the issue of the supplementary letters patent aforesaid, the President and the Secretary be and they are hereby authorized to ask for the insertion in the said supplementary letters patent of a clause to the effect that the amount with which the Company will carry on its operations after the issue of such supplementary letters patent shall be not less than \$200,000.00;

That upon the issuance of supplementary letters patent as aforesaid, there be issued to each registered holder of fully paid up shares of the par value of \$100.00 each of the capital stock of the Company as now constituted eight fully paid up shares without par value for each such share in respect of which such holder is registered; that each registered holder of fully paid up shares of the par value of \$100.00 each shall, on and after a date to be fixed by the directors, surrender the certificate or certificates representing such fully paid up shares of \$100.00 each to the Secretary of the Company, at its head office, and on such surrender shall be entitled to receive a certificate or certificates for eight fully paid up shares without nominal or par value for each fully paid up shares of the par value of \$100.00 represented by the certificate or certificates for such shares so surrendered.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1929.

C. J. SIMARD,
7160 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Rousseau, Limitée—The Rousseau Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1929, to "La Compagnie Rousseau, Limitée—The Rousseau Company, Limited", increasing its powers as follows, to wit:

To guarantee and give security and become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the company may have business dealings.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce cinquième jour de décembre 1929.

C. J. SIMARD,
7161 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Post Graduate Hospital".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 204 et 30, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de novembre 1929, à la compagnie "Montreal Post Graduate Hospital", modifiant les lettres patentes originaires comme suit, savoir:

"Que le paragraphe "B" des lettres patentes qui ont été accordées à cette corporation le 14 mars 1927, et qui constituent la charte de cette corporation, soient amendées en ajoutant à la fin de ce paragraphe les mots suivants: "Sous la réserve cependant, qu'aucun membre, officier ou préposé de la corporation ne pourra exercer la médecine au sens de la loi médicale de Québec, savoir: le chapitre 213 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1925, auprès des personnes admises dans les établissements dépendant de la dite corporation, sans être dûment qualifié à cette fin, conformément à la dite loi."

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce trentième jour de novembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7163 C.-J. SIMARD.

"Railway Exchange Building Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de décembre 1929, à la compagnie "Railway Exchange Building Company", ratifiant un règlement de la compagnie, augmentant son capital, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de sept cent cinquante (750) actions privilégiées, cumulatives, avec droit de participation à 7% d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, et de sept cent cinquante (750) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, portant la capitalisation de la compagnie, après telle augmentation, à trois mille cinq cents (3,500) actions privilégiées, cumulatives avec droit de participation à 7%, d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, et trois mille cinq cents (3,500) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair;

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie exercera son industrie sera de cent quatre-vingt-huit mille sept cent dollars (\$188,700.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce sixième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7165 C.-J. SIMARD.

Assurances

Avis est par le présent donné que "The National-Liverpool Insurance Company" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance "feu, dégâts causés par les arroseurs automatiques, les oura-

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fifth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7162 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Post Graduate Hospital".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 204 and 30, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1929, to the company "Montreal Post Graduate Hospital", modifying the original letters patent, as follows, to wit:

"That paragraph "B" of the letters patent, issued to this corporation on the 14th of March, 1927, and which constitute the charter of the said corporation, be amended by the addition, at the end of such paragraph, of the following words: "Under reserve however, that no member, officer or representative of the corporation shall practice medicine within the meaning of the Quebec Medical Act, namely: Chapter 213 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, on persons admitted in the establishments depending on the said corporation, without being duly qualified for such purpose, in conformity with the said act."

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this thirtieth day of November, 1929.

C. J. SIMARD,
7164 Assistant Provincial Secretary.

"Railway Exchange Building Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1929, to the Company "Railway Exchange Building Company", ratifying a By-law of the Company, increasing its capital as follows, to wit:

That the capital stock of the Company be increased by seven hundred and fifty (750) 7% Cumulative participating preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and seven hundred and fifty (750) common shares without nominal or par value making the capitalization of the Company, after said increase, three thousand five hundred (3,500) 7% cumulative participating preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and three thousand five hundred (3,500) common shares without nominal or par value.

The amount of capital stock with which the company will carry on business will be one hundred and eighty eight thousand seven hundred dollars (\$188,700.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this sixth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7166 Assistant Provincial Secretary.

Insurances

Notice is hereby given that "The National-Liverpool Insurance Company" has been registered and licensed to transact, throughout the Province of Quebec, the business of "Fire Insurance, Sprinkler leakage Insurance, Tornado

gans, contre les dommages d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre", le et après le neuvième jour de décembre, 1929.

Le nom et l'adresse du principal agent ou officier pour la province, sont: Monsieur Lewis Laing, 625 rue Dorchester ouest, Montréal.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce troisième jour de décembre, 1929.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 7207-51-2

Insurance, Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas", on and after the Ninth day of December, 1929.

The name and address of the Chief Agent or Officer for the Province, are: Mr. Lewis Laing, 625 Dorchester St. West, Montreal.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this Thirteenth day of December, 1929.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 7208-51-2

Demandes à la Législature

"ANGLO-CANADIAN INSURANCE CORPORATION, LIMITED".

Avis est par les présentes donné "qu'Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited", dûment incorporée en vertu de la Loi des Assurances de Québec, ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

1. Faire ratifier et valider en autant que besoin est, une résolution passée par les directeurs de la compagnie à leur assemblée du 5 décembre 1929, subséquemment sanctionnée par les actionnaires;

2. Demander tous remèdes ou légalisation ou rectification touchant l'un ou l'autre des sujets mentionnés en la dite résolution, ainsi que tous autres remèdes qui pourraient être jugés opportuns pour la compagnie et dans son intérêt.

Montréal, le 11 décembre 1929.
Les procureurs de la requérante,
7189-51-4 LAMOTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Beauharnois Light, Heat & Power Company", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte pour définir plus clairement et augmenter ses pouvoirs d'expropriation, pour pourvoir à l'émission d'obligations payables en monnaie étrangère et pour autres fins.

Montréal, le 14 décembre 1929.
Les procureurs de la requérante,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.
7191-51-5

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, "La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec" dûment constituée en corporation et ayant son siège social à Québec, demandera l'adoption d'une loi aux fins suivantes: pour amender sa charte de manière à augmenter le chiffre des propriétés mobilières et immobilières qu'elle a droit de posséder; lui donner le pouvoir de contracter des emprunts; lui donner le pouvoir d'hypothéquer et nantir ses biens et de donner des garanties de toute nature; et mieux préciser et définir ses titres, droits et pouvoirs.

Les procureurs de la requérante,
BAILLARGEON, BELLEAU, HUDON & FORTIER.
7195-51-4

Applications to the Legislature

"ANGLO-CANADIAN INSURANCE CORPORATION, LIMITED".

Notice is hereby given that "Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited", duly incorporated under the Quebec Insurance Act, having its chief place of business in the city of Montreal, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To ratify and validate in so far as need be, a resolution passed by the Directors of the Company at their meeting held on the 5th. of December, 1929, and subsequently sanctioned by the shareholders;

2. To ask all remedies or legalization or rectification relating to any one of the subjects mentioned in said resolution, as well as all other remedies which may be judged expedient to the Company and in its interest.

Montreal, 11th December, 1929.
LAMOthe, GADBOIS & CHARBONNEAU,
7190-51-4 Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that "Beauharnois Light, Heat & Power Company" will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to amend its charter by defining more clearly and enlarging its expropriation powers, providing for the issue of bonds payable in foreign currency and for other purposes.

Montreal, December 14th., 1929.
GEOFFRION & PRUD'HOMME,
7192-51-5 Solicitors for Applicant.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, "La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec", duly incorporated and having its place of business at Quebec, will ask for the adoption of a law for the following purposes: to amend its charter so that the amount of moveable and immoveable property, moneys or moveable effects that it has the right to acquire and dispose of be increased; obtain the power to contract loans; obtain the power to hypothecate and pledge its assets and to give securities of any nature; and to better specify and determine its rights, titles and powers.

BAILLARGEON, BELLEAU, HUDON & FORTIER.
7196-51-4 Attorneys for Appellant.

Avis public est par les présentes donné que M. Paul Allard, chirurgien-dentiste, de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir la passation d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec, à lui permettre de pratiquer sa profession de Chirurgien-Dentiste, dans la Province de Québec, après examen pour la pratique, mais sans examen pour admission à l'étude.

Montréal, le 16 décembre, 1929.

Les procureurs du requérant,
7197-51-4 ST-GERMAIN & HARDY.

Public notice is hereby given that Paul Allard, Dental Surgeon, of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for obtaining the passing of an act, to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him to the practise of the profession of Dental Surgeon, in the Province of Quebec, after examination for practise, but without examination for admission to the study.

Montreal, December the 16th, 1929.

ST-GERMAIN & HARDY,
7198-51-4 Attorneys for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant une compagnie sous le nom de "Beauharnois Railway Company", avec pouvoir de construire, maintenir et opérer un chemin de fer dans le comté de Beauharnois, partant de certains points sur le lac Saint-Louis, à ou près de Beauharnois ou Melocheville, jusqu'à certains points sur le lac Saint-François à Hungry Bay, s'étendant sur chaque côté du canal hydraulique et de navigation en cours de construction par Beauharnois Light, Heat & Power Company et traversant ledit canal à une ou à chacune de ses extrémités, se raccordant avec les lignes des chemins de fer du Canadien National et du New York Central Railway, employant comme force motrice la vapeur ou l'électricité ou toute autre force motrice, avec tous les pouvoirs nécessaires ou incidents pour promouvoir et faire les affaires de telle compagnie, pour construire et exploiter son chemin de fer ainsi que des embranchements et des extensions, avec pouvoir de construire, maintenir et opérer le long de son chemin de fer des lignes de télégraphe et de téléphone, d'organiser des industries sur le parcours dudit chemin de fer, de construire, acquérir, louer des quais, docks, élévateurs, entrepôts, hôtels, restaurants, d'acquérir des terres, droits, privilèges et servitudes, de faire des contrats avec toute autre compagnie de chemin de fer et de faire tout ce qui est nécessaire pour les fins de ses affaires.

Ladite compagnie devant avoir son principal siège d'affaires dans la cité de Montréal.

Montréal, le 16 décembre, 1929.

Les procureurs des requérants,
7199-51-5 GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Notice is hereby given that an application will be made at the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Beauharnois Railway Company", with power to construct, maintain, and operate a railway in the county of Beauharnois, from points on lake Saint Louis, or near Beauharnois or Melocheville, to points on lake Saint Francis at Hungry Bay, running on both sides of the power and navigation canal being built by Beauharnois Light, Heat & Power Company and across the said canal at either end or both ends, connecting with the lines of the Canadian National Railways and the New York Central Railway, using as motive power steam or electricity and or other motive power, with all powers necessary or incidental to the promotion and carrying on of the business of such company, the building and operating of its railway and of branches and extensions thereof, with power to construct, maintain and operate telegraph and telephone lines along such railway; to organize industries along the course of such railway; to build, purchase or lease wharves, docks, elevators, warehouses, hotels, restaurants; to acquire lands, rights, easements and privileges; to enter into agreements with any other railway company and to do anything necessary for the purpose of its business.

The said company to have its head-office in the city of Montreal.

Montreal, December 16th, 1929.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
7200-51-5 Attorneys for Applicant.

Avis est par les présentes donné que les héritiers de la succession de feu Eusèbe Labelle, en son vivant manufacturier, de Pont Viau, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de changer certaines dispositions testamentaires du dit feu Eusèbe Labelle, pour anticiper le paiement du montant capital payable aux dits héritiers et en augmenter le dit montant, pour aussi anticiper le paiement aux dits héritiers des revenus de la dite succession et autres fins.

Montréal, 16 décembre, 1929.

Les avocats des requérants,
ST-GERMAIN & ST-GERMAIN.
7201-51-4

Notice is hereby given that the heirs of the estate of the late Eusèbe Labelle, in his lifetime manufacturer, of Pont Viau, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to change certain testamentary provisions of the said late Eusèbe Labelle, to anticipate the payment of the capital amount payable to the said heirs and to increase the said amount thereof, to also anticipate the payment to the said heirs of the revenue of the said estate and other purposes.

Montreal, December 16, 1929.

ST-GERMAIN & ST-GERMAIN,
7202-51-4 Attorneys for applicants.

Avis public est par le présent donné que la Ville Lasalle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 2, George V, chapitre 73 et amendements, aux fins: 1° d'autoriser la ville à organiser un service de transport ou à subventionner toute

Public notice is hereby given that the Town of Lasalle with apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter the Act 2, George V, chapter 73 and amendments thereto, for the following purposes: 1° to authorize the town to organize a transportation service or to

personne ou compagnie qui opérera un service de transport des voyageurs dans les rues de la ville et fera raccorder avec les services de transport existants dans les municipalités voisines; 2° d'autoriser la ville à poser et maintenir l'aqueduc et les égouts sous les rues et ruelles privées ou projetées et homologués sans payer d'indemnité aux propriétaires du terrain pour l'usage et la possession de ces rues et ruelles et d'autoriser la ville à répartir ces travaux comme dans le cas de rues publiques; 3° d'accorder le droit de vote aux compagnies dans les élections municipales;— et pour autres fins.

Lasalle, 16 décembre, 1929.

Le procureur de la ville Lasalle,
7203—51-4 A.-S. PELLETIER.

Avis est par les présentes donné, que Victor Capelovitch, pharmacien, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à l'assemblée de la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son surnom de Capelovitch en celui de Cape.

Daté à Montréal, ce sixième jour de décembre 1929.

Le procureur du requérant,
6987—50-4 BERNARD FIGLER.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, Gédéon Fredette, fils, bourgeois, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, en sa qualité de curateur à la substitution créée par un acte de donation de Gédéon Fredette, père, et de Césarie Dubois, son épouse à Emile Fredette, bourgeois, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, le dit Emile Fredette, grevé de substitution, en vertu du dit acte de donation et en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Françoise Fredette, Lorraine Fredette, Suzanne Fredette et Paul Emile Fredette, Laurianne Fredette, épouse commune en biens de Georges Marien, avocat et le dit Georges Marien, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la ville d'Iberville, district d'Iberville, présenteront un bill privé pour être autorisé à vendre un terrain situé dans la cité de Saint-Jean, connu et désigné sous les numéros 1099 à 1134 inclusivement du cadastre officiel de la dite cité de Saint-Jean, le dit terrain étant substitué par un acte de donation de Gédéon Fredette, père, et de Césarie Dubois, son épouse, à Emile Fredette, fait et passé le 21 déc. 1911, par Mtre A.-N. Deland, N.P., à Saint-Jean, district d'Iberville.

Saint-Jean, le 4 décembre 1929.

Le procurer des requérants,
6989—50-4 GEORGES MARIEN.

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et ses amendements et pour spécialement en ce qui concerne:

La responsabilité des occupants pour le paiement des taxes;

L'imposition de taxes spéciales de certains services municipaux;

La perception de taxes scolaires;

La réglementation des avis publics, et la vitesse des véhicules dans les ruelles et l'entretien de certaines propriétés;

La ré-imposition des taxes sur les lots subdivisés;

La réglementation et la taxation de certains établissements et entreprises industriels et commerciaux;

subsidize any person or company who may operate a transportation service for passengers in the streets of the town and may connect with the transportation services existing in the neighbouring municipalities; 2° to authorize the town to lay and maintain the waterworks and the sewers under the private or projected and homologated streets and lanes without paying any indemnity to the proprietors of the land for the use and possession of such streets and lanes and to authorize the town to assess such work as in the case of public streets; 3° to grant the right to vote to companies in municipal election; and for other purposes.

Lasalle, December 16, 1929.

A. S. PELLETIER,
7204—51-4 Attorney for Town of Lasalle.

Notice is hereby given by Victor Capelovitch, pharmacist of the City and District of Montreal, that he will apply to the Legislative Assembly at its next session sitting to pass a Bill allowing the change of his surname from Capelovitch to Cape.

Dated at Montreal, this 6th day of December, 1929.

BERNARD FIGLER,
6988—50-4 Attorney for Applicant.

Public notice is hereby given that at the next Session of the Leg. of the Prov. of Quebec, Gedeon Fredette, Jr., of the city of St. John's, district of Iberville, in his quality of curator to the substitution created by Gedeon Fredette, sr., to Emile Fredette, gentleman, of the city of St. John's, district of Iberville, the said Emile Fredette, institute under substitution in virtue of the said deed, and in his quality of tutor to his minor children: Francoise Fredette, Lorraine Fredette, Suzanne Fredette, Paul Emile Fredette, Laurianne Fredette, wife as to propriety of Georges Marien, lawyer, the said Georges Marien, to authorized his wife for the purposes hereof both of the town of Iberville, district of Iberville, will present a private bill to be authorized to sell an immovable situated in the city of St. John's known and designated as lots No. 1099 to 1134 inclusively on the official book of reference of the city of St. John's, district of Iberville, the said immovable being substituted to Emile Fredette, in a deed of gift executed by A. N. Deland, N.P., of the city of St. John's, district of Iberville, on September, 21st, 1911.

St. John's December, the 4th, 1929.

GEORGES MARIEN,
6990—50-4 Attorney for Petioners.

Public notice is hereby given that the City of Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its charter and amendments thereto more especially in relation to:

The liability of occupants for the payment of taxes;

The imposition as special taxes of certain municipal services;

The collection of school taxes;

The regulation of public notices, of the speed of vehicles in lanes and of the upkeep of certain properties;

The re-imposition of taxes on subdivided lots;

The regulation and taxation of certain industrial and commercial establishments and undertakings;

L'attribution de la cité de certaines pénalités;
L'imposition, sur les lots qui bénéficient d'une servitude, des taxes imposées sur les lots ou parties de lots adjacents affectés à telles servitudes seulement et pour d'autres fins;
Montréal, le 9 décembre 1929.

Les procureurs de la requérante,
BEAUBIEN, LAMARCHE & MICHAUD.
6997—50-4

Avis est donné que La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquière s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi étendant le délai pour la terminaison des travaux de la compagnie.

Les procureurs de la requérante,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.
Montréal, le 10 décembre 1929. 7003—50-5

Avis public est, par les présentes, donné que la corporation "University Club of Montreal", constituée en corporation par lettres patentes émises sous le Grand Sceau de la province de Québec, le 8 novembre 1907, et amendée par la Loi 8 Edouard VII, chapitre 155, et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un Loi amendant la Loi 8 Edouard VII, chapitre 155, et augmentant ainsi la valeur totale des propriétés mobilières et immobilières qu'elle est autorisée à acquérir, posséder, d'aliéner et de disposer autrement, et d'augmenter le montant qu'elle est autorisée à emprunter.

Les procureurs de la requérante,
FLEET, PHELAN, FLEET,
ROBERTSON & ABBOTT.
Montréal, le 10 décembre 1929. 7017—50-4

Avis est par les présentes donné que Joseph Allard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Nicholas, comté de Lévis, fera application à la prochaine session de la Législature de Québec pour la passation d'une loi pour faire ratifier un acte de vente qui lui a été consenti par les Prothonotaires du district de Montcalm, sur des procédures à la requête de Evans Duval, dentiste, du village de Montcalm, et se rapportant aux lots connus et désignés comme étant les lots 93 et 94 du cadastre de la paroisse de Saint-Nicholas, et autres fins qu'il appartiendra.

Les procureurs du pétitionnaire,
CHAUVEAU, RIVARD & BLAIS.
Québec, ce 6 décembre 1929. 7019—50-4

Avis est par le présent donné que le Bureau de Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des pouvoirs d'emprunts sur débetures.

Le secrétaire-trésorier du Bureau de Commissaires d'Écoles C.R. de la cité de Québec,
ANTOINE-C. TASCHEREAU.
Québec, 10 décembre 1929. 7029—50-4

Avis public est par les présentes donné, que la Commission des Écoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui régissent cette corporation et notamment l'autorisation: a) d'un pouvoir d'emprunt n'excedant pas deux millions cinq cent mille dollars (\$2,500,000.00); b) notwithstanding les règlements municipaux, de construire éventuellement des écoles de deux étages, non à l'épreuve du feu.

The attribution to the City of certain fines;
The assessment on lots benefitting from a servitude of the taxes imposed on adjoining lots or parts of lots affected to such servitude only, and other purposes.

Montréal, December 9, 1929.

BEAUBIEN, LAMARCHE & MICHAUD,
Attorneys for Petitioner.
6998—50-4

Notice is hereby given that The Alma & Jonquière Railway Company, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, to obtain an Act to extend the time for the completion of the company's works.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, December 10th, 1929. 7004—50-5

Public notice is hereby given that University Club of Montreal, a corporation incorporated by Letters Patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec granted on the 8th November 1907, and amended by Act 8 Edward VII, chapter 155, and having its principal establishment in the city of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend the said Act 8 Edward VII, chapter 155, and thereby to increase the total value of the movable and immovable property which it is authorized to acquire, hold, alienate or otherwise dispose of, and to increase the amount which it is authorized to borrow.

FLEET, PHELAN, FLEET,
ROBERTSON & ABBOTT,
Solicitors for Applicant.
Montreal, December 10th, 1929. 7018—50-4

Notice is hereby given that Joseph Allard, farmer, of Saint Nicholas, county of Lévis, will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an act ratifying a deed of sale to him by the Prothonotaries of the District of Montcalm, on a proceeding upon the petition of Evans Duval, dentist, of the village of Montcalm, district of Montcalm, of lots known and designated as lots 93 & 94 of the official cadastral of the parish of Saint-Nicholas, county of Lévis, and other purposes as it may appertain.

CHAUVEAU, RIVARD & BLAIS,
Attorneys for Petitioner.
Quebec, December 6th, 1929. 7020—50-4

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the obtaining of borrowing powers on debentures.

ANTOINE-C. TASCHEREAU,
Secretary-Treasurer of the Board of R.C. School Commissioners of the City of Quebec.
Quebec, December 10th, 1929. 7030—50-4

Public notice is hereby given, that the Catholic School Commission of Montreal will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining certain amendments to the laws governing the said corporation and notably authorization: a) for borrowing power not exceeding two million five hundred thousand dollars (\$2,500,000.00); b) notwithstanding the municipal by-laws, to construct eventually two story schools, not fire proof.

Montréal, ce dixième jour de décembre, mil neuf cent vingt-neuf.

Le procureur de la requérante,
7039—50-4 JEAN CASGRAIN.

Avis public est par les présentes donné que MM. Gilbert Brabant, Napoléon Dandenault, Hector Charette, Joseph-Aimé Demers, Tancred Pettigrew *et al*, tous membres retraités de la force constabulaire et policière de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale augmentant la pension qu'ils reçoivent actuellement de la cité de Montréal, et leur accordant tous les droits nécessaires pour faire valoir à l'encontre de la dite cité le bénéfice de cette augmentation de pension, depuis la date de leur mise à la retraite, et pour toutes autres fins.

Les procureurs des requérants,
7041—50-4 BEAULIEU, GOUIN,
MERCIER & TELLIER.

Avis public est par les présentes donné que M. Raymond Masson, sculpteur, de la cité d'Outremont, district de Montréal, M. Joseph-Maurice Bastien, avocat, M. Alphonse Milette, administrateur, ces deux derniers des cité et district de Montréal, et M. Roderick B. Masson, industriel, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et de fiduciaires de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale confirmant, validant et ratifiant un acte passé devant M^{re} Victor Morin, N.P., le 21 avril 1920, enregistré sous le No 165829, comportant vente par les exécuteurs testamentaires de la succession Masson à la Banque Royale du Canada, d'un immeuble portant les Nos 1144-D-5 et 1144-D-4, du cadastre du quartier Saint-Antoine, et aussi une vente entre les mêmes parties, devant le même notaire, d'un autre immeuble portant les Nos 1144-D-3, 1144-D-2 et 1144-D-1 du même cadastre, avec les bâtisses portant les Nos 1116 à 1132 de la Côte du Beaver Hall, dans la cité de Montréal, et pour autres fins.

Les procureurs des requérants,
7043—50-4 BEAULIEU, GOUIN,
MERCIER & TELLIER.

Avis est par les présentes donné que Dame Régina Gougeon, épouse de Joseph Trudel, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de Village de Sainte-Rose, Marie-Alice Trudel, épouse de J.-Napoléon Jasmin, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la Cité de Montréal, Yvonne Trudel, fille majeure, Georges Trudel, tous deux du Village de Sainte-Rose, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi autorisant Dame Régina Gougeon, en sa qualité de grevée de substitution de feu Maurice Gougeon, en son vivant cultivateur du Coteau Saint-Pierre, paroisse de Montréal, et les autres personnes ci-dessus mentionnées en leur qualité d'appelés à la dite substitution, à emprunter la somme de \$40,000.00 et à hypothéquer comme garantie du remboursement de cet emprunt les immeubles détenus par la dite Dame Régina Gougeon en sa qualité de grevée de substitution, et pour autres fins.

Montréal, 11 décembre, 1929.
Le procureur des requérants,
7045—50-4 ALPHONSE DECARY.

Montreal, this tenth day of December, nineteen hundred and twenty nine.

JEAN CASGRAIN,
7040—50-4 Attorney for applicant.

Public notice is hereby given that Messrs. Gilbert Brabant, Napoléon Dandenault, Hector Charette, Joseph Aimé Demers, Tancred Pettigrew *et al*, all being pensioned members of the police force of the city of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, for the purpose of obtaining a special law increasing the amount of the pension they are now receiving from the city of Montreal, and granting them all the rights necessary for the purpose of claiming from the said city the benefit of the above increase of pension, from the date of their superannuation, and for other purposes.

BEAULIEU, GOUIN,
7042—50-4 MERCIER & TELLIER,
Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that Mr. Raymond Masson, sculptor, of the city of Outremont, district of Montreal, Mr. Joseph Maurice Bastien, advocate, Mr. Alphonse Milette, administrator, these two latter of the city and district of Montreal, and Mr. Roderick B. Masson, industrial, of the city of Terrebonne, district of Terrebonne, in their quality of testamentary executors and trustees of the estate of the late Honourable Joseph Masson, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, during its next session, in order to obtain a special law for the purpose of confirming, validating and ratifying a deed passed before Mr. Victor Morin, N.P., on the 21st of April 1920, registered under No. 165829, being a sale by the testamentary executors of the Masson Estate to the Royal Bank of Canada, of a property bearing Nos 1144-D-5 and 1144-D-4 of the cadastre of the Saint Antoine Ward, and also a sale between the same parties, before the same notary, of another immoveable bearing Nos 1144-D-3, 1144-D-2 and 1144-D-1 of the same cadastre, with the buildings thereon erected and bearing Nos 1116 to 1132 of the Beaver Hall Hill, in the city of Montreal, and for other purposes.

BEAULIEU, GOUIN,
7044—50-4 MERCIER & TELLIER,
Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that Dame Régina Gougeon, wife of Joseph Trudel, and the latter to authorize his wife to these presents, both of the Village of Sainte Rose, Marie Alice Trudel, wife of J. Napoléon Jasmin, and the latter to authorize his wife to these presents, both of the City of Montreal, Yvonne Trudel, spinster, Georges Trudel, both of the Village of Sainte Rose, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of an act authorizing Dame Régina Gougeon, institute under substitution of the late Maurice Gougeon, in his lifetime farmer, of Coteau Saint Pierre, parish of Montreal, and the other persons hereabove mentioned in their quality of substitutes to the said substitution, to borrow a sum of \$40,000.00 and to hypothecate as guarantee for the reimbursement of this loan the immoveables detained by the said Dame Régina Gougeon in her quality of institute to the substitution, and for other purposes.

Montreal, December 11th, 1929.
ALPHONSE DECARY,
7046—50-4 Attorney for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa session prochaine, pour obtenir un amendement à sa charte, la loi 1 Geo. V, (1ère session), chapitre 54, et aux différentes lois amendant cette charte, de façon: 1. A mieux définir le territoire constituant la municipalité régie par la dite Cité et à inclure d'une manière plus explicite dans le dit territoire la partie du lit de la rivière Saint-Maurice qui traverse tel territoire; 2. à ratifier le règlement No 274 de la Cité de Grand'Mère, adopté aux fins d'autoriser la dite Cité à emprunter la somme de \$68,000.00.

Québec, 12 décembre, 1929.

Les procureurs des requérants,
7047—50—4 DESILETS & ASSELIN.

"MONTREAL TRUST COMPANY"

Avis est par les présentes donné que "Montreal Trust Company" fera application à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour une loi amendant la Charte de la dite Compagnie à l'effet d'autoriser l'élection de tout nombre de directeurs au-dessus de cinq et de révoquer, dans la Charte de la Compagnie, la disposition limitant le nombre de ses directeurs à vingt et un.

Montréal, 29 novembre, 1929.

Les avocats du Pétitionnaire,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
6801—49—4

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Shawinigan Water & Power Company" s'adressera, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une Loi amendant sa charte en déterminant ses pouvoirs concernant l'acquisition de propriétés et droits, étendant les pouvoirs de sa charte et pour autres fins.

Montréal, le 28 novembre, 1929.

Les procureurs de la requérante,
LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE &
6803—49—4 BARCLAY.

Avis est par les présentes donné que la "Quebec and Western Railway Company" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi amendant son acte d'incorporation aux fins de fixer la Cité de Montréal comme le lieu de son principal bureau d'affaires, au lieu et place de la Cité de Québec, d'obtenir un prolongement du terme durant lequel elle pourra commencer et terminer la construction de son chemin de fer, et pour autres fins.

Montréal, le 2 décembre, 1929.

Le procureur de la requérante,
6811—49—4 RODOLPHE PARADIS.

Avis public est par les présentes donné que le "Bureau Central des Ecoles Protestantes de Montréal", adressera une requête à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, demandant qu'un bill privé soit passé dans les buts suivants: (1) De donner aux bureaux locaux sous sa juridiction le pouvoir d'exproprier des propriétés améliorées; (2) De permettre au bureau d'organiser et contrôler des fonds de pension pour les instituteurs et autres employés; (3) D'autoriser la ville de Montréal ouest de fermer le bout de rue sans sortie de l'avenue Percival, et le transporter au Bureau des Commissaires d'Ecoles Protestantes du Coteau Saint-Pierre.

Les procureurs de la requérante,
6813—49—4 CREELMAN & MACPHERSON.

Notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, for an amendment to its Charter, the Act I George V, (1st session), chapter 54, and to the different Acts amending the same, in order: 1. to better define the territory constituting the municipality under the control of the said City and to more specifically include in said territory the part of the bed of the river Saint Maurice which is situate across said territory; 2. to ratify by-law No. 274 of the City of Grand'Mère, authorizing said City to borrow a sum of \$68,000.00.

Quebec, December 12th, 1929.

DESILETS & ASSELIN.
7048—50—4 Attorneys for petitioners.

"MONTREAL TRUST COMPANY"

Notice is hereby given that "Montreal Trust Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending the Charter of the said Company by providing for the election of any number of Directors in excess of five and the repeal of the provision in the Charter of the Company limiting the number of its Directors to twenty one.

Montreal, 29th November, 1929.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for the applicant.
6802—49—4

Notice is hereby given that "The Shawinigan Water & Power Company" will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act to amend its charter by determining its powers with respect to the acquisition of property and rights, extending its charter powers and for other purposes.

Montreal, November 28th, 1929.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE &
6804—49—4 BARCLAY.
Solicitors for Applicant.

Notice is hereby given that the "Quebec and Western Railway Company" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act to amend its Charter for the purpose of fixing the City of Montreal as the place of its head office instead of the City of Quebec, and of granting an extension of time to the Company for the beginning and completion of its railway, and for other purposes.

Montreal, the 2nd of December, 1929.

RODOLPHE PARADIS,
6812—49—4 Solicitor for applicant.

Public notice is hereby given that "The Montreal Protestant Central School Board" will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, praying that a private bill be passed for the following objects: (1) To give the local boards under its jurisdiction power to expropriate property built upon; (2) To permit the Board to organize and control pension funds for teachers and other employees; (3) To authorize the town of Montreal West to close the blind end of Percival Avenue and transfer the same to the Protestant Board of School Commissioners of Coteau Saint Pierre.

CREELMAN & MACPHERSON,
6814—49—4 Solicitors for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que La Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour faire amender sa charte concernant les objets suivants: vente d'immeubles pour taxes et prescription des taxes dans les municipalités sous le contrôle de la Commission; pouvoir d'emprunt de la Commission; boulevard projeté à travers l'île de Montréal; taxe spéciale pour le coût du boulevard Pie IX dans les villes de Montréal-Nord et Saint-Michel; fonctions du secrétaire-trésorier, et autres fins.

6833—49-4

E. T. SAMPSON,
Le secrétaire-trésorier.

Public notice is hereby given that the Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have its charter amended concerning the following objects: sale of immovable property for taxes and prescription of taxes in the municipalities under the control of the Commission; borrowing power of the Commission; proposed boulevard across the Island of Montreal; special tax for the cost of Boulevard Pie IX in the towns of Montreal-Nord and Saint Michel, duties and functions of the Secretary-treasurer, and for other purposes.

6834—49-4

E. T. SAMPSON,
Secretary-treasurer.

Avis est par les présentes donné que L'Union Saint-Joseph de Drummondville, corporation légalement constituée, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

1. Faire modifier sa charte, 10 George V, chapitre 133, afin d'obtenir de plus amples pouvoirs et en particulier faire définir clairement qu'elle est autorisée à émettre les divers genres de polices et à accorder les divers avantages qui sont accordés par d'autres sociétés mutuelles ou compagnies d'assurance dans la province;

2. Faire ratifier et valider, en autant que besoin est, les actes accomplis par le bureau exécutif de la société, depuis le mois de septembre 1928, date à laquelle une convention des membres devait être tenue, jusqu'au 30 septembre 1929, date à laquelle cette convention fut effectivement tenue;

3. Ratifier et valider, en autant que besoin est, les procédures et les décisions faites et adoptées à la dite convention du 30 septembre 1929.

6835—49-4

JOSEPH MARIER,
L'avocat de la requérante.

Notice is hereby given that L'Union Saint Joseph de Drummondville, a corporate body, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To modify its charter 10 George V, chapter 133, so as to obtain more ample powers and in particular to have defined more clearly that it is authorized to issue the divers kind of policies and to grant the divers advantages which are granted by other mutual societies or insurance companies in the Province;

2. To ratify and validate, in so far as need be, the acts performed by the executive board of the society since the month of September, 1928, on which date a convention of the members was to be held, until the 30th of September, 1929, date on which such convention was effectively held.

3. To ratify and validate, in so far as need be, the proceedings and decisions made and adopted at the said convention of the 30th. of September, 1929.

6836—49-4

JOSEPH MARIER,
Advocate for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Hull s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant sa charte pour les fins suivantes:

Au sujet des avis publics et de leur publication dans les journaux; de la qualification des candidats à la charge de maire et d'échevin; de la définition du mot "immeuble"; au sujet de la vente de terrains pour redevances municipales; au sujet de l'imposition de la taxe d'affaires à diverses compagnies et spécialement des compagnies de chemin de fer, de télégraphe, de téléphone, messageries et sur les courtiers; pour soumettre les règlements d'emprunt aux électeurs à une date fixe chaque année, à l'exception des règlements pour renouvellement des débetures; au sujet du cadastre de certaines subdivisions de lots de la ville et de l'imposition des taxes sur les propriétaires; au sujet de l'heure de votation aux élections municipales et sur règlements municipaux; pour établir une commission de police; pour installer des compteurs pour l'eau dans les bâtisses; pour régler la circulation des trains de chemin de fer dans les limites de la cité; au sujet de l'exemption légale de certaines propriétés pour taxes scolaires; pour faire ratifier le contrat entre la cité de Hull et les Sœurs de la Providence, passé devant le notaire F.-A. Labelle le 7 août 1911 (No 13674).

Hull, 3 décembre 1929.

J.-WILFRID STE-MARIE,
L'aviséur légal de la cité dûment autorisé,
6879—49-4

Public notice is hereby given that the city of Hull will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a special act amending its charter for the following purposes:

Respecting public notices and their publication in the newspapers; the qualification of candidates for the office of mayor and alderman; the definition of the word "immovable"; respecting the sale of lots of land for municipal taxes due; respecting the levying of the business tax on various companies and particularly railway, telegraph, telephone express companies and on brokers; to submit the loan by-laws to the electors at a fixed date each year, with the exception of the by-laws for the renewal of debentures; respecting the cadastre of certain subdivisions of city lots and the levying of taxes on the proprietors; respecting the polling hour at the municipal elections and on municipal by-laws; to establish a police commission; to install water meters in buildings; to govern the circulation of railway trains within the city limits; respecting the legal exemption of certain property for school taxes; to have the contract ratified between the city of Hull and the Sisters of Providence passed before notary F. A. Labelle, the 7th of August, 1911 (No 13674).

Hull, December 3, 1929.

J. WILFRID STE-MARIE,
Duly authorized Legal Adviser of the city.
6880—49-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par François-Xavier Décarie, Hercule Roy, Joseph Aubertin et autres, cultivateurs de la cité de Montréal, pour l'adoption d'une loi obligeant la cité de Montréal à continuer d'évaluer à une somme déterminée les terres en culture situées dans la cité de Montréal, ainsi que les bâtisses les desservant et pour autres fins.

Montréal, 4 décembre 1929.

Le procureur des requérants,
6881—49-4 ALPHONSE DECARY.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander la passation d'une loi amendant sa charte pour obtenir les pouvoirs suivants:

Quant à ce qui concerne la composition du conseil; la date et le mode d'élection; le terme d'office des membres du conseil; les fonctions de contrôleur et de gérant; la confection des listes électorales; la composition et l'administration de la commission scolaire pour la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 4 décembre 1929.

Le greffier,
6907—49-4 ARTHUR BELIVEAU.

Avis public est par les présentes donné que Joseph Goldberg, docteur en médecine, des cité et district de Montréal, et actuellement de Binghamton, New-York, s'adressera à la Législature à la prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et des Chirurgiens de la Province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Montmagny, le 19 novembre 1929.

Les procureurs du demandeur,
6631—48-4 LAFLAMME & PARÉ.

Attendu que la Ville de Bagotville est bornée à l'est par la Baie des Ha! Ha! et que certaines propriétés et bâtiments ont été construits sur les bords de la dite Baie des Ha! Ha! et qu'un doute a surgi quant aux droits de la Ville de Bagotville, de légiférer, contrôler et taxer les dits propriétés et bâtiments.

Prenez avis qu'un Bill Privé sera présenté à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, commençant le 7 janvier 1930, dans le but de faire déclarer que la limite est de la Ville de Bagotville a toujours été et est située à la ligne de plus basse marée, sur la Baie des Ha! Ha!

Les procureurs de la requérante,
6633—48-4 ROY & CHAYER.

Avis est par les présentes donné que la Ville de Saint-Jérôme s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une Loi ratifiant un règlement de la Ville de Saint-Jérôme, adopté le 29ième jour d'août 1929, pour fixer l'évaluation municipale des propriétés détenues par la Dominion Rubber Co., Ltd., pour fins d'industrie, dans les limites de la dite Ville, à la somme de \$400,000.00 pour une période de 10 années, à partir du 1er janvier 1930.

Saint-Jérôme, ce 25 novembre 1929.

Le procureur de la Ville de Saint-Jérôme,
6647—48-4 J.-BRUNO NANTEL.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by François Xavier Décarie, Hercule Roy, Joseph Aubertin and others, farmers of the city of Montreal, for the adoption of a law obliging the city of Montreal to continue to value at a definite amount the lands under cultivation situated within the said city as also the buildings in use thereon and for other purposes.

Montreal, December 4th, 1929.

ALPHONSE DECARY,
6882—49-4 Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that the Council of the City of Trois-Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter in order to obtain the following powers:

Respecting the composition of the Council; the date and mode of election; the term of office of the members of the Council; the functions of the controller and of the manager; the preparation of the electoral lists; the composition and administration of the School Commission for the City of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, December 4, 1929.

ARTHUR BELIVEAU,
6908—49-4 Clerk.

Public notice is hereby given that Joseph Goldberg, doctor in medicine, of the city and district of Montreal, and now of Binghamton, New-York, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of a law to authorize the College of physicians and surgeons of the Province of Quebec, to admit him to the practice of the medicine, surgery and obstetrics.

Montmagny, November 19, 1929.

LAFLAMME & PARE,
6632—48-4 Attorneys for petitioner.

Whereas the Town of Bagotville is bounded on the East by the Bay des Ha! Ha! and that certain properties and buildings have been erected on the shores of the said Bay des Ha! Ha! and that a doubt has arisen as to the rights of the Town of Bagotville to legislate, control and tax the said properties and buildings.

Take notice that a Private Bill will be presented to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session commencing on January, the 7th, 1930, for a declaration that the Eastern boundary of the Town of Bagotville has always been and is situated at the line of the lowest tide on the said Bay des Ha! Ha!

ROY & CHAYER,
6634—48-4 Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that the Town of Saint Jerome will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act ratifying a by-law of the town of Saint Jérôme, adopted on the 29th day of August, 1929, to fix the municipal valuation of the properties held by the Dominion Rubber Co., Ltd., for industrial purposes, within the limits of the said town, at the sum of \$400,000.00, for a period of 10 years, from the 1st of January, 1930.

Saint Jerome, this 25th of November, 1929.

J. BRUNO NANTEL,
6648—48-4 Attorney for the Town of Saint Jerome.

SAINT FRANCIS VALLEY RAILWAY COMPANY.

Avis est, par les présentes, donné par la compagnie "Saint Francis Valley Railway Company", constituée en corporation par 3 George V, chapitre 83 et ses amendements, qu'une demande sera faite par la dite compagnie à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, confirmer ses droits et pouvoirs en vertu d'icelle, et prolonger le temps de la construction de ses lignes de chemin de fer.

Montréal, le 25 novembre, 1929.

SAINT FRANCIS VALLEY

RAILWAY COMPANY,

Par le président,

A.-P. FRIGON.

6665—48-4

Avis public est par les présentes donné, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, Willie Fredette, cultivateur de Saint-Blaise, district d'Iberville, en sa qualité de curateur à la substitution créée par un acte de donation de Gédéon Fredette, père, à Arthur Fredette, marchand de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, ledit Arthur Fredette, grevé de substitution, en vertu dudit acte, et en sa qualité de tuteur à son fils mineur, Jean-Maurice Fredette, Marguerite Fredette, fille majeure et usant de ses droits, des mêmes lieux, et Estelle Fredette, épouse séparée de biens de Georges Phaneuf, médecin, et ledit Georges Phaneuf pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, présenteront un bill privé pour être autorisés à vendre un immeuble, partie du lot 139 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Blaise, district d'Iberville, ledit immeuble étant substitué par un acte de donation de Gédéon Fredette à Arthur Fredette en date du 24 août 1901, fait par le notaire A.-N. Deland, à Saint-Jean, district d'Iberville.

Le procureur et agent des requérants,

MAURICE-J. DEMERS.

Saint-Jean, 25 novembre 1929.

6671—48-4

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie "Les Rentiers de l'Avenir", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins de changer le nom de la corporation, de pourvoir à la création d'une caisse de remboursement et d'une caisse de garantie et de modifier les pouvoirs de la corporation.

Québec, ce 17 décembre 1929.

Les procureurs de la requérante,

DEMERS, DEMERS, PRATTE & GERMAIN.

7219—51-4

Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est, par le présent, donné que la municipalité du comté de Laval s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi à l'effet de prendre à sa charge l'entretien de certains chemins, et d'appeler toutes les municipalités du comté, y compris les municipalités de villes, à contribuer à cet entretien au prorata de leur évaluation.

Sainte-Rose, le 17 décembre 1929.

Le secrétaire-trésorier du comté de Laval,

7223—51-4

J.-B. LATOUR.

SAINT FRANCIS VALLEY RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given by the Saint Francis Valley Railway Company, incorporated by 3 George V, Chapter 83 and amending acts, that an application will be made by such Company to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to amend its Charter, confirm its rights and powers thereunder, and extend the time for the construction of its railway lines.

Montreal, 25th November, 1929.

SAINT FRANCIS VALLEY

RAILWAY COMPANY,

A. P. FRIGON,

President.

6666—48-4

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Willie Fredette, farmer, of Saint Blaise, district of Iberville, in his quality of curator to the substitution created by a deed of gift by Gedeon Fredette senior, to Arthur Fredette, merchant, of the city of Saint John's, district of Iberville, the said Arthur Fredette, institute under substitution, in virtue of the said deed, and in his quality of tutor to his minor son Jean Maurice Fredette, Marguerite Fredette, spinster and in full use of her rights, of the same place, and Estelle Fredette, wife separate as to property of Georges Phaneuf, physician, and the said Georges Phaneuf, to authorize his wife for the purposes hereof, both of the city of Saint John's, district of Iberville, will present a private bill for authorization to sell an immovable, part of lot 139 on the official plan and book of reference for the parish of Saint Blaise, district of Iberville, the said immovable being substituted by a deed of gift by Gedeon Fredette to Arthur Fredette, dated August 24th, 1901, executed by A. N. Deland, notary, at Saint John's, district of Iberville.

MAURICE J. DEMERS,

Attorney and agent for the petitioners.

Saint John's, November 25th, 1929.

6672—48-4

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Public notice is hereby given that the company "Les Rentiers de l'Avenir", will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a bill for the purposes of changing the name of the Corporation, of providing for the creation of a reimbursement fund (Caisse de remboursement), of a guarantee fund (Caisse de garantie), and of amending the powers of the Corporation.

Quebec, December 17th., 1929.

DEMERS, DEMERS, PRATTE & GERMAIN,

Attorneys for the Petitioner.

7220—51-4

Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that the Municipality of the county of Laval will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an Act to take under its charge the maintenance of certain roads, and to call on all the Municipalities of the county, including the town Municipalities, to contribute to such maintenance prorata to their valuation.

Sainte Rose, December 17th., 1929.

J. B. LATOUR,

Secretary-Treasurer of the county of Laval.

7224—51-4

Avis est donné par les présentes que l'on demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte pour constituer un corps politique et incorporé sous le nom de "The Pension Fund Society of the Royal Trust Company", dans le but d'établir un fonds de pension pour le bénéfice des employés de "The Royal Trust Company" et de ses compagnies subsidiaires, et des veuves et des dépendants des employés décédés, et dans le but aussi de pourvoir à l'administration, le placement et la distribution des fonds de la Société et la réglementation de ses affaires.

Montréal, le 17 décembre 1929.

Les procureurs des requérants,
7221-51-4 MCGIBBON, MITCHELL & STAIRS.

"LES SŒURS DE LA VISITATION SAINTE-MARIE
DE LÉVIS"

Avis est par les présentes donné que "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis", feront application à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour une loi les incorporant sous ce nom, avec les droits et pouvoirs mentionnés dans leur charte.

Québec, 12 décembre, 1929.

Le procureur des pétitionnaires,
7229-51-4 ARTHUR BELANGER.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act constituting a body politic and corporate under the name "The Pension Fund Society of the Royal Trust Company", to enable a Pension Fund to be established for the benefit of employees, of "The Royal Trust Company" and its subsidiaries, and of the widows and dependents of deceased employees and to provide for the management, investment and distribution of the funds of the Society and the regulation of its affairs.

Montreal, 17th. December, 1929.

McGIBBON, MITCHELL & STAIRS,
7222-51-4 Attorneys for Applicants.

"LES SŒURS DE LA VISITATION SAINTE-MARIE
DE LÉVIS"

Notice is hereby given that "Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act incorporating them under the said name, with the rights and powers mentioned in their charter.

Quebec, December 12, 1929.

ARTHUR BELANGER,
7230-51-4 Attorney for applicants.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Québec, Dans la Cour Supérieure, No 13452. Laura Lacasse, épouse commune en biens de Pierre Moreillon, de la cité de Québec, ci-devant marchand de bois et maintenant journalier, et la dite Dame Laura Lacasse, dûment autorisée par un juge de cette cour, aux fins des présentes, demanderesse; vs Le dit Pierre Moreillon, défendeur;

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6 décembre 1929.

Québec, le 12 décembre 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
7185-51-4 ROCHETTE & ROCHETTE.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No E-58809. Dame Fabiola Mireault, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Oscar Désormeaux, industriel, du même lieu, dûment autorisée, demanderesse; vs Ledit Oscar Désormeaux, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise.

Montréal, le 10 décembre 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
7187-51-4 CHARLES-H. BERARD.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No 11242. Marguerite Fortier, épouse de Herménégilde Landry, de Saint-Zacharie, comté de Beauce, dûment autorisée à ester en justice; vs Herménégilde Landry, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-troisième jour de juillet, mil neuf cent vingt-neuf.

Saint-Georges de Beauce, novembre, le 22, 1929.

Le procureur de la demanderesse,
6795-49-4 LORENZO DUTIL.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court, No 13452. Laura Lacasse, wife common as to property of Pierre Moreillon, of the City of Quebec, formerly lumber merchant and now labourer, and the said Laura Lacasse duly authorized for the purposes hereof, by a judge of this Court, Plaintiff; vs The said Pierre Moreillon, Defendant;

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 6th. day of December, 1929.

Quebec, December 12th., 1929.

ROCHETTE & ROCHETTE,
7186-51-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-58809. Dame Fabiola Mireault, of the City of Verdun, District of Montreal, wife common as to property of Oscar Désormeaux, trader, of the same place, duly authorized, Plaintiff; vs The said Oscar Désormeaux, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been taken.

Montreal, December, 10th., 1929.

CHARLES H. BERARD,
7188-51-4 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, In the Superior Court, No. 11242. Marguerite Fortier, wife of Herménégilde Landry, of Saint Zacharie, County of Beauce, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Herménégilde Landry, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on July the 23rd., 1929.

Saint George, Beauce, November, 22, 1929.

LORENZO DUTIL,
6796-49-4 Attorney for the Plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No D-57681. Dame Bessie Pepper, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Steinfield, marchand, du même endroit, demanderesse; vs le dit Albert Steinfield, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 25e jour de novembre 1929.

Montréal, le 25 novembre 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
6797—49-4 WEINFELD & SPERBER.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 54651. Dame Catherine Shoofey, épouse de Naseeb Motter, marchand, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Naseeb Motter, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21ième jour de novembre 1929.

Montréal, le 30 novembre 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
6799—49-4 LAVERTY, HALE & LAVERTY.

Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 1109. Dame Louise Rose-Anna Forand, épouse commune en biens du défendeur, dûment autorisée, de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, District de Saint-Hyacinthe; vs Arthur Parent, cultivateur, du même lieu.

Une demande en séparation de biens a été faite en cette cause, le 21 novembre 1929.

Saint-Hyacinthe, le 3 décembre 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
6831—49-4 SAUVAGE & DUREAULT.

Cour Supérieure, district de Montréal, No C-56680. Laurence Desroches, de la paroisse Saint-Laurent, épouse de Arthur Crevier, cultivateur, du même lieu, a formé demande en séparation de biens contre son mari, le 25 novembre, 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
6843—49-4 MASSON & MASSON.

Cour Supérieure, No 8178, province de Québec, district de Richelieu. Dame Florida Pelletier, épouse commune en biens de Agenor Lambert, hôtelier, tous deux de la cité de Sorel, dit district, demanderesse; vs le dit Agenor Lambert, défendeur.

Une action en séparation de biens fut instituée en cette cause, le trois décembre 1929.

Sorel, 4 décembre 1929.

L'avocat de la demanderesse,
6877—49-4 M.-G. LAROCHELLE.

Province de Québec, district de Montréal, No F-53383, Cour Supérieure. Dame Dwojra (Vera) Kolodna, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Deckelbaum, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Abraham Deckelbaum, marchand, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, le dix-septième jour de juin 1929.

Le procureur de la demanderesse,
SAMUEL MOSKOVITCH.

Montréal, 20 juin 1929. 6617—48-4

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-57681. Dame Bessie Pepper, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Albert Steinfield, Merchant, of the same place, Plaintiff; vs The said Albert Steinfield, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on the 25th. day of November, 1929.

Montreal, November 25th., 1929.

WEINFELD & SPERBER,
6798—49-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 54651. Dame Catherine Shoofey, wife of Naseeb Motter, Merchant, of the City and District of Montreal, duly authorized to take action, Plaintiff; vs Said Naseeb Motter, Defendant.

Notice is hereby given that an action in separation as to property has been instituted in this case on the 21st day of November, 1929.

November, 30th, 1929.

LAVERTY, HALE & LAVERTY,
6800—49-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe, No. 1109. Dame Louise Rose Anna Forand, duly authorized, wife common as to property of the Defendant, of Saint Jean Baptiste de Rouville, District of Saint Hyacinthe; vs Arthur Parent, farmer, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 21st. day of November, 1929.

Saint Hyacinthe, December 3rd., 1929.

SAUVAGE & DUREAULT,
6832—49-4 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court, district of Montreal, No. C-56680. Laurence Desroches, of the parish of Saint-Laurent, wife of Arthur Crevier, farmer, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the 25th of November, 1929.

MASSON & MASSON,
6844—49-4 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, No. 8178, Province of Quebec, District of Richelieu. Dame Florida Pelletier, wife common as to property of Agenor Lambert, hotel-keeper, both of the city of Sorel, said district, plaintiff; vs the said Agenor Lambert, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the third of December, 1929.

Sorel, December 4, 1929.

M. G. LAROCHELLE,
6878—49-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-53383. Dame Dwojra (Vera) Kolodna, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Abraham Deckelbaum, of the same place, duly authorized for these presents, plaintiff; vs The said Abraham Deckelbaum, merchant, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on June 17th, 1929.

SAMUEL MOSKOVITCH,
Attorney for plaintiff.

Montreal, June 20th, 1929. 6618—48-4

Avis divers

"LA COMPAGNIE DE TELEPHONE DU NORD, LIMITED".

Extrait du Règlement numéro trente et un.
Les affaires de la Compagnie devront être administrées par un bureau de direction de trois directeurs.

Donné à Saint-Bruno-de-Guigues, ce trentième jour du mois de novembre 1929.

Le président,
HILAIRE GAUTHIER.
Le secrétaire,
J.-E. PICHE.

7175

ALBEE REALTY CORPORATION

REGLEMENT No XXII.

Un règlement pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie "Albee Realty Corporation".

Attendu que la compagnie "Albee Realty Corporation" a cessé de faire affaires, excepté pour les fins de liquider ses affaires, et qu'elle n'a ni dettes ou obligations auxquelles il n'a pas été pourvu ou qui ne sont pas protégées; et

Attendu qu'il est jugé à propos de distribuer l'actif de la corporation entre les actionnaires:

A ces causes qu'il soit décrété, et il est, par les présentes, décrété par le Règlement No XXII de la compagnie "Albee Realty Corporation", que l'actif de la compagnie soit distribué proportionnellement entre les actionnaires, le 7 janvier 1930, aux actionnaires enregistrés à ladite date.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Albee Realty Corporation" certifie, par les présentes, que le présent règlement a été dûment adopté à une assemblée des directeurs de la dite compagnie, tenue le 11 décembre 1929, à laquelle un quorum des directeurs était présent, et unanimement sanctionné et approuvé par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale tenue pour les dites fins, le dit 11 décembre 1929, à laquelle assemblée tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou représentés par fondés de pouvoir.

Montréal, le 14 décembre 1929.

Le secrétaire,
7177 G.-A. COUGHLIN.

"CANADA AMUSEMENT COMPANY".

REGLEMENT No XVIII.

Un règlement pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie "Canada Amusement Company".

Attendu que la compagnie "Canada Amusement, Company", a cessé de faire affaires, excepté pour les fins de liquider ses affaires, et qu'elle n'a ni dettes ou obligations auxquelles il n'a été pourvu ou qui ne sont pas protégées; et

Attendu qu'il est jugé à propos de distribuer l'actif de la corporation entre les actionnaires:

A ces causes, qu'il soit décrété, et il est, par les présentes, décrété par le Règlement No XVIII de la compagnie, "Canada Amusement Company" que l'actif de la compagnie soit distribué proportionnellement entre les actionnaires, le 7 janvier 1930, aux actionnaires enregistrés à ladite date.

Miscellaneous Notices

"LA COMPAGNIE DE TELEPHONE DU NORD, LIMITED".

Extract from by-law number thirty one.
The business of the company shall be managed by a board of three directors.

Given at Saint Bruno de Guigues, this thirtieth day of the month of November, 1929.

HILAIRE GAUTHIER,
President.
J. E. PICHE,
Secretary.

7176

ALBEE REALTY CORPORATION.

BY-LAW No. XXII.

A By-law to provide for the distribution of the assets of "Albee Realty Corporation".

Whereas "Albee Realty Corporation" has ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected; and

Whereas it is deemed expedient to distribute the assets of the corporation among the shareholders:

Therefore be it enacted, and it is hereby enacted as By-law No. XXII of Albee Realty Corporation, that the assets of the company be distributed rateably among the shareholders on the seventh day of January, 1930, to shareholders of record on the said date.

I, the undersigned, Secretary of Albee Realty Corporation, hereby certify that the foregoing By-law was duly passed at a meeting of the Directors of the said company, held on the 11th December, 1929, at which a quorum of the directors was present, and unanimously sanctioned and approved by the shareholders of the company at a Special General Meeting, held for the said purpose on the said 11th December, 1929, at which meeting all the shareholders of the company were present in person or represented by proxy.

Montreal, 14th December, 1929.

G. A. COUGHLIN,
7178 Secretary.

"CANADA AMUSEMENT COMPANY".

BY-LAW No. XVIII.

A by-law to provide for the distribution of the assets of "Canada Amusement Company".

Whereas "Canada Amusement Company" has ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected; and

Whereas it is deemed expedient to distribute the assets of the corporation among the shareholders:

Therefore be it enacted, and it is hereby enacted as by-law No. XVIII of "Canada Amusement Company", that the assets of the company be distributed rateably among the shareholders on the seventh day of January, 1930, to shareholders of record on the said date.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Canada Amusement, Company", certifie, par les présentes, que le présent règlement a été dûment adopté à une assemblée des directeurs de la dite compagnie tenue le 11 décembre 1929, à laquelle un quorum des directeurs était présent, et unanimement sanctionné et approuvé par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale tenue pour les dites fins, le dit 11 décembre 1929, à laquelle assemblée tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou représentés par fondés de pouvoir.

Montréal, le 14 décembre 1929.

7179 Le secrétaire,
G.-A. COUGHLIN.

"MONTREAL OPERATING COMPANY, INCORPORATED".

REGLEMENT No IX.

Un règlement pourvoyant à la distribution de l'actif de la Compagnie "Montreal Operating Company, Incorporated";

Attendu que la compagnie "Montreal Operating Company, Incorporated", a cessé de faire affaires excepté pour les fins de liquider ses affaires, et qu'elle n'a ni dettes ou obligations auxquelles il n'a pas été pourvu ou qui ne sont pas protégées; et

Attendu qu'il est jugé à propos de distribuer l'actif de la corporation entre les actionnaires:

A ces causes, qu'il soit décrété, et il est, par les présentes, décrété par le Règlement No IX de la compagnie "Montreal Operating Company, Incorporated", que l'actif de la compagnie soit distribué proportionnellement entre les actionnaires, le 7 janvier 1930, aux actionnaires enregistrés à ladite date.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Montreal Operating Company, Incorporated", certifie, par les présentes, que le présent règlement a été dûment adopté à une assemblée des directeurs de la dite compagnie tenue le 11 décembre 1929, à laquelle un quorum des directeurs était présent, et unanimement sanctionné et approuvé par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale tenue pour les dites fins, le dit 11 décembre 1929, à laquelle assemblée tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne ou représentés par fondés de pouvoir.

Montréal, le 14 décembre 1929.

7181 Le secrétaire,
G.-A. COUGHLIN.

"CHICOUTIMI FREEHOLD ESTATES, LIMITED".

Extrait du Règlement No "L".

Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit réduit de cinq à trois.

Montréal, le 10e jour de décembre 1929.

7217 Président,
GEO.-A. CAMPBELL.
Secrétaire,
W. GARTH MCMSON.

Avis est, par les présentes, donné que par un vote de la majorité des actionnaires, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée pour cette fin et tenue le 14e jour de février 1928, le capital-actions de la compagnie "The Royal Trust Company", a été augmenté de la somme d'un million de dollars (\$1,000,000.00) à la somme de deux millions de dollars (\$2,000,000.00),

I, the undersigned, Secretary of "Canada Amusement Company", hereby certify that the foregoing By-law was duly passed at a Meeting of the Directors of the said company held on the 11th. December, 1929, at which a quorum of the directors was present, and unanimously sanctioned and approved by the shareholders of the company at a Special General Meeting held for the said purpose on the said 11th. December, 1929, at which meeting all the shareholders of the company were present in person or represented by proxy.

Montreal, 14th. December, 1929.

7180 G. A. COUGHLIN,
Secretary.

"MONTREAL OPERATING COMPANY, INCORPORATED".

BY-LAW No. IX.

A By-law to provide for the distribution of the assets of "Montreal Operating Company, Incorporated".

Whereas "Montreal Operating Company, Incorporated" has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected; and

Whereas it is deemed expedient to distribute the assets of the corporation among the shareholders:

Therefore be it enacted, and it is hereby enacted as By-law No IX of "Montreal Operating Company, Incorporated", that the assets of the company be distributed rateably among the shareholders on the seventh day of January, 1930, to shareholders of record on the said date.

I, the undersigned, Secretary of "Montreal Operating Company, Incorporated", hereby certify that the foregoing By-law was duly passed at a Meeting of the Directors of the said company held on the 11th. December, 1929, at which a quorum of the directors was present, and unanimously sanctioned and approved by the shareholders of the company at a Special General Meeting held for the said purpose on the said 11th. December 1929, at which meeting all the shareholders of the company were present in person or represented by proxy.

Montreal, December 14th., 1929.

7182 G. A. COUGHLIN,
Secretary.

"CHICOUTIMI FREEHOLD ESTATES, LIMITED".

Extract from By-Law No. "L".

That the number of Directors of the Company be reduced from five to three.

Montreal, 10th day of December, 1929.

7218 GEO. A. CAMPBELL,
President.
W. GARTH MOMSON,
Secretary.

Notice is hereby given that by a vote of the majority of the shareholders at a Special General Meeting duly called for the purpose and held on the 14th day of February, 1928, the capital stock of the "Royal Trust Company" was increased from one million (\$1,000,000.00) dollars to two million (\$2,000,000.00) dollars, by the creation of ten thousand (10,000) additional shares of

par la création de dix mille (10,000) actions additionnelles d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Montréal, le 17 décembre, 1929.

7225—51-3 THE ROYAL TRUST COMPANY.

Avis est donné au public conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que "Southern Power Company, Limited", corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la cité de Montréal, se propose de demander l'autorisation de construire une usine hydro-électrique, un barrage et divers travaux accessoires sur la Rivière Saint-François, entre les paroisses de Saint-Majorique, dans le comté de Drummond, et Saint-Joachim-de-Courval, dans le comté d'Yamaska, à l'endroit appelé "Rapide Spicer", à environ six milles en bas de la ville de Drummondville.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages, et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, dans la ville de Drummondville, et aussi au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, à Saint-François-du-Lac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le premier jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Le 9 décembre 1929.

L'avocat de la requérante,
6991—50-4 JOSEPH MARIER.

the par value of one hundred (\$100.00) dollars each.

Montreal, 17th December, 1929.

7226—51-3 THE ROYAL TRUST COMPANY.

Public notice is hereby given according to article 7 of the Water-Course Act, that "Southern Canada Power Company, Limited", corporation legally constituted, having its chief business office in the city of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed an hydro-electric plant, concrete dam and other accessory works, on the St. Francis River, between the parishes of St. Majorique, in the county of Drummond, and St. Joachim de Courval, in the county of Yamaska, at the place called "Spicer Rapids", about six miles below the Town of Drummondville.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office for the County of Drummond, in the Town of Drummondville, and at the registry office of the county of Yamaska, at St-François-du-Lac.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

December 9th, 1929.

JOSEPH MARIER,
6992—50-4 Attorney for petitioner.

Bureau-chef

Chief Office

"CANADIAN PRODUCTS COMPANY, LIMITED".

Province de Québec, District des Trois-Rivières.

"Canadian Products Company, Limited", est constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du seizième jour d'octobre mil neuf cent vingt-neuf.

Sa principale place d'affaires, en la province de Québec, est à 19 rue Champflour, Trois-Rivières.

En foi de quoi, cette déclaration en duplicata est faite et signée par moi, J.-E. Bouillé, 33 rue Saint-Philippe, Trois-Rivières, secrétaire de ladite compagnie, à Trois-Rivières, le vingt-troisième jour d'octobre mil neuf cent vingt-neuf.

7183

Le secrétaire,
J.-E. BOUILLE.

"CANADIAN PRODUCTS COMPANY, LIMITED".

Province of Quebec, District of Trois Rivières.

"Canadian Products Company, Limited", was incorporated in the Province of Quebec, by letters patent granted on the sixteenth day of October nineteen twenty-nine.

Its principal place of business in the Province of Quebec is at 19 Champflour Street, Trois Rivières.

In testimony whereof, this declaration in duplicate is made and signed by me J. E. Bouille, 33 Saint Philippe Street, Trois Rivières, secretary of the said company, at Trois Rivières, on the twenty-third day of October nineteen twenty-nine.

7184

J. E. BOUILLE,
Secretary.

Chartes:—Abandon de

Charters:—Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Boulangers de Sherbrooke, Limitée—Sherbrooke Bakers, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-septième jour de juin 1919.

Avis est de plus donné qu'à compter du qua-

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Boulangers de Sherbrooke, Limitée—Sherbrooke Bakers, Limited", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of June, 1919.

Notice is also given that from and after the

torzième jour de décembre 1929, la compagnie "Les Boulangers de Sherbrooke, Limitée—Sherbrooke Bakers, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7167 C.-J. SIMARD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Keystone Securities Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatorzième jour de décembre 1929, la compagnie "The Keystone Securities Corporation" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1929.

Le sous-secrétaire de la province,
7169 C.-J. SIMARD.

"CANADIAN MERCHANDISING, LIMITED".

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Canadian Merchandising, Limited", donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de Québec, d'après l'article 25 de la dite Loi, pour obtenir la permission d'abandonner sa Charte, à compter de la date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Daté à Montréal, ce seizième jour de décembre 1929.

L'assistant-secrétaire,
7205 F.-G. BUSH.

"CLIFFORD INVESTMENT COMPANY"

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Clifford Investment Company" donne avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de Québec, en vertu de la section 25 de la dite Loi, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte à compter de la date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Daté à Montréal, ce 17e jour de décembre 1929.

Le secrétaire,
7227 C.-S. SMITH.

Minutes de notaire

Québec, le 14 décembre, 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté en conseil en date du 13 décembre, 1929, d'accorder à M. Joseph Lemieux, notaire, pratiquant et demeurant à Granby, dans le district de Bedford, la transmission des minutes, répertoire et index de M. Joseph-Léopold Dozois, de Granby, qui a cessé volontairement de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7171 ALEXANDRE DESMEULES.

fourteenth day of December, 1929, the company "Les Boulangers de Sherbrooke, Limitée—Sherbrooke Bakers, Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7168 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Keystone Securities Corporation", incorporated by letters patent dated the twenty seventh day of March, 1926.

Notice is also given that from and after the fourteenth day of December, 1929, the company "The Keystone Securities Corporation", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1929.

C. J. SIMARD,
7170 Assistant Provincial Secretary.

"CANADIAN MERCHANDISING, LIMITED".

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Canadian Merchandising, Limited", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of Quebec, under Section 25 of the said Act, for acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Montreal, this 16th. day of December, 1929.

F. G. BUSH,
7206 Assistant-Secretary.

"CLIFFORD INVESTMENT COMPANY"

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Clifford Investment Company" gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of Quebec, under Section 25 of the said Act, for acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Montreal, this 17th day of December, 1929.

C. S. SMITH,
7228 Secretary.

Notarial Minutes

Quebec, December 14th., 1929.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 13th. of December, 1929, to grant in favour of Mr. Joseph Lemieux, notary, practising and residing at Granby, in the district of Bedford, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. Joseph Leopold Dozois, of Granby, who has voluntarily ceased to practice as such.

ALEXANDRE DESMEULES,
7172 Acting Assistant Provincial Secretary.

Québec, 14 décembre 1929.

Quebec, December 14th., 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté en conseil en date du 13 décembre, 1929, d'accorder à M. Anselme Tourigny, notaire, demeurant et pratiquant à East Angus, comté de Compton, district de Saint-François, la transmission des minutes, répertoire et index de M. J.-Alfred Powell, notaire, demeurant au même lieu, qui a cessé volontairement de pratiquer comme tel.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7173 ALEXANDRE DESMEULES.

Québec, le 10 décembre 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. François-Xavier Forest, notaire public, pratiquant en les cité et district de Montréal et demeurant à Laval-des-Rapides, dit district, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Berthelot Brunet, notaire, des cité et district de Montréal, qui a volontairement cessé de pratiquer comme tel, ainsi que de ceux de feu le notaire Joseph-Alphonse Brunet, dont le dit Berthelot Brunet était cessionnaire.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7021-50-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Québec, le 10 décembre, 1929.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. Etienne Gérin, notaire, demeurant et pratiquant à Magog, dans le district de Saint-François, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index des notaires Hector Jasmin et H. St-Louis, en leur vivant résidant et pratiquant en la dite ville de Magog, même district.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7023-50-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 13th. of December, 1929, to grant in favour of Mr. Anselme Tourigny, notary, residing and practising at East Angus, county of Compton, district of Saint Francis, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. J. Alfred Powell, notary, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as such.

ALEXANDRE DESMEULES,
7174 Acting Assistant Provincial Secretary.

Quebec, December 10, 1929.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. François-Xavier Forest, Notary public, practising in the city and district of Montreal and residing at Laval-des-Rapides, said district, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Berthelot Brunet, notary, of the city and district of Montreal, who has voluntarily ceased to practice as such, and also those of the late notary Joseph Alphonse Brunet, of which the said Berthelot Brunet was assignee.

ALEXANDRE DESMEULES,
7022-50-5 Acting Assistant Provincial Secretary.

Quebec, December 10, 1929.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Etienne Gérin, notary, residing and practising at Magog, in the district of Saint Francis, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertoires and indexes of the notaries Hector Jasmin and H. St. Louis, in their lifetime residing and practising in the said town of Magog, same district.

ALEXANDRE DESMEULES,
7024-50-5 Acting Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

In re: Succession Vacante J.-Edouard Constantin et Omer Paquette, curateur de la succession vacante, et "King Kid Shoe Company, Limited", corporation ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, créancier-réclamant. Cour Supérieure, district de Terrebonne, No 2797, à Saint-Jérôme, le 11 décembre 1929.

Vu la requête dudit créancier-réclamant; Vu l'affidavit au maintien de la dite requête; Vu les dispositions de l'article 673 du Code de Procédure Civile de cette province; Nous, Juge, sous-signé, de la Cour Supérieure, pour la province de Québec, siégeant actuellement dans et pour le district de Terrebonne, accordons les conclusions de la dite requête et en conséquence ordonnons au Protonotaire de cette Cour de faire la distribution des argents déposés entre ses mains en cette affaire après qu'avis aura été dûment donné aux créanciers par un avis publié deux fois dans la "Gazette Officielle de Québec", en langues française et anglaise, enjoignant aux dits créanciers de produire leur réclamation dans les quinze jours de la date de la première insertion.

Rule of Court

In re: The vacant Estate of J. Edouard Constantin, and Omer Paquette, curator to the vacant estate, and "King Kid Shoe Company, Limited", a corporation having its head-office in the city and district of Montreal, Creditor-Claimant. Superior Court, District of Terrebonne, No. 2797, at Saint Jerome, on the 11th. of December, 1929.

Seeing the petition of the said Creditor-Claimant; Seeing the affidavit in maintenance of said petition; Seeing the provisions of article 673 of the Code of Civil Procedure of this Province; We, the undersigned, Judge of the Superior Court for the Province of Quebec, sitting actually in and for the District of Terrebonne, do grant the conclusions of the said petition and therefore do order the Prothonotary of said Court to make the distribution of the moneys deposited with him in this matter, after due notice given to the creditors by a public notice published twice in the "Quebec Official Gazette", in the French and English languages, ordering the said creditors to produce their claims within fifteen days from the date of the first insertion.

Donné à Saint-Jérôme, le 11 décembre 1929.

En conséquence, les créanciers de ladite succession sont requis de produire leur réclamation dans le délai ci-dessus au Protonotaire du district de Terrebonne, à Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, le 11 décembre 1929.

Les procureurs du créancier-réclamant,
7209—51-2 MARCHAND & MARCHAND.

Given at Saint Jerome, on the 11th. of December, 1929.

Therefore, the Creditors of the said estate are requested to file their claims within the above given delay with the Prothonotary of the District of Terrebonne, at Saint Jerome.

Saint Jerome, December 11th., 1929.

MARCHAND & MARCHAND,
7210—51-2 Attorneys for the Creditor-Claimant.

Ventes—Loi de faillite

No 257, Cour Supérieure, District de Saint-François, Division des faillites. Dans l'affaire de J.-P. Côté, failli, et T.-R. Edney, syndic autorisé.

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés immobilières ci-après désignées, seront vendues aux heures respectives et aux endroits mentionnés ci-dessous.

Item No 1. Une certaine lisière de terrain portant le No 27-B (vingt-sept-B) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du premier rang du canton de Shipton.

Item No 2. Toute cette partie de la moitié nord-ouest du lot No 26 (vingt-six) dans le premier rang du canton de Shipton, qui est située au nord-est du chemin qui conduit de Kingsey Falls à Kingsey Siding, contenant cinquante (50) acres et formant partie de la propriété immobilière No 26-C (vingt-six-C) dans le premier rang du dit canton, aux dits plans et livre de renvoi officiels du dit cadastre pour lesdits rang et canton—les bâtisses dessus érigées.

Les dites propriétés immobilières appartenant au cédant autorisé, pour les avoir acquises par acte de vente de Houle, M. Alfred à J.-P. Côté, devant J.-H. Côté, N. P., sous le No 4240 des minutes du dit notaire.

Le tout avec bâtisses et améliorations dessus construites et érigées. Les conditions de vente peuvent être obtenues en s'adressant au syndic.

Pour être vendues en vertu d'une ordonnance de la Cour, au bureau du syndic, 98 rue Wellington nord, Sherbrooke, Québec, dans le district de Saint-François, MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER 1930, à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

Le syndic autorisé,
T.-R. EDNEY.

98, rue Wellington Nord,
Sherbrooke, Qué.

7193—51-2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure (en faillite), No 268. *In re*: Wilfrid Cusson, cultivateur, Sherrington, Qué., cédant autorisé; et J.-Albert Lejour, syndic.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du registraire de la Loi de faillite, district de Montréal, en date du dix-neuvième jour de novembre 1929, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Sherrington, comté de Napierville, Province de Québec, le VENDREDI, VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE, 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

Une terre située en la paroisse de Saint-Patrice-de Sherrington, dans le comté de Napierville, connue et désignée sous le numéro deux cent dix (210) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Patrice-de Sherrington, de la contenance de quatre-vingt-trois arpents en superficie, plus ou moins, et

Sales—Bankruptcy Act

No. 257, Superior Court, District of Saint Francis, Bankruptcy Division. In the matter of J. P. Cote, Bankrupt, and T. R. Edney, Authorized Trustee.

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter designated, will be sold at the respective times and places mentioned below.

Item No. 1. A certain parcel of land, bearing No. 27-B (Twenty seven-B) on the cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Shipton.

Item No. 2. All that part of the North-West half of lot No. 26 (twenty-six) in the first range of the township of Shipton, which is situated to the North-East of the road which leads from Kingsey Falls to Kingsey Siding, containing fifty (50) acres and forming part of the immoveable No. 26-C (twenty-six-C) in the first range of the said township, on the cadastral plan and book of reference for the said Range and Township—the buildings erected thereon.

The said immovables belonging to the authorized assignor, having acquired same by deed of sale from Houle, M. Alfred to J. P. Cote before J. H. Cote, N. P., under No. 4240 of the minutes of said Notary.

The whole with buildings and improvements made thereon and erected. Conditions of sale may be had upon application to the trustee.

To be sold in virtue of an order of the Court at the office of the trustee, 98 Wellington St., North, Sherbrooke, Quebec, in the District of Saint Francis, on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of JANUARY, 1930, at ONE-THIRTY o'clock in the afternoon.

T. R. EDNEY,
Authorized Trustee.

98, Wellington St., North,
Sherbrooke, Que.

7194—51-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court (in bankruptcy), No. 268. *In re*: Wilfrid Cusson, farmer, Sherrington, Que., authorized assignor; and J. Albert Lejour, trustee.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, District of Montreal, dated November 19th, 1929, will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Sherrington, county of Napierville, Province of Quebec, on FRIDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter designated:

A farm situated in the parish of Saint Patrick of Sherrington, in the county of Napierville, known and designated under number two hundred and ten (210) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Patrick of Sherrington, of a countenance of eighty three acres (arpents) in superfcy, more or less, and

bornée d'un côté, au nord-est par Napoléon Cardinal, au sud-ouest par Patrick Connell—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées. Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de faillite, paragraphes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 et aura l'effet du décret.

Conditions de vente: Comptant.

Le cahier des charges et conditions de vente pourront être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

Harbour 0138.

10, rue Saint-Jacques-est,
Montréal.

6513—47-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure (En matière de faillite), No 229. Dans l'affaire de Josaphat Duval, Montréal, Cédant autorisé.

Avis est, par les présentes, donné que JEUDI, le SEIZIEME jour de JANVIER 1930, à ONZE heures, A.M. seront vendus à l'encan public, conformément à la Loi de Faillite, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Montréal, les immeubles suivants:

Les lots connus et désignés sous les numéros sept cent cinquante-deux, sept cent cinquante-trois, sept cent cinquante-quatre, sept cent cinquante-cinq, sept cent cinquante-six, sept cent cinquante-sept, sept cent cinquante-huit, sept cent cinquante-neuf, sept cent soixante, sept cent soixante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-cinq (65-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, situés sur la rue McLynn, Notre-Dame-de-Grâce.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite avec l'effet du décret, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Un dépôt de \$500.00 sera exigé au moment de la vente, balance payable à la signature du contrat. Les autres conditions seront énumérées lors de la vente.

Montréal, le 10 décembre 1929.

Le syndic,
J.-E. BEAUDIN.

Bureau: 526 Power Bldg,
107 Craig-Ouest,
Lancaster 2394, Montréal.

7031—50-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 2267. } JOS. CHEVALIER, jour-
mandeur; vs JOSAPHAT CHARRETIER, du même lieu, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, les droits sur le lot de terre portant le No soixante (60) du rang No huit (8) du cadastre officiel du canton Royal-Roussillon—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

bounded on one side, at the northeast, by Napoléon Cardinal, at the southwest by Patrick Connell—with a house and other buildings thereon erected. As the whole now stands, with all servitudes active or passive, apparent or otherwise, attached to the said immovable.

The said sale will be made in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8, giving the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

The book of charges and conditions may be examined at any time, at the office of the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.

Harbour 0138,

10 Saint James Street east,
Montreal.

6514—47-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 229. In the matter of Josaphat Duval, Montreal, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY, 1930, at ELEVEN o'clock A.M., the following immovables shall be sold by public auction, pursuant to the Bankruptcy Act, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal:

Those lots known and designated under numbers seven hundred and fifty two, seven hundred and fifty three, seven hundred and fifty four, seven hundred and fifty five, seven hundred and fifty six, seven hundred and fifty seven, seven hundred and fifty eight, seven hundred and fifty nine, seven hundred and sixty, seven hundred and sixty one of the official subdivision of the original lot number sixty five (65-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, situate on McLynn street, Notre Dame de Grâce:

The said sale, made under the Bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of sale: A deposit of \$500.00 will be exacted at the time of the sale, balance payable on the signing of the deed. The other conditions will be enumerated at the sale.

Montreal, December 10, 1929.

J. E. BEAUDIN,
Trustee.

Office: 526 Power Bldg,
107 Craig West,
Lancaster 2394, Montreal.

7032—50-2

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 2267. } JOS. CHEVALIER, labor-
er, of Macamic, plain-
tiff; vs JOSAPHAT CHARRETIER, of the same place, Defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the rights on the lot of land bearing number sixty (60) of range number eight (8) on the official cadastre for the township Royal-Roussillon—with buildings, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Macamic, MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JANVIER, en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Amos, le 16 décembre 1929. J.-U. DUMONT.
[Première publication, le 21 décembre 1929]
7211—51-2

To be sold at the parochial church door of Macamic, on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of the month of JANUARY, in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,
Amos, December 16th., 1929. Sheriff.
[First publication, December 21st., 1929]
7212—51-2

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 1378. } THE INTERNATIONAL
HARVESTER CO. OF
CANADA, LTD., de Montréal, demanderesse; vs
JOS. GAUDREAU, de La Reine, défendeur
à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, le lot de terre portant le No vingt-cinq (25) du rang No dix (10) du cadastre officiel du canton La Reine—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Reine, MARDI le VINGT ET UNIÈME jour du mois de JANVIER, en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Amos, le 16 décembre 1929. J.-U. DUMONT.
[Première publication, le 21 décembre 1929]
7213—51-2

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 1378. } THE INTERNATIONAL
HARVESTER CO. OF
CANADA, LTD., of Montreal, plaintiff; vs JOS.
GAUDREAU, of La Reine, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lot of land bearing number twenty five (25) of range number ten (10) on the official cadastre for the township La Reine—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Reine, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of the month of JANUARY, in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,
Amos, December 16th., 1929. Sheriff.
[First publication, December 21st., 1929]
7214—51-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, } LUDGER BACHAND,
Province de Québec, } Demandeur; vs DA-
District de Bedford, } ME AMANDA RICHER
Cour Supérieure. } ET AL, défendeurs, et AN-
No. 107. } TONIO BRODEUR, cu-
rateur au délaissement.

Comme appartenant aux défendeurs:

Une certaine ferme située au canton de Roxton, dans le comté de Shefford, district de Bedford, désignée et connue comme étant les lots numéros quatre-D (4-D) et cinq-A (5-A), dans le quatrième rang dudit canton de Roxton, et quatre-B (4-B), et cinq-C (5-C) dans le troisième rang du susdit canton de Roxton, dans la paroisse de Sainte-Pudentienne—avec les bâtisses dessus et autres améliorations dessus construites.

Pour être vendue en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le village de Sainte-Pudentienne (Roxton Pond) dit district, le SEPTIÈME jour de JANVIER 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sweetsburg, Québec, le 25 novembre 1929. C.-B. JAMESON.
[Première publication, le 30 novembre 1929]
6651—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, } LUDGER BACHAND,
Province de Québec, } Plaintiff; vs DAME
District de Bedford, } AMANDA RICHER ET
Superior Court. } AL, Defendants, and AN-
No. 107. } TONIO BRODEUR, cu-
rator to the surrender.

As belonging to the Defendants:

A certain farm situate in the township of Roxton, in the county of Shefford, District of Bedford, designated and known as being lots numbers four-D (4-D) and five-A (5-A), in the fourth range of the said township of Roxton, and four-B (4-B), and five-C (5-C) in the third range of the aforesaid township of Roxton, in the parish of Sainte Pudentienne—with the buildings thereon erected and other improvements.

To be sold in block at the parochial church door of the parish of Sainte Pudentienne, in the village Sainte of Pudentienne (Roxton Pond), said District, on the SEVENTH day of JANUARY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, C. B. JAMESON,
Sweetsburg, Quebec, November 25th, 1929. Sheriff.
[First publication, 30th November, 1929]
6652—48-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } A DELARD BOILY
No 3766. } ET AL, de Jonquière,

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } A DELARD BOILY ET
No. 3766. } AL, of Jonquière,

demandeurs; vs LES HERITIERS de feu Louis Larouche, défendeurs.

Un lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées, mesurant cinquante pieds de largeur de l'Est à l'Ouest, sur cent vingt pieds de profondeur du sud au nord, borné au nord par le terrain de Stanislas Brassard, à l'est par celui de Louis Néron ou représentant, à l'ouest par celui de Pierre Morel et au sud par la rue Saint-François, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière comme formant partie du lot numéro vingt et un A quatre-vingt-sept (21-A-80-7) du rang quatre de ce canton.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Jonquière, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
17 décembre 1929. A. RIVERIN.
[Première publication, 21 décembre 1929] 7283—51—2

plaintiff; vs THE HEIRS of the late Louis Larouche, defendants.

A parcel of land or emplacement with all the buildings thereon erected, measuring fifty feet in width from east to west by one hundred and twenty feet in depth from south to north, bounded on the north by the land of Stanislas Brassard, on the east by that of Louis Néron or representative, on the west by that of Pierre Morel, and on the south by Saint François street, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as forming part of lot number twenty one A eighty seven (21-A-80-7) in range four of said township.

To be sold at the parochial church door of Jonquière, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, A. RIVERIN, Sheriff.
December 17, 1929. 7284—51—2
[First publication, December 21, 1929]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

District de Joliette, } DAME CLARA FO-
No 2805. } REST, de la paroisse
de Saint-Paul, district de Joliette, veuve de André
Morin, ci-devant du même lieu, demanderesse;
vs JULES BRETON, maître de poste, de la Cité
et du district de Joliette, défendeur.

Le lot portant le No 287 du cadastre de la Cité de Joliette—avec les bâtisses y érigées, situé sur la Place Lavaltrie, côté sud-ouest et borné au sud par la propriété appartenant à Mde Lachapelle et au nord par la propriété de J.-A. Landreville et en front par la rue.

Et les droits immobiliers pour moitié indivise que possède le défendeur sur la partie du lot No 69 du cadastre de la paroisse de Saint-Charles Borromée, et sur lequel est érigée une carrière.

Pour être vendus ces dits lots séparément, au bureau du shérif en la Cité de Joliette, dans le district de Joliette, le TROISIEME jour du mois de JANVIER 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ce 23e jour de novembre, 1929. Le shérif,
[Première publication, 30 novembre, 1929] GEORGES DESROCHES.
6655—48—2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } H E R M E N E
No 11750. } B O U C H E R,
rentier, de Chelmsford, dans l'Etat de Massa-
chusetts, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, de-
mandeur; contre ALFRED PELLETIER, du
même endroit, défendeur, à savoir:

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha!, sous le numéro quatorze (No 14), moins un emplacement de cinquante pieds par

JOLIETTE

Superior Court.

District of Joliette, } DAME CLARA FO-
No. 2805. } REST, of the parish
of Saint Paul, District of Joliette, widow of
André Morin, heretofore of the same place,
plaintiff; vs JULES BRETON, postmaster, of
the City and District of Joliette, defendant.

That lot bearing number 287 on the cadastre for the city of Joliette—with the buildings thereon erected, situate on Place Lavaltrie, southwest side, and bounded on the south by the property belonging to Mde Lachapelle and on the north by the property of J. A. Landreville, and in front by the street.

And the immovable rights owned by the defendant on the undivided half of part of lot No. 69 on the cadastre for the parish of Saint Charles Borromée, and on which there exists a quarry.

Such said lots to be sold separately at the Sheriff's Office, in the city of Joliette, in the district of Joliette, on the THIRD day of the month of JANUARY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, this 23rd day of November 1929. GEORGES DESROCHES, Sheriff.
[First publication, November 30th, 1929] 6656—48—2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } H E R M E N E
No. 11750. } B O U C H E R, annuit-
ant, of Chelmsford, in the State of Massachusetts,
one of the United States of America, plaintiff;
against ALFRED PELLETIER, of the same place,
defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of St. Mathias de Cabano, known and designated on the official cadastre for the parish of St. Louis du Ha! Ha!, under number fourteen (No. 14), less an emplacement of fifty feet by one hundred

cent pieds vendu à Albert Pelletier, circonstances et dépendances;

2. Un lot de terre situé en la même paroisse susdite, connu et désigné au dit cadastre officiel de Saint-Louis du Ha! Ha!, sous le numéro quinze (No 15) circonstances et dépendances.;

3. Une terre située en la dite paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, contenant sept arpents et cinq perches de front sur environ douze arpents de profondeur, bornée au nord à Cyprien Bérubé, au sud à Alfred Pelletier, à l'est au chemin neuf de Témiscouata, à l'ouest aux terres non concédées de Saint-Louis du Ha! Ha!, laquelle terre fait partie des lots numéros seize (16) et vingt et un (21), du dit cadastre officiel de Saint-Louis du Ha! Ha!—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, le VINGT-HUITIEME (28me) jour de JANVIER prochain (1930), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 17 déc. 1929. 7231—51-2
[Première publication, le 21 décembre 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } ISIDORE LEVES-
No 11765 } I QUE, cultiva-
teur, de Saint-Pascal, demandeur; contre JO-
SEPH LANDRY, de Rivière-Ouelle, défendeur,
à savoir:

1. Une terre située en le troisième rang de la seigneurie de la Boutellerie, de figure irrégulière, pouvant donner une étendue de cinquante-huit arpents et vingt et une perches, plus ou moins, en superficie, et maintenant connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de la Rivière-Ouelle, sous les numéros six cent vingt-sept (627), six cent trente-sept (637), six cent trente-huit (638), et six cent trente-neuf (639)—avec la maison et les autres bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Un terrain situé en la même paroisse de la Rivière-Ouelle, ayant un arpent de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, et maintenant connu et désigné au dit cadastre de la paroisse de la Rivière-Ouelle, sous les numéros six cent dix-sept (617) et six cent dix-huit (618).

3. Un circuit de terre situé en la même paroisse, ayant sept arpents, plus ou moins, en superficie, et maintenant connu et désigné au cadastre de la dite paroisse de la Rivière-Ouelle, sous le numéro six cent quarante-neuf (649);

4. Un terrain ou une part de grève située au même lieu, à l'endroit appelé "l'Eventail", mesurant environ un demi-arpent à l'extrémité sud-est, et environ un arpent à l'extrémité nord-ouest, borné au nord-ouest au fleuve Saint-Laurent, au sud-est au vieux chemin Royal, au nord-est aux représentants de Amable Beaulieu, et au sud-ouest aux représentants d'Eloi Ouellet; lequel terrain fait partie du lot connu et désigné au dit cadastre de la paroisse de la Rivière-Ouelle, sous le numéro cinq cent soixante-huit (568);

5. Une terre située en le quatrième rang de la

feet sold to Albert Pelletier, circumstances and dependencies;

2. A lot of land situate in the same parish aforesaid, known and designated on the said official cadastre for St. Louis du Ha! Ha!, under number fifteen (No. 15), circumstances and dependencies;

3. A farm situated in the said parish of St. Mathias de Cabano, containing seven arpents and five perches in front by about twelve arpents in depth, bounded on the North by Cyprien Berube, on the South by Alfred Pelletier, on the East by the new Temiscouata road, on the West by the unconceded lands of St. Louis du Ha! Ha!, which farm forms part of the lots numbers sixteen (16) and twenty one (21) on the said official cadastre for St. Louis du Ha! Ha!—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of St. Mathias de Cabano, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, (1930), at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. O. GIRARD, Sheriff.
Rivière-du-Loup, Dec. 17, 1929. 7232—51-2
[First publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } ISIDORE LEVES-
No. 11765. } I QUE, farmer, of
Saint Pascal, plaintiff; against JOSEPH LAN-
DRY, of Rivière-Ouelle, defendant, to wit:

1. A farm situate in the third range of the Seigneurie de la Boutellerie, of irregular outline, of about fifty eight arpents and twenty one perches in area, more or less, and now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Kamouraska, for the said parish of Rivière Ouelle, under the numbers six hundred and twenty seven (627), six hundred and thirty seven (637), six hundred and thirty eight (638) and six hundred and thirty nine (639)—with the house and other buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

2. A lot of land situate in the same parish of Rivière-Ouelle of one arpent in front by thirty arpents in depth, more or less, and now known and designated on the said cadastre for the parish of Rivière Ouelle under the numbers six hundred and seventeen (617) and six hundred and eighteen (618);

3. A circuit of land situate in the same parish, of seven arpents in area, more or less, and now known and designated on the cadastre for the said parish of Rivière Ouelle under the number six hundred and forty nine (649);

4. A lot of land or a part of the beach situate in the same locality, at the place called "l'Eventail", measuring about one half arpent on the southeast extremity and about one arpent on the northwest extremity, bounded on the northwest by the river Saint-Lawrence, on the southeast by the old King's highway, on the northeast by the representatives of Amable Beaulieu, and on the southwest by the representatives of Eloi Ouellet, which lot of land forms part of the lot known and designated on the said cadastre for the parish of Rivière-Ouelle under number five hundred and sixty eight (568);

5. A farm situate in the fourth range of the

seigneurie susdite, contenant vingt-sept arpents et cinquante perches, plus ou moins, en superficie, borné au nord par Victorien St-Onge, au sud par Joseph Gagnon, au nord-est par Louis Bérubé et au sud-ouest par Alexis Dumais; laquelle terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de St-Pacôme, sous les numéros trois cent vingt-sept (327) et trois cent vingt-neuf (329) et comme faisant partie du numéro trois cent vingt-six (Ptie 326), et numéro trois cent vingt-huit (Ptie 328); circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de la Rivière-Ouelle, le TRENTIEME jour de JANVIER prochain, 1930, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rivière-du-Loup, 17 décembre, 1929. 7233-51-2
[Première publication, 21 décembre, 1929]

aforesaid seignior, containing twenty seven arpents and fifty perches in area, more or less, bounded on the north by Victorien St. Onge, on the south by Joseph Gagnon, on the northeast by Louis Bérubé, and on the southwest by Alexis Dumais, which farm is known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Saint Pacôme, under numbers three hundred and twenty seven (327) and three hundred and twenty nine (329) and as forming part of number three hundred and twenty six (Pt. 326) and number three hundred and twenty eight (pt. 328)—circumstances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Rivière-Ouelle, on the THIRTIETH day of JANUARY next, 1930, at ONE o'clock in the afternoon.

J. O. GIRARD, Sheriff's Office,
Rivière du Loup, December 17, 1929. 7234-51-2
[Première publication, 21 décembre, 1929]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } ETIENNE PELLE-
No 3426. } TIER, journalier,
de la paroisse de Sainte-Louise, demandeur;
contre DAME MARIE-LOUISE alias CLARA
PELLETIER, épouse commune en biens dudit
Etienne Pelletier, paroisse de Sainte-Louise,
défenderesse.

Un emplacement borné au nord à Eugène Picard, au nord à Baptiste Dubé, au sud-ouest à Romuald Saint-Pierre et au sud au chemin public, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse Saint-Roch des Aulnaies, partie annexée à Ste-Louise, comté de l'Islet, sous le numéro trois cent soixante-quatorze (374)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Louise, MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour du mois de DECEMBRE courant (1929), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montmagny, 26 novembre, 1929. J.-C. LISLOIS.
[Première publication, 30 novembre, 1929]
6677-48-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } ETIENNE PELLE-
No. 3426. } TIER, labourer, of
the parish of Sainte Louise, plaintiff; against
DAME MARIE LOUISE, alias CLARA PEL-
LETTIER, wife common as to property of the
said Etienne Pelletier, parish of Sainte-Louise,
defendant.

An emplacement bounded on the north by Eugène Picard, on the north by Baptiste Dubé, on the southwest by Romuald St-Pierre and on the south by the public road, known and designated on the official cadastre for the parish of St. Roch des Aulnaies, part annexed to Ste. Louise, county of L'Islet, under number three hundred and seventy four (374)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Louise, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of the month of DECEMBER next, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS, Sheriff's Office,
Montmagny, November 26th, 1929. Sheriff.
[First publication, November 30th, 1929]
6678-48-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CANADA PERMA-
No 57132. } NENT MORTGAGE
CORPORATION, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef en la cité de Toronto, demanderesse; vs ARTHUR NANTEL, défendeur.

La subdivision neuf cent vingt-deux du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-922) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec le droit de passage en commun avec les autres y ayant

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CANADA PERMANENT
No. 57132. } MORTGAGE COR-
PORATION, a corporation with head office in the city of Toronto, Plaintiff; vs ARTHUR NANTEL, Defendant.

Subdivision nine hundred and twenty two of original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-922) on the official plan and Book of reference of the parish of St. Laurent—with the right of passage in common with others

droit dans la ruelle en arrière et avec les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 7850 et 7852 rue de Gaspé, en la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 17 décembre 1929. 7235—51-2
[Première publication, le 21 décembre 1929]

having a right therein in the lane in rear and with the building thereon erected, bearing civic numbers 7850 and 7852 de Gaspé Street, in the City of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
OMER LAPIERRE,
Montréal, December 17, 1929. 7236—51-2
[First publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 362. } REAL, demanderesse;
vs ROXBOROUGH ESTATES, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant un bureau d'affaires en la cité de Montréal, Défenderesse.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Madison, connu comme étant le lot de subdivision numéro vingt-six (26) du lot originaire numéro cent soixante et deux (162) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 17 décembre 1929. 7237—51-2
[Première publication, le 21 décembre 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 362. } TREAL, plaintiff; vs
vs ROXBOROUGH ESTATES, LIMITED, a body politic and corporate, having a business office in the city of Montreal, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Madison Street, known as being subdivision lot number twenty six (26) of the original lot number one hundred and sixty two (162), on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
OMER LAPIERRE,
Montréal, December 17, 1929. 7238—51-2
[First publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE ST-LAM-
No 25720. } BERT, corporation dûment constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Saint-Lambert, district de Montréal, demanderesse; vs CHARLES-HENRY ANCRUM, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de curateur à la succession vacante de Lorne McGibbon, en son vivant, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Saint-Lambert, connu comme étant le numéro du cadastre 162, subdivision 1390. Borné au nord par la subdivision 162-1391, au sud par l'avenue Birch, à l'est par la subdivision 162-1395, à l'ouest par l'avenue Logan, mesurant en front trente-cinq pieds sur une profondeur de 110 pieds, contenant une superficie totale de 3850 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins.

Un lot de terre situé en la cité de Saint-Lambert, connu comme étant le numéro du cadastre 162, subdivision 1390. Borné au nord par la subdivision 162-1392, au sud par 162-1390, à l'ouest par 162-1395, à l'est par la rue Logan, 36 pieds en front, 110 pieds de profondeur, superficie totale 3960 pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 17 décembre 1929. 7239—51-2
[Première publication, le 21 décembre 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CITY OF ST. LAMBERT
No. 25720. } a body politic and corporate, duly incorporated, having its chief office and principal place of business in the City of St. Lambert, district of Montreal, plaintiff; vs CHARLES HENRY ANGRUM, of the city and district of Montreal, in his quality of curator to the vacant estate of Lorne McGibbon, in his lifetime, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land situate in the city of St. Lambert, known as cadastral 162, subdivision 1390. Bounded to the North by subdivision 162-1391, to the South by Birch avenue, to the East by subdivision 162-1395, to the West by Logan avenue, having a frontage of thirty five feet with a depth of 110 feet, total area of 3,850 square feet, English measure, more or less.

A lot of land situate in the city of St. Lambert, known as cadastral 162, subdivision 1390. Bounded to the North by subdivision 162-1392, to the South by 162-1390, to the West by 162-1395, to the East by Logan Street, 36 feet front, 110 feet depth, total area of 3,960 feet, English measure, more or less.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
OMER LAPIERRE,
Montréal, December 17, 1929. 7240—51-2
[First publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JEAN - PAUL GAGNE**,
No A-48950. } **Avocat**, de la cité d'Outremont, district de Montréal, demandeur; vs **DAME EMMA SARRAZIN**, épouse judiciairement séparée de biens de J. Wilbrod Morand, écuyer, des cité et district de Montréal, et le dit **J.-WILBROD MORAND**, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Un emplacement situé sur la Première Avenue (autrefois rue Frontenac), au coin de la rue Bellechasse, au Parc Molson, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, sous les numéros quatre cent trente-sept, quatre cent trente-huit, quatre cent trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro deux cent sept (207-437-438-439) et sous les numéros seize cent trente, seize cent trente et un, seize cent trente-deux de la subdivision officielle du lot numéro deux cent huit (208-1630, 1631, 1632) avec la maison et autres bâtisses dessus érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec ceux y ayant droit, aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$320.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, en date du 10 décembre 1929.

Le shérif,

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**,
Montréal, le 17 décembre 1929. 7241—51-2
[Première publication, le 21 décembre 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME ROSE KAUF-**
No E-40847. } **MAN**, épouse séparée de biens de B. Dankner, de la cité et du district de Montréal, y faisant affaires seule sous les nom et raison sociale de "Centre Bakery, Reg'd", et dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes, demanderesse; vs **SAM LEIBOVITCH**, défendeur.

Une propriété immobilière ayant front sur la rue Marquette, dans la cité de Montréal, connue et désignée sous le No 125 de la subdivision officielle du lot originaire No 3 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**,
Montréal, le 17 décembre, 1929. 7243—51-2
[Première publication, 21 décembre, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE LONDON LIFE**
No E-52975. } **INSURANCE COMPANY**, demanderesse; vs **MADAMOISELLE KATHLEEN MARTIN**, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Drolet, dans la cité de Montréal, mesurant trente pieds de largeur et quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur et une superficie de deux mille huit cent vingt pieds carrés, et étant composé de: a) la subdivision quinze cent dix du lot numéro deux

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JEAN PAUL GAGNE**,
No. A-48950. } **advocate**, of the city of Outremont, district of Montreal, plaintiff; vs **DAME EMMA SARRAZIN**, wife judicially separate as to property of J. Wilbrod Morand, esquire, of the city and district of Montreal, and the said **J. WILBROD MORAND**, both personally and to assist his wife for the purposes hereof, defendants.

An emplacement situate on first Avenue (formerly Frontenac Street), at the corner of Bellechasse Street, at Molson's Park, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, under numbers four hundred and thirty seven, four hundred and thirty eight, four hundred and thirty nine of the official subdivision of lot number two hundred and seven (207-437, 438, 439) and under numbers sixteen hundred and thirty, sixteen hundred and thirty one, sixteen hundred and thirty two of the official subdivision of lot number two hundred and eight (208-1630, 1631, 1632)—with the house and other buildings thereon erected, with right of way in common with those entitled thereto, in the lane at the rear, with ordinary maintenance charges.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$320.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Surveyer, dated December 10, 1929.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, **Sheriff**,
Montreal, December 17, 1929. 7242—51-2
[First publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME ROSE KAUF-**
No. E-40847. } **MAN**, wife separate as to property from B. Dankner, of the city and district of Montreal, therein doing business alone under the firm name and style of "Centre Bakery Reg'd", and duly authorized by her said husband for the purpose of these presents, plaintiff; vs **SAM LEIBOVITCH**, defendant.

An immoveable property fronting on Marquette street, in the City of Montreal, known and designated under No 125 of the official subdivision of Original lot No 3, in the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, **Sheriff**,
Montreal, December 17th, 1929. 7244—51-2
[First publication, December 21st, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE LONDON LIFE IN-**
No. E-52975. } **SURANCE COMPANY**, plaintiff; vs **MISS KATHLEEN MARTIN**, defendant.

An emplacement fronting on Drolet Street, in the City of Montreal, measuring thirty feet in width and ninety four feet in depth, having an area of two thousand eight hundred and twenty square feet and being composed of: a) subdivision fifteen hundred and ten of lot number

mille six cent quarante-trois (2643-1510) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, et b) la moitié nord-ouest de la subdivision quinze cent neuf du dit lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643 Ptie N.-O. 1509), la dite moitié mesurant dix pieds de largeur sur quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur et une superficie de neuf cent quarante pieds carrés et étant bornée comme suit: En front par la rue Drolet, en arrière par une ruelle étant la subdivision quatorze cent soixante-dix-huit du dit lot (2643-1478), d'un côté au sud-est par la moitié restante de la dite subdivision quinze cent neuf et de l'autre côté au nord-ouest par la dite subdivision quinze cent dix ci-dessus décrite (2643 ptie N. O. 1510), toutes les mesures susdites étant d'après la mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 8253, 8255, 8257, 8259 et 8261 de la rue Drolet, dont les deux murs de côté sont mitoyens, avec le droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle en arrière, étant la subdivision quatorze cent soixante-dix-huit du dit lot (2643-1478).

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1150.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Coderre, en date du douzième jour de décembre, 1929.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 décembre, 1929. 7245—51-2
[Première publication, 21 décembre, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DAME IDA ALICE
No 50272. } LILLY, épouse séparée de biens de Peter Smith, de Montréal, marchand de granit, demanderesse; vs EDWARD ANDREW WILSON, défendeur.

Un emplacement connu comme étant la subdivision numéro 134 du lot original numéro 39, des plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, borné en front par l'avenue Wilder, en arrière par la subdivision No 147 dudit lot original No 39, au nord-ouest par la partie de ladite subdivision No 134 dudit lot original No 39, au sud-est par la subdivision No 133 dudit lot original No 39, mesurant trente et un pieds de largeur sur cent quatre pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses sus-érigées, portant le numéro civique No 822, avenue Wilder, cité d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 18 décembre 1929. 7285—51-2
[Première publication, 21 décembre 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } STINSON REEB BUILD-
No B-49241. } ERS SUPPLY COMPANY, LIMITED, corporation légalement constituée, d'après la loi, et ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs THEOPHILE PHANEUF, défendeur.

twenty six hundred and forty three (2643-1510) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and b) the North-west half of subdivision fifteen hundred and nine of the said lot number twenty six hundred and forty three (2643-N. W. pt. 1509), the said half measuring ten feet in width by ninety four feet in depth, having an area of nine hundred and forty square feet and being bounded as follows: In front by Drolet street, in rear by a lane being subdivision fourteen hundred and seventy eight of the said lot (2643-1478), on one side to the South-east by the remaining half of the said subdivision fifteen hundred and nine and on the other side to the North-west by the said subdivision fifteen hundred and ten above described (2643 N. W. pt. 1510), all the above measurements are English measure and are more or less — with the building thereon erected bearing the Civic numbers 8253, 8255, 8257, 8259 and 8261 of Drolet street, whereof both side walls are mitoyens, with the right of passage in common with others having rights therein in the lane in rear, being subdivision fourteen hundred and seventy eight of the said lot (2643-1478).

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1150.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the twelfth day of December, 1929.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 17th, 1929. 7246—51-2
[First publication, December 21st, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } DAME IDA ALICE
No. 50272. } LILLY, wife separate as to property of Peter Smith, of Montreal, granite dealer, plaintiff; vs EDWARD ANDREW WILSON, defendant.

An emplacement known as subdivision No. 134 of original lot No. 39 on the plan and book of reference of the parish of Montreal, bounded in front by Wilder Avenue, in the rear by subdivision No. 147 of said original lot No. 39, to the north-west by part of said subdivision No. 134 of said original lot No. 39, to the south east by subdivision No. 133 of said original lot No. 39; measuring 31 ft. in width and 104 ft. in depth, more or less, English measure—with the buildings thereon erected, bearing civic No. 822, Wilder Ave., city of Outremont.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 18th, 1929. 7286—51-2
[First publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } STINSON REEB BUILD-
No. B-49241. } ERS SUPPLY COMPANY, LIMITED, a body politic and corporated duly incorporated according to law and having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs THEOPHILE PHANEUF, defendant.

Un emplacement, en la cité de Montréal, ayant front sur la 9ème avenue, Rosemont, et plus particulièrement décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la Côte de la Visitation, comme étant le lot du cadastre No 172, subdivisions 2617, 2618, 2619 et 2620—avec les bâtisses sus-érigées; un autre emplacement en la dite cité de Montréal, ayant front sur la Première avenue, Rosemont, et plus particulièrement décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la Côte de la Visitation, comme étant le lot du cadastre No 207, subdivision 442, et le lot du cadastre No 208, subdivision 1627, aux dits plan et livre de renvoi officiels de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 décembre 1929. 7289—51-2
[Première publication, 21 décembre 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } ARTHUR PARENT,
No C-50995. } Demandeur; vs DAME DELPHINE DUROCHER dit BRIEN, veuve de Théophile Bilodeau, en son vivant, de Montréal, du même lieu, Défenderesse.

Un immeuble ayant front sur la rue Saint-Denis, à Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-223) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Saint-Laurent, contenant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses à trois étages, comprenant cinq logements, ainsi que les dépendances et garage y érigés, portant les numéros civiques 7537, 7539, 7541, 7541A et 7543 de la rue Saint-Denis, à Montréal—avec mitoyenneté des murs de chaque côté de la dite bâtisse et avec droit de passage à perpétuité en commun avec tous autres que de droit dans la ruelle desservant les dites bâtisses, y compris les fixtures électriques dans chacun des dits logements.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 décembre 1929. 7287—51-2
[Première publication, 21 décembre 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } THE TRUST & LOAN
No B-55298. } COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef pour la province de Québec, en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs EMILE GAGNON, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Seymour, dans la cité de Montréal, et étant composé de:

a. Le lot de subdivision numéro neuf du plan officiel du lot numéro mille six cent quarante-et-un-A (1641-A-9) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, et

An emplacement in the City of Montreal fronting on 9th Avenue, Rosemount, and more fully described on the official plan and book of reference of Côte de la Visitation, as Cadastral lot No. 172, subdivisions 2617, 2618, 2619 and 2620—with buildings thereon erected; and another emplacement in the said City of Montreal, fronting on First Avenue, Rosemount, and furthermore described on the official plan and book of reference of Côte de la Visitation, as Cadastral lot No. 207, subdivision 442, and Cadastral lot No. 208, subdivision 1627 of the same official plan and book of reference of Côte de la Visitation—with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Sheriff.
Montreal, December 17, 1929. 7290—51-2
[First publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } ARTHUR PARENT,
No. C-50995. } plaintiff; vs DAME DELPHINE DUROCHER dit BRIEN, widow of Théophile Bilodeau, in his lifetime of Montreal, of the same place, defendant.

An immovable fronting on Saint Denis Street, in Montreal, known and designated under number two hundred and twenty three of the official subdivision of primitive lot number two thousand six hundred and forty three (2643-223) on the official plan and book of reference for the Parish of Saint Laurent, measuring twenty five feet in width by a depth of ninety feet, English measure and more or less—with three story buildings comprising five dwellings and also the dependencies and garage erected thereon, bearing the civic numbers 7537, 7539, 7541, 7541A and 7543 of Saint Denis Street, in Montreal—with mitoyenneté in the walls on each side of the said building and with right of way in perpetuity in common with any others having right in the lane serving the said buildings, including the electric fixtures in each of the said dwellings.

As the whole actually exists with the active and passive, apparent or occult servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE,
Sheriff.
Montreal, December 18, 1929. 7288—51-2
[First publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN
No. B-55298. } COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office for the Province of Quebec, in the City and District of Montreal, plaintiff; vs EMILE GAGNON, defendant.

An emplacement fronting on Seymour Avenue, in the City of Montreal, and being composed of:

a. Subdivision lot number nine of the official plan of lot number one thousand six hundred and forty one-A (1641-A-9) on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine Ward, in the City of Montreal, and

b. Le lot de subdivision numéro quarante-trois de la subdivision officielle du lot mille six cent quarante-et-un (1641-43) des dits plan et livre de renvoi officiels—avec la maison d'habitation dessus érigée portant le numéro civique 1182 de l'avenue Seymour—avec ensemble le droit de passage dans la ruelle connue sous les numéros 1641-32, 1641-31, 1641A-10, 1641A-14, du dit plan officiel, en commun avec tous les autres y ayant droit, mais sans droit de l'obstruer.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$850.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Honorable Juge Coderre, en date du 27 novembre, 1929.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE. Sheriff's office,
Montreal, le 26 novembre, 1929. 6699—48-2
[Première publication, 30 novembre, 1929]

b. Subdivision lot number forty three of the official subdivision of lot one thousand six hundred and forty one (1641-43) on the said official plan and book of reference—with the dwelling house thereon erected bearing civic No. 1182 in Seymour Avenue, together with the right of use of lane known as numbers 1641-32, 1641-31, 1641-A-10, 1641-A-14, on the said official plan, in common with all others having rights therein but with no right to encumber the same.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$850.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a Judgment Hon. Justice Coderre, dated the 27th of November, 1929.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, November 26th, 1929. 6700—48-2
[First publication, November 30th, 1929]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } DEMOISELLE AURE-
No 12911. } LIE LECHASSEUR,
fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Québec; contre ALBERT BEAUCHEMIN, de la cité de Lévis, à savoir:

1. Le lot No 1215 (douze cent quinze) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté nord du chemin de Saint-Henri—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 1229 (douze cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé au nord du chemin de Saint-Henri, contenant 60 pieds de front sur une profondeur de 75 pieds vers le nord et 78 pieds vers le sud—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Partie sud du lot No 1230 (douze cent trente) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur le chemin de Saint-Henri, contenant 35 pieds de front, plus ou moins, et 65 pieds de largeur, plus ou moins, sur la profondeur, sans garantie de mesure précise; bornée au sud par Albert Beauchemin, au nord par A.-N. Lemieux, à l'ouest par le chemin de Saint-Henri et à l'est par un chemin privé, appartenant à Théophile Carrier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Les lots Nos 488-A et 489-A (quatre cent quatre-vingt-huit-A et quatre cent quatre-vingt-neuf-A) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus les lots en premier, deuxième et troisième lieu décrits, à la porte de l'église paroissiale de Christ-Roi, comté de Lévis, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin, et le lot en quatrième lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne-d'Arc, comté de Lévis,

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } MISS AURELIE LECHAS-
No 12911. } SEUR, spinster and in
full use of her rights, of the city of Quebec; against ALBERT BEAUCHEMIN, of the city of Lévis, to wit:

1. Lot No. 1215 (twelve hundred and fifteen), on the official cadastre for Notre-Dame ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on the north side of the Saint Henri road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 1229 (twelve hundred and twenty nine) on the official cadastre for Notre Dame ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate north of the Saint Henri road, measuring 60 feet in front on a depth of 75 feet towards the north and 78 feet towards the south—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The south part of lot No. 1230 (twelve hundred and thirty) on the official cadastre for Notre Dame ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on the Saint Henri road, containing 35 feet in front, more or less, and 65 feet in width, more or less, on the depth, without guarantee of exact measurement; bounded on the south by Albert Beauchemin, on the north by A. N. Lemieux, on the west by the Saint Henri road and on the east by a private road belonging to Théophile Carrier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. Lots Nos. 488-A and 489-A (four hundred and eighty eight-A and four hundred and eighty nine-A) on the official cadastre for Saint Laurent ward, in the city of Lévis, being an emplacement situate on Saint-Laurent street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold: lots firstly, secondly and thirdly described, at the parochial church door of Christ Roi, county of Lévis, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot fourthly described, at the parochial church door of Sainte-Jeanne d'Arc, county of Lévis, on the TWENTY FOURTH

le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 19 décembre, 1929. 7291-51-2
[Première publication: 21 décembre, 1929]
[Deuxième publication, 4 janvier, 1930]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } CHARLES AUGUSTE
No 11795. } CHAUCHEAU & AN-
TOINE RIVARD, pratiquant ci-devant en
société, sous le nom de Chauveau & Rivard;
contre DAME ELMIRE BONNEAU, de Québec
épouse judiciairement séparée de corps et de biens
de Joseph Bédard, de Québec, à savoir:

1. La subdivision No 41 (quarante et un) et
la moitié sud de la subdivision No 44 (quarante-
quatre) du lot No 434 (quatre cent trente-quatre)
du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, mainte-
nant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Qué-
bec, étant un emplacement situé sur la rue Jeanne
Mance—avec les bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances.

2. La moitié nord de la subdivision No 44
(quarante-quatre) et la subdivision No 45 (qua-
rante-cinq) du lot No 434 (quatre cent trente-
quatre) du cadastre officiel pour Saint-Roch
Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier,
de la cité de Québec, étant un emplacement situé
sur la rue Jeanne Mance—avec les bâtisses des-
sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité
de Québec, le ONZIÈME jour de JANVIER
prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 4 décembre 1929. 6865-49-2
[Première publication, le 7 décembre 1929]
[Deuxième publication, le 21 décembre 1929]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } AIMEE DUSSAULT,
No 11914. } épouse contractuelle-
ment séparée de biens de Charles Cantin, de la
cité de Québec; contre ED. GORMAN, de Saint-
Louis de Courville, et l'HON. JUGE NOEL-
ISIDORE BELLEAU, en leur qualité d'exé-
cuteurs-testamentaires à la succession Etienne
Dussault, autrefois de la cité de Lévis, DAME
CAMILLE DUSSAULT, de la Cité de Lévis,
veuve de Etienne Dussault, et ANTONIA DUS-
SAULT, de la cité de Montréal, épouse de Louis
Mace, également de la cité de Montréal, et ce der-
nier mis en cause pour autoriser son épouse, J.-B.
DUSSAULT, de la cité de Lévis, J.-ETIENNE
DUSSAULT, de Lévis, HORACE DUSSAULT,
de Québec, LEOPOLD DUSSAULT, de Québec,
HENRI DUSSAULT, de Lévis, CAMILLE DUS-
SAULT, de Québec, ALFRED DUSSAULT, de
Lévis, GABRIELLE DUSSAULT, épouse de
Ed. Gorman, et le dit ED. GORMAN, mis en
cause pour autoriser son épouse, BERTHE DUS-
SAULT, veuve de Eugène Taschereau, de Lévis,
ALFREDINE DUSSAULT, de Lévis, épouse de
Arthur Dion, et ce dernier mis en cause pour auto-
riser son épouse, à savoir:

Le lot No 582-A (cinq cent quatre-vingt-deux-
A) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord,
maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité
de Québec, étant un terrain situé dans la munici-
palité de Limoilou, près de Québec, circonstan-
ces et dépendances, avec aussi les droits de grève
qui y sont attachés. A distraire une partie ven-
due le 12 novembre 1898, à la "Québec, Mont-
morency & Charlevoix Railway Coy.", aujour-
d'hui représentée par "The Quebec Railway Light

day of JANUARY next, at TWO o'clock in the
afternoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 19, 1929. 7292-51-2
[First publication, December 21st, 1929]
[Second publication, January 4th, 1930]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } CHARLES AUGUSTE
No. 11795. } CHAUCHEAU & AN-
TOINE RIVARD, heretofore practising in part-
nership under the name of Chauveau & Rivard;
against DAME ELMIRE BONNEAU, of
Quebec, wife judicially separate as to bed and
board of Joseph Bedard, of Quebec, to wit:

1. Subdivision No. 41 (forty one) and the
South half of subdivision No. 44 (forty four)
of lot No. 434 (four hundred and thirty four) on
the official cadastre for Saint Roch North, now
Jacques Cartier ward of the city of Quebec, being
an emplacement situate on Jeanne Mance Street
—with the buildings thereon erected, circumstan-
ces and dependencies.

2. The North half of subdivision No. 44 (forty
four) and subdivision No. 45 (forty five) of lot
No. 434 (four hundred and thirty four) on the
official cadastre for Saint Roch North, now
Jacques Cartier ward of the city of Quebec,
being an emplacement situate on Jeanne Mance
Street—with the buildings thereon erected, cir-
cumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
on the ELEVENTH day of JANUARY next,
at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, December 4, 1929. 6866-49-2
[First publication, December 7, 1929]
[Second publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } AIMEE DUSSAULT,
No. 11914. } wife separate as to prop-
erty by marriage contract of Charles Cantin, of
the city of Quebec; against ED. GORMAN, of
St. Louis de Courville, and the HON. JUDGE
NOEL ISIDORE BELLEAU, in their quality
of testamentary executors of the estate Etienne
Dussault, formerly of the city of Lévis, DAME
CAMILLE DUSSAULT, of the city of Lévis,
widow of Etienne Dussault, and ANTONIA
DUSSAULT, of the city of Montreal, wife of
Louis Mace, equally of the city of Montreal, and
the latter *mis-en-cause*, to authorize his wife, J. B.
DUSSAULT, of the city of Lévis, J.-ETIENNE
DUSSAULT, of Lévis, HORACE DUSSAULT,
of Québec, LEOPOLD DUSSAULT, of Québec,
HENRI DUSSAULT, of Lévis, CAMILLE DUS-
SAULT, of Québec, ALFRED DUSSAULT, of
Lévis, GABRIELLE DUSSAULT, wife of Ed.
Gorman, and the said ED. GORMAN, *mis-en-
cause*, to authorize his wife, BERTHE DUS-
SAULT, widow of Eugène Taschereau, of Lévis,
ALFREDINE DUSSAULT, of Lévis, wife of
Arthur Dion, and the latter *mis-en-cause*, to
authorize his wife, to wit:

Lot No. 582A (five hundred and eighty two-A)
on the official cadastre for Saint-Roch-North,
now Jacques Cartier ward, of the city of Quebec,
being a lot of land situate in the municipality of
Limoilou, near Quebec, circumstances and depen-
dencies, together with beach rights attached
thereto. To be withdrawn a part sold on Novem-
ber 12, 1898, to the "Quebec, Montmorency &
Charlevoix Railway Coy.", to-day represented by
"The Quebec Railway Light & Power Co.", and

& Power Coy.", et une autre partie vendue à la "Anglo-Canadian Pulp & Paper Co., Ltd.", le tout tel que le dit lot est actuellement—avec les droits et charges qui y sont attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,
Québec, 4 décembre 1929. 6867—49-2
[Première publication, le 7 décembre 1929]
Deuxième publication, le 21 décembre 1929]

another part sold to the "Anglo-Canadian Pulp & Paper Co., Ltd.", the whole as the said lot actually is—with the rights and charges attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, December 4, 1929. 6868—49-2
[First publication, December 7, 1929]
Second publication, December 21, 1929]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH FERLAND, jour-
No 12519. } nalier, de la cité et du district de Montréal; contre LUDGER ASSELIN, de la paroisse de Saint-Tite des Caps, district de Québec, à savoir:

Les lots Nos 314 et 315 (trois cent quatorze et trois cent quinze) et la partie ouest du lot No 312 (trois cent douze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite des Caps, comté de Montmorency, étant une terre située sur la route régionale, mesurant deux arpents et demi de front sur environ trente arpents de profondeur, la dite partie ouest du lot No 312 bornée au nord au lot No 318, au sud partie au lot No 313 et partie au chemin royal, à l'est au résidu du lot No 312 et à l'ouest au lot No 314—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Tite des Caps, comté de Montmorency, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,
Québec, 4 décembre, 1929. 6869—49-2
[Première publication, 7 décembre, 1929]
[Deuxième publication, 21 décembre, 1929]

Québec, to wit: } JOSEPH FERLAND, labor-
No 12519. } er, of the city and district of Montreal; against LUDGER ASSELIN, of the parish of Saint Tite des Caps, district of Québec, to wit:

Lots Nos. 314 and 315 (three hundred and fourteen and three hundred fifteen) and the west part of lot No. 312 (three hundred and twelve) on the official cadastre for the parish of Saint Tite des Caps, county of Montmorency, being a farm situate on the regional highway, measuring two arpents and one half in front by about thirty arpents in depth, the said west part of lot No. 312 bounded on the north by lot No. 318, on the south partly by lot No. 313 and partly by the King's highway, and on the east by the residue of lot No. 312 and on the west by lot No. 314—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Tite des Caps, county of Montmorency, on the TENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 4, 1929. 6870—49-2
[First publication, December 7th, 1929]
[Second publication, December 21st, 1929]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 978. } LOUIS BOURGOIN, de Amesbury,
Massachusetts, un des Etats-
Unis d'Amérique, demandeur; contre DAME ZELIA LECLERC, de Stanhope, dit district, veuve de feu Alfred Bourgoïn, en son vivant cultivateur, du même lieu, défenderesse.

Saisi comme appartenant à la défenderesse: Les lots de terrain numéros vingt-sept C, vingt-huit-trente-huit et vingt-huit-quarante (27-C; 28-38 et 28-40), dans le onzième rang du canton de Barnston, contenant soixante-dix acres (70) de terrain plus ou moins—avec les bâtisses dessus y érigées, sauf et excepté un petit morceau de ce lot de terrain vendu à Luther Bean, vers le milieu du bout Est du lot numéro vingt-huit-quarante, et sous réserve en faveur de feu Amédée Goyette du droit et titre de servitude perpétuelle sur les dits lots de terrain d'ouvrir un chemin de Stanhope à l'Ouest vers Baldwin's Mill;

Un autre morceau de terre, faisant partie des lots numéros vingt-sept A et vingt-sept B (27A-27-B) dans le onzième (11) rang du dit canton de Barnston, et décrit comme suit: commençant à un point situé à quatre cents quarante (440) pieds du coin sud-est de la ferme occupée par Pierre Houle, de là vers le nord dix pieds à un

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 978. } LOUIS BOURGOIN, of Amesbury, Massachusetts, one of the United States of America, plaintiff; against DAME ZELIA LECLERC, of Stanhope, said district, widow of the late Alfred Bourgoïn, in his lifetime farmer, of the same place, defendant.

Seized as belonging to the defendant: The lots of land number twenty seven-C, twenty eight-thirty eight and twenty eight-forty (27-C; 28-38 and 28-40), in the eleventh range of the township of Barnston, containing seventy acres (70) of land, more or less—with buildings thereon erected. Save and except a small piece of the said lot of land sold to Luther Bean, towards the middle of the east end of lot number twenty eight-forty, and under reserve in favour of the late Amédée Goyette of the right and title of perpetual servitude on the said lots of land to open a road from Stanhope to the west towards Baldwin's Mill;

Another piece of land forming part of lots numbers twenty seven-A and twenty seven-B (27-A-27-B), in the eleventh (11) range of the said township of Barnston, and described as follows: commencing at a point situated at four hundred and forty (440) feet from the southeast corner of the farm occupied by Pierre Houle,

poteau; de là vers l'ouest, dix pieds à un poteau; de là vers le sud dix pieds à un poteau; de là vers l'Est, dix pieds à un poteau au point de départ, sur lequel terrain se trouve une source d'eau pierrotée, avec le droit de passage pour poser les pipes et les réparer.

Pour être vendu, suivant une ordonnance de la Cour, au Bureau d'enregistrement, en la ville de Coaticook, dit district de Saint-François, JEUDI, le VINGT-TROISIEME jour du mois de JANVIER prochain (1930), à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 17 décembre, 1929. 7247—51-2
[Première publication, 21 décembre, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Saint-François.
No 776. { LA CORPORATION DE LA
VILLE DE MAGOG, corps
politique et incorporé, ayant sa principale place
d'affaires à Magog, district de Saint-François,
demanderesse; contre LOUIS ST-LAURENT,
peintre, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:
Une certaine propriété située sur la rue MacDonald, en la dite ville de Magog, connue et désignée comme étant partie du lot numéro huit (ptie 8) de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent (400) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Magog—avec bâtisses dessus construites; cette partie de lot mesurant quatre-vingts pieds de profondeur du Nord au sud par toute la largeur du dit lot, soit soixante et trois pieds, le tout plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice-de-Magog, en la ville de Magog, le MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour du mois de DECEMBRE prochain (1929), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 21 novembre 1929. 6657—48-2
[Première publication, le 30 novembre 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No 897. } E. WILFRID POULIN, marchand, de Saint-Isidore-d'Auckland, district de Saint-François, demandeur; contre HORMIDAS CHAMPAGNE, autrefois de Saint-Isidore-d'Auckland, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:
Le quart nord-ouest du lot numéro huit (¼-8) du huitième rang du canton d'Auckland, tel que mentionné au cadastre et livre de renvoi officiels pour le dit canton Auckland—avec les bâtisses, circonstances et dépendances dessus y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Isidore-d'Auckland, dans le district de Saint-François, VENDREDI, le TROISIEME jour du mois de JANVIER prochain, (1930) à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 25 novembre 1929. 6683—48-2
[Première publication, 30 novembre, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No. 123. } JACOB NICOL, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Sherbrooke,

thence to the north ten feet to a post; thence towards the west ten feet to a post; thence towards the south ten feet to a post; thence towards the east ten feet to a post at the starting point, on which lot of land exists a stone paved water spring, with right of way for laying pipes and repairing same.

To be sold, pursuant to an order of the Court, at the registration Office, in the town of Coaticook, said district of Saint-François, on THURSDAY, the TWENTY THIRD day of the month of JANUARY next, 1930, at ONE THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, C. E. THERRIEN,
Sherbrooke, December 17th, 1929. 7248—51-2
[First publication, December 21st, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of St. Francis.
No. 776. { THE CORPORATION OF THE
TOWN OF MAGOG, a body
politic and corporate, having its principal place
of business at Magog, district of Saint Francis,
plaintiff; against LOUIS ST. LAURENT, painter,
of the city and district of Montreal, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
A certain property situate on MacDonald Street in the said town of Magog, known and designated as being part of lot number eight (Pt. 8) of the official subdivision of lot number four hundred (400) on the official plan and book of reference for the town of Magog—with buildings thereon erected; the said part of lot measuring eighty feet in depth from North to South by the whole width of the said lot, namely sixty three feet, the whole more or less.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Magog, in the town of Magog, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of the month of DECEMBER next, (1929), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, C. E. THERRIEN,
Sherbrooke, November 21, 1929. 6658—48-2
[First publication, November 30, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 897. } E. WILFRID POULIN, merchant, of Saint Isidore-d'Auckland, district of Saint Francis, plaintiff; against HORMIDAS CHAMPAGNE, formerly of Saint Isidore d'Auckland and now of parts unknown, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
The Northwest quarter of lot number eight (¼-8) of the eighth range of the township of Auckland, as mentioned on the cadastre and official book of reference for the said township of Auckland—with the buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Isidore d'Auckland, in the district of Saint Francis, on FRIDAY, the THIRD day of the month of JANUARY next, 1930, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, C. E. THERRIEN,
Sherbrooke, November 25, 1929. 6684—48-2
[First publication, November 30, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 123. } JACOB NICOL, advocate and King's Counsel, of the city of Sherbrooke

district de Saint-François, demandeur; pour poursuite hypothécaire; contre J. SYLFRID COUTURE et WILFRID LAZURE, avocats, de la cité de Sherbrooke, défendeurs; et ANTONIO JEAN, concierge, de la cité de Sherbrooke, dit district, curateur au délaisement.

Saisis en vertu du bref les immeubles suivants:

Ce certain lot de terre situé dans le canton de Westbury et connu sur le cadastre pour le dit canton, comme étant le numéro dix-sept-B (17-B) dans le rang trois du canton de Westbury, et contenant cent quarante-six (146) acres en superficie—avec de plus les bâtisses et autres dépendances.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, en la cité de Sherbrooke, dit district, en vertu d'une ordonnance de la Cour susdite, au Palais de Justice, le JEUDI, DEUXIEME jour du mois de JANVIER prochain, (1930) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 25 novembre, 1929. 6685—48-2
[Première publication, 30 novembre, 1929]

district of Saint Francis, plaintiff; for hypothecary suit; against J. SYLFRID COUTURE and WILFRID LAZURE, advocates of the city of Sherbrooke, defendants; and ANTONIO JEAN, janitor, of the city of Sherbrooke, said district, curator to the surrender.

The following immovables seized in virtue of the writ:

That certain lot of land situate in the township of Westbury and known on the cadastre for the said township as being number seventeen-B (17-B) in the third range of the township of Westbury, and containing one hundred and forty six (146) acres in area—with moreover the buildings and other dependencies.

To be sold at the sheriff's office in the city of Sherbrooke, said district, in virtue of an order of the aforesaid Court, at the Court House, on THURSDAY, the SECOND day of the month of JANUARY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-E. THERRIEN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, November 25, 1929. 6686—48-2
[First publication, November 30th, 1929]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir:) STANISLAS DAL-
No 1076.) BEC, deman-
deur; contre ADORE FONTAINE, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sur le neuvième rang, étant les lots numéros trois cent quarante-cinq (345) et trois cent quarante-six (346) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, MARDI, le VINGT ET UNIEME jour de JANVIER prochain (1930), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, le 12 décembre 1929.
[Première publication, le 21 décembre 1929]
7215—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit:) STANISLAS DAL-
No. 1076.) BEC, Plaintiff;
against ADORE FONTAINE, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Theodore d'Acton, on the ninth range, being lots numbers three hundred and forty five (345) and three hundred and forty six (346) on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Theodore d'Acton, TUESDAY, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next (1930), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, December 12th., 1929.
[First publication, December 21st., 1929]
7216—51-2

SAINT HYACINTHE

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir:) CREDIT CANA-
No 748 (1928).) DIEN, INCOR-
PORE, corporation légalement constituée, ayant son bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs LUCIEN DOYON, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un terrain ayant front sur et côté nord-ouest de la rue Chapleau, en la cité des Trois-Rivières, contenant trente pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins et à mesure anglaise, étant connu et désigné sous le numéro soixante et un au plan de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-deux (1122-61) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, comme aussi avec et

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.
Trois Rivières, to wit:) CREDIT CANA-
No. 748 (1928).) DIEN, INCORPO-
RE, a legally constituted corporation, having its head-office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs LUCIEN DOYON, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:
A lot of land fronting and on the Northwest side of Chapleau Street, in the city of Trois Rivières, measuring thirty feet in width by eighty feet in depth, the whole more or less and English measure, being known and designated under number sixty one on the official subdivision plan of lot number eleven hundred and twenty two (1122-61) on the official cadastre for the city of Trois Rivières—with a house thereon erected, circumstances and dependencies,

sujet aux servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-UNIEME jour de JANVIER prochain 1930, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, le 18 décembre 1929.
[Première publication, le 21 décembre 1929]
7293—51-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } LA CAISSE POPU-
No 172 (1929). } LAIRE DE SAINT
SEVERIN DE PROULXVILLE, société coopé-
rative régie par la Loi des Syndicats de Québec,
ayant son siège social en la paroisse de Saint-
Séverin de Proulxville, district des Trois-Rivières,
demanderesse; vs DAME HONORA MON-
GRAIN, veuve de Théophile Bordeleau ET AL.,
conjointement et solidairement, défendeurs.

Comme appartenant à Dame Honora Mongrain, défenderesse, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Séverin, dans le comté de Champlain, dans le rang de la côte Saint-Paul, de la contenance de trois arpents de largeur par vingt-cinq arpents de longueur, connue et désignée sous le numéro sept (No 7) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas, à distraire cependant du dit lot de terre le terrain vendu au Canadian National Railway.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Séverin de Proulxville, dans le comté de Champlain, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain 1930, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 18 décembre, 1929. 7295—51-2
[Première publication, 21 décembre, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.
Trois-Rivières, à savoir: } DAME M A R I E
No 8362. } L A R O C H E L L E
LE, veuve de Alfred Roberge, demanderesse; vs
GODFROY LAMPRON, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Lemieux, dans cette partie démembrée de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, contenant trois arpents de largeur, sur la profondeur du lot, étant le tiers sud du lot No 14 du premier rang du canton de Blandford, maintenant connu et désigné comme étant le tiers sud du lot numéro trente et un ($\frac{1}{2}$ S. No 31) du cadastre officiel du canton de Blandford, pour la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford; borné au nord à l'autre partie du No 14 appartenant à Napoléon Morinville ou représentants, au sud au lot No 15 des dits rang et canton, à l'est à la seigneurie de Lévrard, et à l'ouest au chemin de front entre le premier et le deuxième rang—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Avis public est par les présentes donné que la vente de l'immeuble ci-dessus décrit, qui devait avoir lieu le douzième jour de décembre 1929, à dix heures du matin, à la porte de l'église de la paroisse de Lemieux, dans le comté de Nicolet, n'ayant pas eu lieu faute d'enchérisseur, la dite vente aura lieu le QUATORZIEME jour de

and also with and subject to any servitudes active or passive, apparent or occult.

To be sold at the Sheriff's Office of the district of Trois Rivières, in the Court House, in the city of Trois Rivières, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, December 18th., 1929.
[First publication, December 21st., 1929]
7294—51-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.
Trois-Rivières, to wit: } LA CAISSE POPU-
No. 172 (1929). } LAIRE DE SAINT
SEVERIN DE PROULXVILLE, a cooperative
society, governed by the Quebec Syndicates' Act, having its head-office in the parish of Saint Severin de Proulxville, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs DAME HONORA MONGRAIN, widow of Théophile Bordeleau, ET AL., jointly and severally, defendants.

As belonging to Dame Honora Mongrain, defendant, to wit:

A farm, situate in the parish of Saint Severin, in the county of Champlain, in Côte Saint Paul range, measuring three arpents in width by twenty five arpents in length, known and designated under number seven (No. 7) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas; to be withdrawn, however, from the said lot of land, the land sold to the Canadian National Railway.

To be sold at the church door of the parish of Saint Severin de Proulxville, in the county of Champlain, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI.-L. LASSONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, December 18, 1929. 7296—51-2
First publication, December 21st, 1929]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.
Trois-Rivières, to wit: } DAME M A R I E
No. 8362. } L A R O C H E L L E,
widow of Alfred Roberge, plaintiff; vs GOD-
FROY LAMPRON, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Lemieux, in the dismembered part of the parish of Sainte Marie de Blandford, measuring three arpents in width by the depth of the lot, being the one third South of lot No. 14 of the first range of the township of Blandford, now known and designated as being the one third South of lot number thirty one ($\frac{1}{2}$ S. No. 31) on the official cadastre of the township of Blandford, for the parish of Sainte Marie de Blandford; bounded on the North by the other part of No. 14, belonging to Napoleon Morinville or representatives, on the South by lot No. 15 of said range and township, on the East by the Levrard Seigniorie and on the West by the front road between the first and second ranges—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Public notice is hereby given that the sale of the hereabove described immovable, which was to be held on the twelfth day of December, 1929, at ten o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Lemieux, in the county of Nicolet, not being held through want of a bidder, the said sale will be held on the FOURTEENTH

JANVIER prochain 1930, à DIX heures du matin, à la porte de l'église de la paroisse de Lemieux, dans le comté de Nicolet.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, le 18 décembre 1929.
7297

day of JANUARY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Lemieux, in the county of Nicolet.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office,
Trois Rivières, December 18th., 1929.
7298

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } NAPOLEON DE-
No 501 (1929). } CHESNE, de-
mandeur; vs MICHEL NASSIF, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Tout le terrain situé en la cité des Trois-Rivières, composé: 1. Tout le lot numéro dix du plan de la subdivision officielle du lot numéro onze cent soixante-quatre (No 1164-10) fait par John Bourgeois, arpenteur, contenant quarante pieds de largeur, par cent vingt-neuf pieds de profondeur, borné en front par la rue Sainte-Julie, en profondeur par le lot numéro douze (12) de la dite subdivision officielle, au sud-est par le numéro neuf-A (No 9a) de la dite subdivision et de l'autre côté au nord-ouest par le lot numéro onze (11), et aussi cette partie du terrain ou emplacement situé au sud-est des rues Sainte-Julie et Saint-Maurice, en la cité de Trois-Rivières, étant partie du lot numéro onze de la subdivision officielle du lot numéro onze cent soixante-quatre (1164 p. 11) d'après un plan préparé par John Bourgeois, arpenteur, laquelle partie de terrain contient quarante-trois pieds de largeur par vingt-deux pieds de profondeur, plus ou moins, et à mesure anglaise, et prise du côté nord-est du dit lot en partant à l'extrémité de sa profondeur, c'est-à-dire de Zéphirin Bernaquez et allant vers l'ouest jusqu'à une distance de vingt-deux pieds, bornée du côté nord-ouest par le résidu du lot 1164-11, en profondeur par Z. Bernaquez et du côté sud-est par l'emplacement ci-dessus en premier lieu décrit No 1164-10—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité de Trois-Rivières, le TRENTE-UNIE-ME jour de DECEMBRE prochain, 1929, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 27 novembre, 1929. 6701—48-2
[Première publication, 30 novembre, 1929]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERVIS.
Superior Court.—District of Trois-Rivières.
Trois-Rivières, to wit: } NAPOLEON DE-
No. 501 (1929). } CHESNE, plain-
tiff; vs MICHEL NASSIF, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
All the land situate in the city of Trois-Rivières, composed: 1. All of lot number ten on the official subdivision of lot number eleven hundred and sixty four (No. 1164-10) made by John Bourgeois, surveyor, containing forty feet in width by one hundred and twenty nine feet in depth, bounded in front by Sainte Julie street, in depth by lot number twelve (12) of the said official subdivision, on the southeast by lot number nine-A (No. 9-A) of the said subdivision and on the other side to the northwest by lot number eleven (11), and also that part of the lot of land or emplacement situate on the southeast of Sainte Julie and Saint Maurice streets, in the city of Trois Rivières, being part of lot number eleven of the official subdivision of lot number eleven hundred and sixty four (1164-p. 11) according to the plan prepared by John Bourgeois surveyor, which part of lot of land contains forty three feet in width by twenty two feet in depth, more or less, and English measure, and taken from the northeast side of the said lot starting at the extremity of its depth, that is to say from Zéphirin Bernaquez and running towards the west for a distance of twenty two feet, bounded on the northwest side by the residue of lot 1164-11, in depth by Z. Bernaquez and on the southeast side by the emplacement hereabove firstly described No. 1164-10—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's office for the district of Trois-Rivières, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, 1929, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office,
Trois Rivières, November 27, 1929. 6702—48-2
[First publication, November 30th, 1929]

Lettres patentes

"Union Rock, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1929, constituant en corporation: Arsène Choquette, contremaître, J.-Paul Ferland, comptable, de Montréal, Frédéric L. Gagnon, ingénieur civil, Outremont, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, contracteur et entrepreneur pour toute espèce de travaux se rapportant à l'industrie de la pierre et du ciment;

Acheter, posséder, louer, exploiter, aliéner ou autrement acquérir et disposer des carrières de pierre et en faire le commerce;

Letters patent

"Union Rock, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1929, incorporating: Arsène Choquette foreman, J. Paul Ferland, accountant, of Montreal, Frederick L. Gagnon, civil engineer, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business and trade of manufacturers, builders and contractors for every kind of work connected with stone and cement;

To purchase, hold, lease, exploit, alienate or otherwise acquire and dispose of stone quarries and deal in same;

Exercer toute, industrie, manufacturière ou autre, se rapportant à l'industrie de la pierre et du ciment, que la compagnie croira capable d'être convenablement exercée; augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, manufacturer, acheter, vendre et disposer d'articles, effets et marchandises;

Acquérir et posséder des biens, propriétés, privilèges, franchises, contrats, baux, biens fonciers et autres droits de toute personne, maison ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que cette compagnie est autorisée d'exercer;

Acquérir et employer de la vapeur, de l'électricité ou autres pouvoirs pour les fins susdites;

Recevoir en paiement des propriétés, marchandises ou pour travaux faits des actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par une compagnie semblable, les donner ou en disposer;

S'unir avec aucune autre compagnie ou compagnies ayant des objets similaires à ceux énumérés dans les présentes, à tels termes et conditions que la compagnie choisira;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie pour telle compensation que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie;

Emettre des actions libérées, obligations, débetures en paiement total ou partiel de propriété mobilière ou immobilière, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi émettre des actions libérées, obligations ou autres valeurs en paiement total ou en échange d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables en tout ou en partie, ou se rapportant aux affaires de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour service rendu ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement de parts du capital-actions de la compagnie ou de toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Placer et disposer des fonds de la compagnie, non immédiatement requis, de telle manière qu'il pourra en être déterminé de temps à autre;

acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir des outils, outillages, machines, machineries, voitures, camions, automobiles, chevaux et tous autres meubles et immeubles que la compagnie peut juger nécessaires ou désirables, les améliorer, conduire, développer, louer, hypothéquer, vendre, mettre à profit ou autrement faire le commerce avec ou sans les biens de la compagnie et en disposer;

Faire toutes les choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Union Rock, Limited" avec un capital total de cent quarante mille dollars (\$140,000.00), divisé en quatorze mille (14,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1929.

7153

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

To carry on any business, manufacturing or otherwise, relating to the business of stone and cement, which the company may deem capable of being suitably carried on so as to directly or indirectly increase the value of or render profitable the property or rights of the company; to manufacture, purchase, sell and dispose of goods, wares and merchandise;

To acquire and hold the property, assets, privileges, franchises, contracts, leases, real estate and other rights of any person, firm or company carrying on any industry or business which the company is authorized to carry on;

To acquire and employ steam, electricity or other power for the aforesaid purposes;

To receive in payment for property, merchandise or for work done stock, bonds, debentures or other securities issued by any similar company and give or dispose thereof;

To amalgamate with any other company or companies having similar objects to those herein enumerated, upon such terms and conditions as the company may deem fit;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the company;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures, in full or part payment for any moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and also to issue paid up shares, bonds or other securities in full payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on any similar business, in whole or in part, or relating to the business of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of shares of the capital-stock of the company or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and dispose of the funds of the company not immediately required, in such manner as may be determined from time to time;

To purchase, take on lease, let or otherwise acquire tools, equipment, machines, machinery, vehicles, trucks, automobiles, horses and any other moveables and immoveables which the company may deem necessary or desirable, to improve, conduct, develop, lease, hypothecate, sell, turn to account or otherwise deal with or without the property of the company and dispose of same;

To do all the above things as principals, agents, contractors or otherwise, alone or jointly with others, under the name of "Union Rock, Limited" with a total capital stock of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00), divided into fourteen thousand (14,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1929.

7154

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la révision et la refonte de sa charte, la loi 6 Edouard VII, chapitre 49, et les lois qui l'amendent, et de façon à: augmenter son pouvoir d'emprunt temporaire; établir la procédure à suivre pour contribution à certaines dépenses; délimiter son territoire; amender l'article qui exclut certaines personnes des charges municipales; changer la date de la confection de la liste des électeurs; changer la date des élections; établir plusieurs bureaux pour la votation des règlements d'emprunt et prolonger les heures de votation; pourvoir à la construction des trottoirs; modifier le mode de taxation pour l'aqueduc; décréter qu'il ne sera pas nécessaire d'avoir payé ses taxes de l'année courante pour avoir droit de vote; autoriser la réglementation: (a) des cochers de place et des conducteurs d'autos-taxis et d'en limiter le nombre, (b) des autobus, (c) de la construction, (d) de la pesanture du pain, (e) et de la sollicitation dans les rues de la cité; changer le mode de confection du rôle de perception; approuver, ratifier et valider deux résolutions du conseil fixant l'évaluation pour un espace de dix ans des propriétés de l'Imperial Oil, Limited; donner juridiction au recorder pour tenir certaines enquêtes; et autres fins.

Lévis, 20 décembre 1929.

Les procureurs de la cité de Lévis,
7255-51-4 BERNIER & DE BILLY.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: 1. Ratifier une entente intervenue entre ladite Cité et certaines compagnies industrielles faisant affaires dans les limites de son territoire, pourvoyant à une base d'évaluation des biens impossibles desdites compagnies pendant une période de dix ans, à compter du 1er juillet 1930, en conformité d'une résolution adoptée par le conseil de ladite Cité, le 18 décembre 1929; 2. Approuver le règlement No 306 de ladite Cité pourvoyant à un emprunt de \$200,000.00, moins les items destinés à couvrir le coût de travaux pour lesquels l'approbation du directeur du service provincial d'hygiène n'aura pas été obtenue, dans les cas où telle approbation est nécessaire; 3. Accorder à ladite Cité le pouvoir de rembourser aux propriétaires qui ont supporté le coût du pavage de ruelles sous l'ancien règlement No 267 les sommes par eux payées à ladite Cité pour tels travaux; d'annuler les charges qui leur sont faites dans les livres de ladite Cité pour versements non encore acquittés sur le coût de tels travaux; et de passer, pour fins de tels remboursements, un règlement d'emprunt, sujet aux formalités et approbations ordinaires, pour une somme de \$32,000.00.

Shawinigan Falls, le 17 décembre 1929.

Les procureurs de la requérante,
7257-51-4 DESILETS & ASSELIN.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, "La Congrégation du Très Saint-Rédempteur", dûment constituée en Corporation, ayant son siège social à Montréal, demandera l'adoption d'une Loi aux fins suivantes:

(a) pour amender sa charte de manière à aug-

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the City of Lévis will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the revision and consolidation of its charter, the Act 6, Edward VII, chapter 49, and the amendments thereto, in such manner as to: increase its power for a temporary loan; determine the procedure to be followed for contribution to certain expenses; settle the boundaries of its territory; amend the article excluding certain persons from municipal offices; change the date of the preparing of the voters' lists; change the date of elections; establish several polls for voting on the loan by-laws and to lengthen the voting hours; provide for the building of sidewalks; alter the mode of waterworks's taxation; enact that it shall not be necessary to have paid the taxes of the current year to be entitled to vote; authorize the regulation of: (a) carters and motor taxi drivers and to limit the number thereof; (b) autobuses, (c) building, (d) the weight of bread, (e) and begging in the city streets; to change the mode of preparation of the collection roll; approve, ratify and validate two resolutions of the Council fixing for a period of ten years the valuation of the properties of Imperial Oil, Limited; give jurisdiction to the Recorder for the holding of certain inquiries; and other purposes.

Lévis, December 20, 1929.

BERNIER & DE BILLY,
7256-51-4 Attorneys for the City of Lévis.

Public notice is hereby given that the City of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes: 1. To ratify an understanding entered into between the said City and certain industrial companies carrying on business within the limits of its territory, providing for a valuation basis of the taxable property of the said companies for a period of ten years from the 1st of July, 1930, in conformity with a resolution adopted by the council of the said City, the 18th of December, 1929; 2. To approve by-law No. 306 of the said City providing for a loan of \$200,000.00, less the items intended to cover the cost of work for which the approval of the director of the Provincial Health Service has not been obtained, in the event where such approval is necessary; 3. To grant the said City the power to reimburse the proprietors who stood the cost of the paving of lanes under former by-law No. 267 the amounts paid by them to the said City for such work; to annul the charges made against them in the books of the said City for instalments not yet paid for the cost of such work; and to pass, for the purposes of such repayments, a loan by-law, subject to the usual formalities and approvals, for a sum of \$32,000.00.

Shawinigan Falls, December 17, 1929.

DESILETS & ASSELIN,
7258-51-4 Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that, at the next Session of the Legislature of the Province of Québec, "La Congrégation du Très Saint Rédempteur", duly incorporated and having its place of business in Montreal, will ask for the adoption of a law for the following purposes:

(a) to amend its charter so to increase the

menter le chiffre des propriétés mobilières et immobilières, de deniers et effets mobiliers qu'elle a droit de posséder pour des fins de revenus;

(b) pour lui donner le pouvoir de contracter des emprunts;

(c) pour lui donner le pouvoir d'hypothéquer et nantir ses biens, et de donner des garanties de toute nature;

(d) pour définir les pouvoirs de la Corporation relativement à ses différentes œuvres d'assistance, d'hospitalisation, et d'éducation;

(e) pour transporter le siège corporatif à Sainte-Anne-de-Beaupré, dans le comté de Montmorency.

7259—51-4 Le procureur de la Requérente,
GUY HUDON.

amount of movable and immovable properties that it has the right to acquire and dispose of;

(b) to obtain the power to contract loans;

(c) to obtain the power to hypothecate and pledge its effects and to give the securities of any nature;

(d) to define the powers of the Corporation with respect to its activities in the fields of public assistance, hospital-works and education;

(e) to change the locality of its headoffice to Sainte Anne de Beaupré, in the County of Montmorency.

7260—51-4 GUY HUDON,
Attorney for petitioners.

Avis vous est par les présentes donné que la Compagnie de Chemin de fer Colonisation, Montréal et Nord, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant sa Charte (1 Geo. V, 2ème session, chap. 81) et renouvelant et étendant et augmentant les pouvoirs accordés par la dite charte et changeant les noms des directeurs et la date de la première assemblée générale des actionnaires, et augmentant le capital et les garanties des émissions de bons et autres amendements.

7261—51-4 L'agent,
ACHILLE BERGEVIN.

Notice is hereby given that the Montreal and Northern Colonization Railway Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for, an act amending its charter (1 Geo. V, 2nd session, ch. 81) and renewing and increasing and extending the powers granted under the same and changing the names of the directors and the date of the first general meeting of the shareholders, and increasing the capital and guarantees of bonds issue and other amendments.

7262—51-4 ACHILLE BERGEVIN,
Agent.

Avis vous est donné par les présentes que la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant sa charte (1, Geo. V, 2ème section, ch. 82) et renouvelant et étendant et augmentant les pouvoirs accordés par la dite Charte et changeant les noms des directeurs et la date de la première assemblée générale des actionnaires, et augmentant le capital et les garanties des émissions de bons et autres amendements.

7263—51-4 L'agent,
ACHILLE BERGEVIN.

Notice is hereby given that the Montreal and South Western Railway & Power Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter (1, Geo. V, 2nd section, ch. 82) and renewing and increasing and extending the powers granted under the same and changing the names of the directors and the date of the first general meeting of the shareholders, and increasing the capital and guarantees of bonds issue and other amendments.

7264—51-4 ACHILLE BERGEVIN,
Agent.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Lachine, corporation municipale constituée par la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ayant son bureau d'affaires dans la Cité de Lachine, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi validant la vente privée et de gré à gré, par la Cité de Lachine, à la "Dominion Bridge Company, Limited", "suivant acte reçu devant Mtre J.-S.-A. Ashby, N.P., le 29 novembre 1929, des parties de la rue Notre-Dame et de la Cinquième Avenue fermées à la circulation sous l'autorité du règlement No 503 de son Conseil municipal—et pour autres fins.

Lachine, 16 décembre 1929.
Le procureur de la Cité de Lachine,
7265—51-4 A.-S. PELLETIER.

Public notice is hereby given that the city of Lachine, a municipal corporation, incorporated by the Act 9, Edward VII, chapter 86, and having its place of business in the city of Lachine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act, validating the mutual agreement and private sale by the city of Lachine, to the "Dominion Bridge Company", according to deed acknowledged before Mtre. J. S. A. Ashby, N.P., on the 29th of November, 1929, of those parts of Notre-Dame Street and Fifth Avenue closed to circulation under authority of By-law No. 503 of its Municipal Council—and for other purposes.

Lachine, December 16, 1929.
A. S. PELLETIER,
7266—51-4 Attorney for the City of Lachine.

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander la passation d'une loi amendant sa Charte pour les fins suivantes:

Changer le nom de la Ville en celui de la Cité de Chicoutimi et lui octroyer tous les pouvoirs inhérents à une cité; obtenir le pouvoir de préparer le rôle d'évaluation dans le cours d'une année et imposer la taxe sur le dit rôle au commencement de l'année suivante; avoir le droit de rémunérer les membres du Conseil et de leur imposer une

Public notice is hereby given that the Town of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its Charter for the following purposes:

To change the name of the Town to that of the City of Chicoutimi and grant it all the inherent powers of a city; to obtain the power to prepare the valuation roll within the course of a year and impose the tax on the said roll at the commencement of the following year; to have the right to remunerate the members of the Council

amende pour défaut d'assistance; fixer au 1er août la date des élections et faire les changements nécessaires à cette fin; abroger la clause 117 du chapitre 91-8 Edouard VII, de la charte de la Ville de Chicoutimi; étendre les limites du territoire de la municipalité en fixant définitivement la limite nord et nord-ouest, pour toutes fins municipales et scolaires, au milieu du Saguenay; et en y annexant au sud-ouest du territoire actuel les lots suivants:—Rang IX, sud-ouest chemin Sydenham, les lots Nos 4, 5A, 5B. Rang X, sud-ouest chemin Sydenham, les lots Nos 4, 5A, 5B. Vers le sud-est du territoire actuel, les lots suivants: Rang I, sud-ouest chemin Sydenham, la partie du lot No 62 à l'ouest de la rivière du Moulin, la partie du lot No 63 à l'ouest de la rivière du Moulin et les lots entiers suivants 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74A, 74B. Rang I, nord-est chemin Sydenham, la partie du lot No 66 située au sud-ouest du chemin longeant la rivière du Moulin, exclusivement de ce chemin; la partie du lot No 67, située au sud-ouest du chemin ci-dessus mentionné et de la limite sud-ouest de la municipalité de la Rivière-du-Moulin, exclusivement de ce chemin; toute la partie des lots suivants située entre la ligne sud et sud-ouest de la municipalité de la Rivière-du-Moulin et la ligne nord du Rang I, sud-ouest du chemin Sydenham, 68, 69, 70A, 71A, 72A, 73A.

Chicoutimi, 16 décembre 1929.

Le procureur de la requérante,
7267—51-4 J.-C. GAGNE.

and impose a fine on them for non-attendance; to fix the 1st of August as the date of the elections and make the necessary changes for such purpose; to repeal clause 117 of chapter 91-8 Edward VII of the charter of the Town of Chicoutimi; to extend the limits of the territory of the municipality by definitely fixing the north and north-west boundary, for all municipal and school purposes, in the middle of the Saguenay; and by annexing thereto, on the Southwest of the actual territory, the following lots:—Range IX, Southwest Sydenham road, lots Nos. 4, 5A, 5B. Range X, Southwest Sydenham road, the lots Nos. 4, 5A, 5B. Towards the Southwest of the actual territory the following lots: Range I, Southwest Sydenham road, the part of lot No. 62 on the West of the river du Moulin, and the part of lot No. 63 on the West of the river du Moulin, and the entire following lots 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74A, 74B. Range I, Northeast Sydenham road, the part of lot No. 66 situate on the Southwest of the road running along the river du Moulin, exclusively of said road; the part of lot No. 67 situate on the Southwest of the hereabove mentioned road and of the Southwest limit of the municipality of the Rivière-du-Moulin, exclusively of said road; all the part of the following lots situate between the South and Southwest line of the municipality of Rivière-du-Moulin and the Northern line of Range I, Southwest of Sydenham road, 68, 69, 70A, 71A, 72A, 73A.

Chicoutimi, December 16, 1929.

J. C. GAGNE,
7268—51-4 Attorney for applicant.

Avis public est par les présentes donné que la Ville de La Tuque s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa session prochaine, pour obtenir un amendement à sa charte, la loi 1 Georges V, (2ième session) chapitre 69, et aux différentes lois amendant cette charte, de façon:

1. A prolonger pour une nouvelle période de 10 ans, soit du 1er mai 1930 au 1er mai 1940, le système d'administration de la ville par un gérant, tel qu'actuellement existant en vertu de la loi 11 Georges V, chap. 122, "section IVa" avec certaines modifications quant à la cédule A".

2. A ratifier le règlement No 188 de la Ville de La Tuque, pourvoyant à fixer l'évaluation municipale de la Brown Corporation à \$3,840,000. pour une période de 10 ans, du 1er mai 1930 au 1er mai 1940, et pourvoyant au mode de paiement de taxes par la dite Brown Corporation durant cette période.

Québec, le 17 décembre 1929.

Le procureur de la requérante,
7269—51-4 C.-ROMULUS DUCHARME.

Notice is hereby given that the Town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, for an amendment to its charter, the Act 1 Georges V (2nd session), Chapter 69, and to the different Acts amending the same, in order:

1. To extend for a new period of 10 years, that is from the 1st of May 1930 to the 1st of May 1940, the system of administration of the Town by a manager, as actually existing in virtue of the Act 11 Georges V, Chapter 122, "section IVa" with certain modifications regarding the schedule A".

2. To ratify by-law No. 188 of the Town of La Tuque, providing to fix Municipal Evaluation of the Brown Corporation to the amount of \$3,840,000. for a period of 10 years, from the 1st of May 1930 to the 1st of May 1940, and providing to the mode of paying taxes by the said Brown Corporation during such period.

Quebec, December the 17th, 1929.

C. ROMULUS DUCHARME,
7270—51-4 Attorney for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Ville Saint-Laurent s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi fixant l'évaluation des terres en culture dans les limites de son territoire à \$300.00 l'arpent et également pour demander que certaines ventes pour taxes soient validées, ratifiées et confirmées.

Saint-Laurent, ce 18 décembre 1929.

Le procureur de la Ville Saint-Laurent,
7273—51-4 J.-BRUNO NANTEL.

Notice is hereby given that the Town of Saint Laurent will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act fixing the valuation of the lands under cultivation within the limits of its territory at \$300.00 per arpent and also to pray that certain sales for taxes be validated, ratified and confirmed.

Saint Laurent, December 18, 1929.

J. BRUNO NANTEL,
Attorney for the Town of Saint
7274—51-4 Laurent.

Avis est, par les présentes, donné que "Les Prévoyants du Canada" s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement leur Charte:

a. Pour autoriser l'administration à établir un ou des fonds de réserve pour stabiliser la cote des rentes annuelles, à fixer la proportion des recettes de chaque année à être versée à tels fonds de réserve et à déterminer la façon de calculer les revenus à répartir chaque année parmi les sociétaires rentiers;

b. Pour déterminer quelles personnes peuvent contracter avec la Société pour l'acquisition et le service de rentes ou le remboursement de cotisations en cas de mort, sans avoir à remplir les formalités requises pour les contrats ordinaires et jusqu'à concurrence de quels montants;

c. Pour autoriser l'administration à établir un département d'assurance-vie sous le nom de "Les Prévoyants du Canada" (Assurance-Vie)". Québec, 16 décembre, 1929.

Les Procureurs de "LES PRÉVOYANTS DU CANADA",
ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN &
7303-51-4 TASCHEREAU.

Notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session to adopt an Act to amend its charter;

a. To authorize the administrators to establish one or more reserve funds for the purpose of stabilizing the amount of the annual pensions, to fix the portion of the receipts of each year to be contributed to such reserve fund or funds and to determine the manner of calculating the revenues to be distributed each year among the pensioners;

b. To determine what persons may contract with the Society for the acquisition and payment of pensions or the re-imbusement of assessments in case of death, without complying with the formalities required for ordinary contracts and up to what amount;

c. To authorize the administrators to set up a department of life insurance under the name of "Les Prévoyants du Canada (Assurance Vie)". Québec, December 19th, 1929.

ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU,
Solicitors for "LES PRÉVOYANTS DU CANADA".
7304-51-4

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, le 13 décembre 1929.

Quebec, December 13, 1929.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil,

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier, le deuxième jour de décembre 1929, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the parish of St. Raphael de l'Île Bizard, in the county of Jacques-Cartier, on the second day of December, 1929, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed:

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said Municipal Council of the parish of St. Raphael de l'Île Bizard, in the county of Jacques-Cartier, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

Le greffier du Conseil Exécutif,

A. MORISSET,

A MORISSET.

Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,

Oscar Morin,

OSCAR MORIN.

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Québec, 13 décembre 1929.

7279

Quebec, December 13, 1929.

7280

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Dans la Cour Supérieure pour la Province de Québec, District de Montréal, No F-59809. Dame Riva Morgenstein, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Yancel Serebrenik alias Jacob Silverman, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; contre Yancel Serebrenik alias Jacob Silverman, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

In the Superior Court for the Province of Quebec, District of Montreal, No F-59809. Dame Riva Morgenstein, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Yancel Serebrenik alias Jacob Silverman, of the City and District of Montreal, plaintiff; against Yancel Serebrenik alias Jacob Silverman, of the City and District of Montreal, defendant.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.
Montréal, le 17 décembre 1929.
Les procureurs de la demanderesse,
7271—51-4 SHULMAN & SHULMAN.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.
Montreal, December 17th, 1929.
SHULMAN & SHULMAN,
7272—51-4 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

"LA SARRE POWER COMPANY, LIMITED"

Extrait du règlement No 2.
Que le bureau de direction soit composé à l'avenir de neuf (9) membres ou Directeurs au lieu de sept (7).
Québec, le 23 octobre 1929.

Le président,
MAURICE ROUSSEAU.
Le secrétaire,
J.-ARTHUR LAGUEUX.
7275

"LA SARRE POWER COMPANY, LIMITED"

Extract of by-law No. 2.
That the board of directors shall be composed hereafter of nine (9) members or directors instead of seven (7).
Quebec, October 23, 1929.

MAURICE ROUSSEAU,
President.
J. ARTHUR LAGUEUX,
Secretary.
7276

Charte :—Abandon de

Charter:—Surrender of

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Quenneville, Noell & Co., Ltd.", Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte.
Montréal, le 17 décembre 1929.

Le secrétaire,
F. QUENNEVILLE.
7277

Notice is hereby given that "Quenneville, Noell & Co., Ltd.", Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for lease to surrender its charter.

Montreal, December 17th, 1929.
F. QUENNEVILLE,
Secretary.
7278

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC. — BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE QUÉBEC.—QUEBEC SECTION.

Candidates aux examens d'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to the study of law.

Examens de janvier 1930.—Examinations of January 1930.

Noms Names	Prénoms Surnames	Résidence Residence	Age	Collèges Colleges
Bouchard.....	Henri.....	Québec.....	19 ans-years....	Académie Commerciale.
Ferland.....	Philippe.....	".....	27 ".....	Coll. Lévis et Sém. de Québec.
Gagnon.....	Lévi.....	St-Arsène de Témiscouata.....	25 ".....	Collège de Rimouski.
Lafleur.....	Bruno.....	Québec.....	21 ".....	Séminaire de Québec.

Par ordre—By order,
Le secrétaire du Barreau de Québec,
RODOLPHE DEBLOIS,
Secretary of the Quebec Bar.
7281-82—51-2

Québec, 16 décembre, 1929—Quebec, December 16th, 1929.

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for the admission to the study of the law.

Examens du 14 janvier 1930—Examinations January 14th, 1930.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Auerback.....	Irving Edward.....	19	Montréal.....	Montreal High School & McGill University.
2.—Binnie.....	J. Corneil.....	22	Westmount.....	Lower Canada College & McGill University.
3.—Bitts.....	Hercule.....	21	Montréal.....	Prof. W. Lévesque,
4.—Butler.....	Thomas-Reynolds.....	22	Westmount.....	Collège de Montréal & Loyola College.
5.—Champau.....	Armand.....	25	Montréal.....	Collège St-Laurent.
6.—Chipman.....	William W.....	21	".....	Lower Canada College & McGill University.
7.—Côté.....	Paul-Émile.....	20	Verdun.....	Collège de Montréal.
8.—Demers.....	Raoul.....	30	Montréal.....	Prof. Wilf. Lévesque.
9.—Elkin.....	F.-Victor.....	18	Westmount.....	Westmount High School & Prof. Savoie.
10.—Forest.....	Mario.....	20	Montréal.....	Séminaire de Joliette.
11.—Francesco.....	Dominique di.....	22	".....	Prof. W. Lévesque et René Savoie.
12.—Gagnon.....	Gaston.....	19	".....	Mont-St-Louis & Prof. Lévesque.
13.—Gariépy.....	Rodolphe.....	23	Sault-St-Lin.....	Collège Ste-Marie.
14.—Gilbert.....	David.....	21	Montréal.....	Baron Byng High School & McGill University.
15.—Grossman.....	Allan A.....	21	".....	".....
16.—Hayes.....	Saul.....	23	Westmount.....	Westmount High School & McGill University.
17.—Herman.....	Michael-Charles.....	21	Montréal.....	High School of Montreal, McGill University.
18.—Herschorn.....	John.....	19	".....	High School of Montreal & Prof. Savoie.
19.—Kivenko.....	Samuel.....	17	".....	Baron Byng High School.
20.—Klein.....	Milton.....	19	".....	Montreal High School & Prof. René Savoie.
21.—Lafleur.....	Henri-Grier.....	21	".....	Lower Canada College & McGill University.
22.—Lippé.....	René.....	19	".....	Mont-St-Louis & Prof. René Savoie.
23.—Mackay.....	R. de Wolfe.....	22	".....	Lower Canada College & McGill University.
24.—Maloney.....	J. H.....	26	".....	Ottawa College & Loyola College.
25.—Mendels.....	Morton M.....	21	Verdun.....	Montreal High School & McGill University.
26.—Mercier.....	Honoré F.....	21	Châteauguay.....	Collège Ste-Marie et Cours privés.
27.—Mercier.....	Jean.....	21	Westmount.....	Séminaire de Joliette & Séminaire de Valleyfield.
28.—Millette.....	Roland-Arthur.....	23	Outremont.....	Collège Ste-Marie & Séminaire de Joliette.
29.—Mullally.....	James-Emmett.....	20	Montréal.....	Collège Ste-Marie & Loyola College.
30.—Pascal.....	Cecil.....	17	Outremont.....	Baron Byng High School & Prof. Frank Jammes.
31.—Rother.....	William.....	19	Laprairie.....	St-Lambert High School Baron Byng High School.
32.—St-François.....	Arthur.....	22	Montréal.....	Prof. Wilfrid Lévesque.
33.—Schats.....	Bernard.....	23	".....	High School of Montreal & Prof. René Savoie.
34.—Shapiro.....	Théodore-Heriz.....	23	".....	Baron Byng High School & McGill University.
35.—Slapack.....	Max.....	21	".....	High School of Montreal & McGill University.
36.—Tallefer.....	Gaston.....	22	".....	Collège Ste-Marie & Collège Bourget (Rigaud).
37.—Trudeau.....	Louis-Maurice.....	21	".....	Collège Ste-Marie.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
JOHN E. CRANKSHAW,
Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, le 18 décembre 1929—Montreal, December 18th, 1929.

7249-50—51-2

Soumissions

Tenders

CORPORATION DE LA PAROISSE DE SAINT-CLEMENT DE BEAUHARNOIS

CORPORATION OF THE PARISH OF SAINT CLEMENT DE BEAUHARNOIS.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations", pour l'achat d'une émission d'obligations datée du 1er novembre 1929, au montant de \$32,000.00, remboursables par séries du 1er novembre, 1930 au premier novembre 1947, comme suit:

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for bonds" for the purchase of an issue of bonds dated November 1st, 1929, for a sum of \$32,000.00 redeemable serially, from November 1st, 1930, to November 1st, 1947, as follows:

1930.....	1×4000=4000.
1931.....	1×4000=4000.
1932.....	1×4000=4000.
1933.....	1×4000=4000.
1934.....	1×2500=2500.
1935.....	1×1000=1000.
1936.....	1×1000=1000.
1937.....	1×1000=1000.
1938.....	1×1000=1000.
1939.....	1×1000=1000.
1940.....	1×1000=1000.
1941.....	1×1000=1000.
1942.....	1×1000=1000.
1943.....	1×1000=1000.
1944.....	1×1000=1000.
1945.....	1×1000=1000.
1946.....	1×1000=1000.
1947.....	1×1500=1500.

1930.....	1×4000=4000.
1931.....	1×4000=4000.
1932.....	1×4000=4000.
1933.....	1×4000=4000.
1934.....	1×2500=2500.
1935.....	1×1000=1000.
1936.....	1×1000=1000.
1937.....	1×1000=1000.
1938.....	1×1000=1000.
1939.....	1×1000=1000.
1940.....	1×1000=1000.
1941.....	1×1000=1000.
1942.....	1×1000=1000.
1943.....	1×1000=1000.
1944.....	1×1000=1000.
1945.....	1×1000=1000.
1946.....	1×1000=1000.
1947.....	1×1500=1500.

portant intérêt 5% payable semi-annuel, seront reçues par le soussigné jusqu'à 1.00 P.M. le 7 janvier, 1930. Capital et intérêts payables à la Banque de Montréal, à Beauharnois. L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt : Construction de Chemins.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Clément de Beauharnois, ce 17 décembre 1929.

Le secrétaire-trésorier,

J.-NAP. LABERGE.

7251

bearing interest at 5% payable semi-annually, shall be received by the undersigned until 1.00 P.M. on the 7th of January, 1930. Capital and interest payable at the Bank of Montreal, at Beauharnois. The bond may be registered. Object of the loan: payment for construction of road.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

The municipality shall reserve the right of accepting neither the highest or any of the tenders.

Saint-Clément de Beauharnois, December 17, 1929.

J. NAP. LABERGE,

Secretary-Treasurer.

7252

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 196. Cour Supérieure "En Faillite". Dans l'affaire de: Alexandre Chagnon, Montréal, Failli, et Hermas Perras, syndic.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du registraire de la loi de faillite, district de Montréal, en date du 3 décembre, 1929, seront vendus par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, JEUDI le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER, 1930, à ONZE heures a. m., les immeubles suivants ci-après désignés:

1. a. La partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire cent seize (116-P. S.-O. 238) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant la dite partie de lot vingt-cinq pieds de largeur par quarante-quatre pieds de profondeur, formant une superficie de onze cents pieds, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par la nouvelle ligne homologuée de la montée Saint-Michel, tenant en arrière au No 116-228, d'un côté à l'est, au lot No. 116-237, et de l'autre côté, à l'ouest, au No 116-239 des dits plan et livre de renvoi officiels;

b. La partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent trente-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent seize (116-P. S.-O. 239) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant la dite partie de lot vingt-cinq pieds de largeur par quarante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, formant une superficie de onze cents pieds, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par la nouvelle ligne homologuée de la Montée Saint-Michel, tenant en arrière au lot No 116-239, d'un côté à l'est par le lot numéro 116-238 et de l'autre, à l'ouest, par le lot numéro 116-240 des dits plan et livre de renvoi officiels.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

2. Un emplacement situé en la ville de Montréal-Nord, contenant environ deux mille quatre cent soixante-dix pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, composé:

a. Du lot numéro deux cent quarante de la

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, No. 196. Superior Court, "In Bankruptcy". In the matter of: Alexandre Chagnon, Montreal, insolvent; and Hermas Perras, trustee.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated December 3, 1929, there will be sold by public auction at the Sheriff's office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the TWENTY THIRD day of JANUARY, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovables hereafter described:

1. a. The southwest part of the lot of land known and designated under number two hundred and thirty eight of the official subdivision of primitive lot one hundred and sixteen (116-S. W. P. 238) on the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, containing the said part of lot twenty five feet in width by forty four feet in depth, forming an area of eleven hundred feet, English measure, more or less, bounded in front by the new homologated line of Montée Saint Michel, bounded in the rear by No. 116-228, on one side to the east by lot No. 116-237, and on the other side to the west, by No. 116-239 on the said official plan and book of reference;

b. The southwest part of the lot of land known and designated under number two hundred and thirty nine of the official subdivision of primitive lot number one hundred and sixteen (116-S. W. P. 239) on the said official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, the said part of lot containing twenty five feet in width by forty four feet in depth, English measure and more or less, forming an area of eleven hundred feet, English measure and more or less, bounded in front by the homologated line of Montée Saint Michel, bounded in the rear by lot No. 116-239, on one side to the east by lot number 116-238, and on the other side to the west, by lot number 116-240 on the said official plan and book of reference;

As the whole actually exists, with the active and passive servitudes, apparent and occult, attached to the said immovable.

2. An emplacement situate in the town of Montreal-North, containing about two thousand four hundred and seventy feet in area, English measure, more or less, composed:

a. Of lot number two hundred and forty

subdivision officielle du lot originaire numéro cent seize (116-P. 240) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, distraction faite de la petite partie d'icelui vendue par le dit Napoléon Laverdure à la Corporation de la ville de Montréal-Nord, suivant acte passé devant Me J.-B. Latour, Notaire, les 5 et 28 mai, 1927, enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 342818, la partie présentement vendue étant de forme irrégulière et contenant environ mille soixante-un pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front, vers le nord-est, par la nouvelle ligne homologuée de la Montée-Saint-Michel, en arrière vers le sud-ouest, par le lot numéro 116-230, d'un côté, à l'est par le lot No. 116-239, et de l'autre côté à l'ouest, partie par le lot No 116-241 et partie par le lot No 118-7, des dits plan et livre de renvoi officiels;

b. Du lot numéro deux cent quarante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent seize (116-P. 241) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, distraction faite de la partie d'icelui vendue à la Corporation de la ville de Montréal-Nord, aux termes de l'acte de vente suscité, la partie présentement vendue étant de forme triangulaire et contenant environ cent pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front vers le nord-est, par la nouvelle ligne homologuée de la Montée Saint-Michel, d'un côté vers l'est par le lot No 116-240, et de l'autre côté vers l'ouest, par le lot No 118-6 des dits plan et livre de renvoi officiels;

c. Du lot numéro six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent dix-huit (118-p 6.) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, distraction faite de la plus petite partie d'icelui vendue à la Corporation de la ville de Montréal-Nord, aux termes de l'acte de vente suscité, la partie présentement vendue étant de forme irrégulière et contenant environ douze cent un pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front par le nord-est, par la nouvelle ligne homologuée de la Montée Saint-Michel en arrière, vers le sud-ouest par le lot No. 116-231, d'un côté à l'est, partie par le lot No 116-241, partie par le lot No 118-7, et partie par le lot No 116-231 et de l'autre côté, à l'ouest, partie par le lot No 118-5 et partie par le lot No 118-1 des dits plan et livre de renvoi officiels;

d. Du lot numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent dix-huit (118-7) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, de forme triangulaire et contenant huit pieds de largeur dans sa ligne sud-ouest, par vingt-cinq pieds de profondeur dans sa ligne nord-est, formant une superficie de cent quatre pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

3. Huit terrains situés à Montréal-Nord—avec bâtisses: (garage) y érigées, connus et désignés;

a. Sous les lots numéros deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente et deux cent trente et un de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent seize (116-224, 225, 226,

of the official subdivision of primitive lot number one hundred and sixteen (116-P. 240) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, distraction made of a small part thereof sold by the said Napoléon Laverdure to the Corporation of the town of Montreal-North, according to a deed passed before Me. J. B. Latour, notary, the 5th and 28th of May, 1927, registered at the registration office for the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier under No. 342818, the part presently sold being of irregular outline and containing about one thousand and sixty one feet in area, English measure and more or less, and bounded in front, towards the northeast, by the new homologated line of Montée Saint Michel, in the rear towards the southwest, by lot number 116-230, on one side to the east by lot No. 116-239, and on the other side to the west, partly by lot No. 116-241 and partly by lot No. 118-7, of the said official plan and book of reference;

b. Of lot number two hundred and forty one of the official subdivision of primitive lot number one hundred and sixteen (116-P. 241) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, distraction made of the part thereof sold to the corporation of the town of Montreal-North, according to the terms of the deed of sale afore cited, the part presently sold being of triangular outline and containing about one hundred feet in area, English measure and more or less, and bounded in front towards the northeast by the new homologated line of Montée Saint Michel, on one side towards the east by lot No. 116-240, and on the other side towards the west, by lot No. 118-6 on the said official plan and book of reference;

c. Of lot number six of the official subdivision of primitive lot number one hundred and eighteen (118-P. 6) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, distraction made of the smallest part thereof sold to the Corporation of the town of Montreal-North, according to the terms of the deed of sale aforesaid, the part presently sold being of irregular outline and containing about twelve hundred and one feet in area, English measure and more or less, and bounded in front on the northeast by the new homologated line of Montée Saint Michel, in the rear towards the southwest by lot No. 116-231, on one side to the east, partly by lot No. 116-241, partly by lot No. 118-7 and partly by lot No. 116-231 and on the other side to the west partly by lot No 118-5 and partly by lot No. 118-1 on the said official plan and book of reference;

d. Of lot number seven of the official subdivision of primitive lot number one hundred and eighteen (118-7) on the said official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, of triangular outline and containing eight feet in width in its southwest line, by twenty five feet in depth in its northeast line, forming an area of one hundred and four feet, English measure and more or less.

As the whole actually exists, with the active and passive servitudes, apparent and occult, attached to the said immovable.

3. Eight lots of land situate in Montreal-North—with buildings (garage) thereon erected known and designated:

a. Under lots numbers two hundred and twenty four, two hundred and twenty five, two hundred and twenty six, two hundred and twenty seven, two hundred and twenty eight, two hundred and twenty nine, two hundred and thirty and two hundred and thirty one of the official

227, 228, 229, 230, 231) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet;

b. Tous les droits que les vendeurs peuvent avoir sur la rue Poitras, connue sous le numéro deux cent vingt-trois de la subdivision du dit lot No cent seize (116-223), entre le lot numéro cent quatre-vingt-trois de la dite subdivision (116-183) et la ligne de division entre le dit lot No 116-231 et les lots numéros 116-232 et 233, mais ce sans garantie aucune et sans préjudice aux droits de toutes personnes quelconques dans la dite avenue, en vertu de quelque titre que ce soit.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

La vente ci-dessus devant se faire en trois lots distincts, et conformément à l'article 45 de la loi de faillite, paragraphes 2, 3, 4, et suivants, et aura l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

Le cahier des charges et procès-verbal de vente peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

84 Notre-Dame Ouest,
Montréal.

7299—51-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 200. Dans l'affaire de: Ferdinand Rabouin, Montréal, cédant autorisé; et Hermas Perras, syndic.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du registraire de la Loi de faillite, district de Montréal, en date du 6ème jour de décembre 1929, seront vendus par encaissement public à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Paulin, VENDREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER 1930, à MIDI, les immeubles ci-après désignés:

1. Un emplacement situé au village de la paroisse de Saint-Paulin, mesurant en front soixante-deux pieds de largeur, en arrière cinquante-neuf pieds, à l'ouest cent quatre-vingt-quinze pieds et à l'est cent quatre-vingt-deux pieds, plus ou moins, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Paulin, sous le numéro quarante-trois (43)—avec les bâtisses y érigées, et tel que compris dans les bornes suivantes: en front au chemin, en arrière au terrain d'Hormisdas Allard, d'un côté, vers l'est au terrain de Joseph Bergeron, et de l'autre côté au terrain de Thomas Hogue.

2. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Paulin, à la concession Saint-Louis, nord-est, contenant deux arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a depuis le Cordon Saint-Louis, à aller se terminer au cours de l'eau du ravin qui se rencontre sur la dite terre, à environ quatre arpents et demi du dit cordon, joignant d'un côté vers le nord au terrain d'Adam Bourassa, et de l'autre côté à Noé Ladouceur, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Paulin, comme faisant partie des lots numéros deux cent deux et deux cent trois (P. Nos 202 et 203).

La dite vente se fera en deux lots, et séparément, et conformément à l'article 45 de la Loi de

subdivision of primitive lot number one hundred and sixteen (116-224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231) on the said official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet;

b. All the rights that the sellers may have on Poitras street, known under number two hundred and twenty three of the subdivision of the said lot number one hundred and sixteen (116-223), between lot number one hundred and eighty three of the said subdivision (116-183) and the division line between the said lot No. 116-231 and the lots numbers 116-232 and 233, but such without any guarantee and without prejudice to the rights of any persons whomsoever in the said avenue, in virtue of any deed whatever.

As the whole actually exists, with the active and passive servitudes, apparent and occult, attached to the said immovables.

The aforesaid sale shall be made in three distinct lots, and in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4 and following, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

The list of charges and *procès-verbal* of sale may be examined at the office of the undersigned at any time.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

84, Notre Dame, West,
Montreal.

7300—51-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 200. In the matter of Ferdinand Rabouin, Montreal, Authorized Assignor; and Hermas Perras, Trustee.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated the 6th day of December, 1929, there will be sold by public auction at the parochial church door of the village of Saint Paulin, on FRIDAY, the TWENTY FOURTH of JANUARY, 1930, at NOON, the immovables hereafter designated:

1. An emplacement situate in the village of the parish of Saint Paulin, measuring in front sixty two feet in width, in the rear fifty nine feet, at the West one hundred and ninety five feet and on the East one hundred and eighty two feet, more or less, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Paulin, under number forty three (43)—with buildings thereon erected, and such as comprised within the following boundaries: in front by the road, in the rear by the land of Hormisdas Allard, on one side, towards the East, by the land of Joseph Bergeron, and on the other side by the land of Thomas Hogue.

2. A portion of land situate in the parish of Saint Paulin, in the concession Saint Louis, North east, containing two arpents in width by the depth that may exist from the Cordon Saint Louis and running as far as the watercourse of the ravine that is to be found on the said land, at about four arpents and one half from the said cordon, adjoining on one side towards the North the land of Adam Bourassa, and on the other side Noe Ladouceur, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Paulin, as forming part of the lots numbers two hundred and two and two hundred and three (P. No. 202 and 203).

The said sale will be made in two lots and separately, and in conformity with article 45

faillite, paragraphes 2, 3, 4, et suivants, et aura l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

Le cahier des charges et conditions de vente pourront être examinés au bureau du soussigné, en aucun temps.

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

84, Notre-Dame, O.,
Montréal. 7301—51-2

of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, and following, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

The list of charges and conditions of sale may be examined at the office of the undersigned, at any time.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

84, Notre Dame West,
Montreal. 7302—51-2

Ventes pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.

District de Montréal.

VILLE DE MONTREAL-OUEST.

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, au bureau de la Commission, à l'Hotel de Ville, Montréal-Ouest, MARDI, le QUATORZIEME jour de JANVIER 1930, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes non payées et les intérêts mentionnés dans l'état, en plus des frais qui ont été ou peuvent être encourus, à moins que lesdites taxes, intérêts et frais soient payés antérieurement.

Sales for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

District of Montreal.

TOWN OF MONTREAL WEST.

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by Public Auction, in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of JANUARY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been, or may be, incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Nom — Name	Numéro du cadastre — Cadastral Number	Taxes municipales — Municipal Taxes	Taxes scolaires — School Taxes	Intérêts et charges — Interest & costs	Total
Mme-Mrs. Frank Beard.....	140—663-6.....	\$ 136.74	\$ 52.80	\$ 73.71	\$ 263.25
Mlle-Miss Marjorie E. Kerr.....	140—209.....	175.77	55.11	26.50	257.38

Donné à Montréal-Ouest, ce dix-huitième jour de décembre 1929.

Le secrétaire-trésorier,
CHAS. I. FRASER.

7253—51-2

Given at Montreal West, this eighteenth day of December, 1929.

CHAS. I. FRASER,
Secretary-Treasurer.

7254—51-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 51

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Desroches vs Crevier.....	4921
" Forand vs Parent.....	4921
" Fortier vs Landry.....	4920
" Kolodna vs Deckelbaum.....	4921
" Lacasse vs Moreillon.....	4920
" Mireault vs Désormeaux.....	4920
" Morgenstein vs Serebrenik <i>alias</i> Sil- verman.....	4948
" Pelletier vs Lambert.....	4921
" Pepper vs Steinfield.....	4921
" Shoofey vs Motter.....	4921

ANNONCEURS:—Avis aux..... 4851

ASSURANCES:—

The National-Liverpool Ins. Co..... 4910

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Desroches vs Crevier.....	4921
" Forand vs Parent.....	4921
" Fortier vs Landry.....	4920
" Kolodna vs Deckelbaum.....	4921
" Lacasse vs Moreillon.....	4920
" Mireault vs Désormeaux.....	4920
" Morgenstein vs Serebrenik <i>alias</i> Sil- verman.....	4948
" Pelletier vs Lambert.....	4921
" Pepper vs Steinfield.....	4921
" Shoofey vs Motter.....	4921

ADVERTISERS:—Notice to..... 4851

INSURANCES:—

The National-Liverpool Ins. Co..... 4910

AVIS DIVERS:—

Albee Realty Corporation.....	4922
Canada Amusement Co.....	4922
Chicoutimi Freehold Estates, Ltd.....	4923
La Cie de Téléphone du Nord, Ltée.....	4922
La Sarre Power Co., Ltd.....	4949
Montreal Operating Co., Inc.....	4923
Southern Canada Power Co., Ltd.....	4924
The Royal Trust Company.....	4923

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés.....	4853
-------------------	------

BUREAU-CHEF:—

Canadian Products Co., Ltd.....	4924
---------------------------------	------

CHARTRE—ABANDON DE:—

Canadian Merchandising, Ltd.....	4925
Clifford Investment Company.....	4925
Les Boulangers de Sherbrooke, Ltée.....	4924
Quenneville, Noell & Co., Ltd.....	4949
The Keystone Securities Corp.....	4925

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Allard, Joseph.....	4914
Allard, Paul.....	4912
Anglo-Canadian Inc. Corp., Ltd.....	4911
Beauharnois Light, Heat & Power Co.....	4911
Beauharnois Railway Co.....	4912
Brabant, Gilbert <i>et al</i>	4915
Bureau Central des Ecoles Protestantes de Montréal.....	4916
Capelovitch, Victor.....	4913
Cie de Chemin de fer Colonisation, Montréal et Nord.....	4946
Cie de Chemin de fer Montréal et Sud-Ouest.....	4946
Cité de Grand'Mère.....	4916
Cité de Hull.....	4917
Cité de Lachine.....	4946
Cité de Lévis.....	4945
Cité de Shawinigan-Falls.....	4945
Cité des Trois-Rivières.....	4918
Cité d'Outremont.....	4913
Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec.....	4914
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.....	4914
Commission Métropolitaine de Montréal.....	4917
Décarie, François-Xavier <i>et al</i>	4918
Fredette, Gédéon <i>et al</i>	4913
Fredette, Willie <i>et al</i>	4919
Goldberg, Joseph.....	4918
Gougeon, Dame Régina <i>et al</i>	4915
La Cie de Chemin de Fer Alma & Jonquière.....	4914
La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.....	4911
La Congrégation du Très Saint-Rédempteur.....	4945
Les Rentiers de l'Avenir.....	4919
Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis.....	4920
L'Union Saint-Joseph de Drummondville.....	4917
Montreal Trust Company.....	4916
Municipalité du comté de Laval.....	4919
Quebec and Western Railway Co.....	4916
St. Francis Valley Railway Co.....	4919
Succession Labelle.....	4912
Succession Masson.....	4915

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Albee Realty Corporation.....	4922
Canada Amusement Co.....	4922
Chicoutimi Freehold Estates, Ltd.....	4923
La Cie de Téléphone du Nord, Ltée.....	4922
La Sarre Power Co., Ltd.....	4949
Montreal Operating Co., Inc.....	4923
Southern Canada Power Co., Ltd.....	4924
The Royal Trust Company.....	4923

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills.....	4853
--------------------	------

CHIEF-OFFICE:—

Canadian Products Co., Ltd.....	4924
---------------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF:—

Canadian Merchandising, Ltd.....	4925
Clifford Investment Company.....	4925
Les Boulangers de Sherbrooke, Ltée.....	4924
Quenneville, Noell & Co., Ltd.....	4949
The Keystone Securities Corp.....	4925

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Allard, Joseph.....	4914
Allard, Paul.....	4912
Anglo-Canadian Inc. Corp., Ltd.....	4911
Beauharnois Light, Heat & Power Co.....	4911
Beauharnois Railway Co.....	4912
Brabant, Gilbert <i>et al</i>	4915
Montreal Protestant Central School Board.....	4916
Capelovitch, Victor.....	4913
Montreal and Northern Colonization Railway Co.....	4946
Montreal and South Western Railway Co.....	4946
City of Grand'Mère.....	4916
City of Hull.....	4917
City of Lachine.....	4946
City of Lévis.....	4945
City of Shawinigan Falls.....	4945
City of Trois-Rivières.....	4918
City of Outremont.....	4913
Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec.....	4914
Catholic School Commission of Montreal.....	4914
Montreal Metropolitan Commission.....	4917
Décarie, François-Xavier <i>et al</i>	4918
Fredette, Gédéon <i>et al</i>	4913
Fredette, Willie <i>et al</i>	4919
Goldberg, Joseph.....	4918
Gougeon, Dame Régina <i>et al</i>	4915
The Alma & Jonquière Railway Co.....	4914
La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.....	4911
La Congrégation du Très Saint-Rédempteur.....	4945
Les Rentiers de l'Avenir.....	4919
Les Sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis.....	4920
L'Union Saint-Joseph de Drummondville.....	4917
Montreal Trust Company.....	4916
Municipality of the county of Laval.....	4919
Quebec and Western Railway Co.....	4916
St. Francis Valley Railway Co.....	4919
Estate Labelle.....	4912
Estate Masson.....	4915

The Pension Fund Society of the Royal Trust Co.....	4920	The Pension Fund Society of the Royal Trust Co.....	4920
The Shawinigan Water & Power Co.....	4916	The Shawinigan Water & Power Co.....	4916
University Club of Montreal.....	4914	University Club of Montreal.....	4914
Ville de Bagotville.....	4918	Town of Bagotville.....	4918
Ville de Chicoutimi.....	4946	Town of Chicoutimi.....	4946
Ville de Lasalle.....	4912	Town of Lasalle.....	4912
Ville de La-Tuque.....	4947	Town of La-Tuque.....	4947
Ville de Saint-Jérôme.....	4918	Town of Saint Jérôme.....	4918
Ville de Saint-Laurent.....	4947	Town of Saint-Laurent.....	4947
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—		DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—	
Saint-Raphael de l'Île Bizard.....	4948	Saint-Raphael de l'Île Bizard.....	4948
EXAMENS DU BARREAU:—		BAR EXAMINATIONS:—	
Montréal: étude du droit.....	4950	Montreal: study of the law.....	4950
Québec: étude du droit.....	4949	Quebec: study of the law.....	4949
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
A.-F. Amiot, Limitée.....	4853	A.-F. Amiot, Limitée.....	4853
Belmont Garage, Limited.....	4855	Belmont Garage, Limited.....	4855
B.-H. Beauvais Company.....	4855	B.-H. Beauvais Company.....	4855
Canadian Products Co., Ltd.....	4856	Canadian Products Co., Ltd.....	4856
Copper Share & Lease Corp., Ltd.....	4858	Copper Share & Lease Corp., Ltd.....	4858
Custom Cars, Ltd.....	4859	Custom Cars, Ltd.....	4859
Deschenes, Limitée.....	4860	Deschenes, Limitée.....	4860
European Jobbing Co., Ltd.....	4862	European Jobbing Co., Ltd.....	4862
Fair Dress Co., Ltd.....	4863	Fair Dress Co., Ltd.....	4863
Fermes Françaises de Fourrures de Québec, Inc.....	4864	Fermes Françaises de Fourrures de Québec, Inc.....	4864
La Cie de la Pipe Brevetée P-F-T.....	4866	La Cie de la Pipe Brevetée P-F-T.....	4866
La Cie de Publication de Saint-Jérôme, Ltée.....	4868	La Cie de Publication de Saint-Jérôme, Ltée.....	4868
La Cie de Publicité de Hull, Limitée.....	4869	La Cie de Publicité de Hull, Limitée.....	4869
La Cie des Eleveurs de Visons de Beauce & Dorchester.....	4870	La Cie des Eleveurs de Visons de Beauce & Dorchester.....	4870
La Laiterie des Producteurs de Lait de la Province de Québec, Inc.....	4873	La Laiterie des Producteurs de Lait de la Province de Québec, Inc.....	4873
La Maison Dussault, Ltée.....	4874	La Maison Dussault, Ltée.....	4874
Lloyds' Lodgings, Limited.....	4876	Lloyds' Lodgings, Limited.....	4876
Maison Bernard, Limited.....	4877	Maison Bernard, Limited.....	4877
McGregor Tile & Marble, Limited.....	4878	McGregor Tile & Marble, Limited.....	4878
Mill Creek Development Co., Ltd.....	4879	Mill Creek Development Co., Ltd.....	4879
Mira Club, Inc.....	4883	Mira Club, Inc.....	4883
Mortgage and Discount Corp. of Canada.....	4884	Mortgage and Discount Corp. of Canada.....	4884
Northern Mica Co., Ltd.....	4887	Northern Mica Co., Ltd.....	4887
People's Fur Store, Inc.....	4890	People's Fur Store, Inc.....	4890
Poirier, Bessette Compagnie, Ltée.....	4892	Poirier, Bessette Compagnie, Ltée.....	4892
Quebec Office Furniture Co., Ltd—Cie de Meubles de Québec, Ltée.....	4892	Quebec Office Furniture Co., Ltd—Cie de Meubles de Québec, Ltée.....	4892
Richmond Motors, Limited.....	4894	Richmond Motors, Limited.....	4894
Rickert & Roberts, Limited.....	4896	Rickert & Roberts, Limited.....	4896
Schwaebisch-Deutscher Verein, Inc.....	4898	Schwaebisch-Deutscher Verein, Inc.....	4898
Silver Foxes, Inc.....	4899	Silver Foxes, Inc.....	4899
Simplex Oil Heating Co. of Canada, Ltd.....	4900	Simplex Oil Heating Co. of Canada, Ltd.....	4900
St. Andrews Artificial Ice Co., Ltd.....	4901	St. Andrews Artificial Ice Co., Ltd.....	4901
The Premier Dress Co., Ltd.....	4902	The Premier Dress Co., Ltd.....	4902
The Province of Quebec Badminton Association, Inc.....	4903	The Province of Quebec Badminton Association, Inc.....	4903
The Superlite Sign and Letter Syndicate, Inc.....	4904	The Superlite Sign and Letter Syndicate, Inc.....	4904
Town Planned Sites, Limited.....	4905	Town Planned Sites, Limited.....	4905
Union Rock, Limited.....	4943	Union Rock, Limited.....	4943
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Barry and Finlay, Limited.....	4908	Barry and Finlay, Limited.....	4908
Brown Investments, Limited.....	4908	Brown Investments, Limited.....	4908
Dufresne Construction Co., Ltd.....	4909	Dufresne Construction Co., Ltd.....	4909
La Cie Rousseau, Ltée—The Rousseau Co., Ltd.....	4909	La Cie Rousseau, Ltée—The Rousseau Co., Ltd.....	4909
Montreal Post Graduate Hospital.....	4910	Montreal Post Graduate Hospital.....	4910
Railway Exchange Building Co.....	4910	Railway Exchange Building Co.....	4910

MINUTES DE NOTAIRE:—

Forest, François-Xavier.....	4926
Gérin, Etienne.....	4926
Lemieux, Joseph, en faveur de.....	4925
Tourigny, Anselme, en faveur de.....	4926

ORDRE DE COUR:—

Succession J.-E. Constantin.....	4926
----------------------------------	------

PROCLAMATIONS:—

Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires.....	4852
--	------

SOUMISSIONS:—

P paroisse de Saint-Clément de Beauharnois.....	4950
---	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Chagnon, Alexandre.....	4951
Côté, J.-P.....	4927
Cusson, Wilfrid.....	4927
Duval, Josaphat.....	4928
Rabouin, Ferdinand.....	4953

VENTES POUR TAXES:—

Ville de Montréal-Ouest.....	4954
------------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Chevalier vs Charretier.....	4928
The International Harvester Co. of Canada, Ltd, vs Gaudreault.....	4929

BEDFORD:—

Bachand vs Richer <i>et al.</i>	4929
---------------------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Boily <i>et al</i> vs Héritiers L. Larouche.....	4929
--	------

JOLIETTE:—

Forest vs Breton.....	4930
-----------------------	------

KAMOURASKA:—

Boucher vs Pelletier.....	4930
Lévesque vs Landry.....	4931

MONTMAGNY:—

Pelletier vs Pelletier.....	4932
-----------------------------	------

MONTRÉAL:—

Canada Permanent Mortgage Corp. vs Nantel.....	4932
Cité de Montréal vs Roxborough Estates, Ltd.....	4933
Cité de Saint-Lambert vs Ancrum.....	4933
Gagné vs Sarrazin <i>et vir.</i>	4934
Kaufman <i>et vir</i> vs Leibovitch.....	4934
Lilly vs Wilson.....	4935
Parent vs Durocher dit Brien.....	4936
Stinson Reeb Builders Supply Co., Ltd, vs Phaneuf.....	4935
The London Life Ins. Co. vs Martin.....	4934
The Trust & Loan Co. of Canada vs Gagnon.....	4936

NOTARIAL MINUTES:—

Forest, François-Xavier.....	4926
Gérin, Etienne.....	4926
Lemieux, Joseph, in favor of.....	4925
Tourigny, Anselme, in favor of.....	4926

RULE OF COURT:—

Estate of J. E. Constantin.....	4926
---------------------------------	------

PROCLAMATIONS:—

Legislature convoked for dispatch of business.....	4852
--	------

TENDERS:—

P parish of Saint-Clément de Beauharnois.....	4950
---	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Chagnon, Alexandre.....	4951
Côté, J.-P.....	4927
Cusson, Wilfrid.....	4927
Duval, Josaphat.....	4928
Rabouin, Ferdinand.....	4953

SALE FOR TAXES:—

Town of Montreal West.....	4954
----------------------------	------

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Chevalier vs Charretier.....	4928
The International Harvester Co. of Canada, Ltd, vs Gaudreault.....	4929

BEDFORD:—

Bachand vs Richer <i>et al.</i>	4929
---------------------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Boily <i>et al</i> vs Heirs L. Larouche.....	4929
--	------

JOLIETTE:—

Forest vs Breton.....	4930
-----------------------	------

KAMOURASKA:—

Boucher vs Pelletier.....	4930
Lévesque vs Landry.....	4931

MONTMAGNY:—

Pelletier vs Pelletier.....	4932
-----------------------------	------

MONTREAL:—

Canada Permanent Mortgage Corp. vs Nantel.....	4932
City of Montreal vs Roxborough Estates, Ltd.....	4933
City of Saint Lambert vs Ancrum.....	4933
Gagné vs Sarrazin <i>et vir.</i>	4934
Kaufman <i>et vir</i> vs Leibovitch.....	4934
Lilly vs Wilson.....	4935
Parent vs Durocher dit Brien.....	4936
Stinson Reeb Builders Supply Co., Ltd, vs Phaneuf.....	4935
The London Life Ins. Co. vs Martin.....	4934
The Trust & Loan Co. of Canada vs Gagnon.....	4936

QUÉBEC:—

Chauveau <i>et al</i> vs Bonneau.....	4938
Dussault vs Gorman <i>et al</i>	4938
Ferland vs Asselin.....	4939
Lechasseur vs Beauchemin.....	4937

SAINT-FRANÇOIS:—

Bourgoin vs Leclerc.....	4939
Nicol vs Couture <i>et al</i>	4940
Poulin vs Champagne.....	4940
Ville de Magog vs St-Laurent.....	4940

SAINT-HYACINTHE:—

Dalbec vs Fontaine.....	4941
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Crédit Canadien Inc. vs Doyon.....	4941
Deschesnes vs Nassif.....	4943
La Caisse Populaire de Saint-Séverin de Proulxville vs Mongrain <i>et al</i>	4942
Larochelle vs Lampron.....	4942

QUEBEC:—

Chauveau <i>et al</i> vs Bonneau.....	4938
Dussault vs Gorman <i>et al</i>	4938
Ferland vs Asselin.....	4939
Lechasseur vs Beauchemin.....	4937

SAINT FRANCIS:—

Bourgoin vs Leclerc.....	4939
Nicol vs Couture <i>et al</i>	4940
Poulin vs Champagne.....	4940
Town of Magog vs St-Laurent.....	4940

SAINT HYACINTHE:—

Dalbec vs Fontaine.....	4941
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Crédit Canadien Inc. vs Doyon.....	4941
Deschesnes vs Nassif.....	4943
La Caisse Populaire de Saint-Séverin de Proulxville vs Mongrain <i>et al</i>	4942
Larochelle vs Lampron.....	4942